

UNIVERSITÉ DE NANCY - FACULTÉ DE DROIT

Le Crédit Agricole en Chine

et

Les Amendements proposés

THÈSE

POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE NANCY

(Mention Sciences économiques)

présentée et soutenue le vendredi 20 novembre 1936, à 15 h. 15

PAR

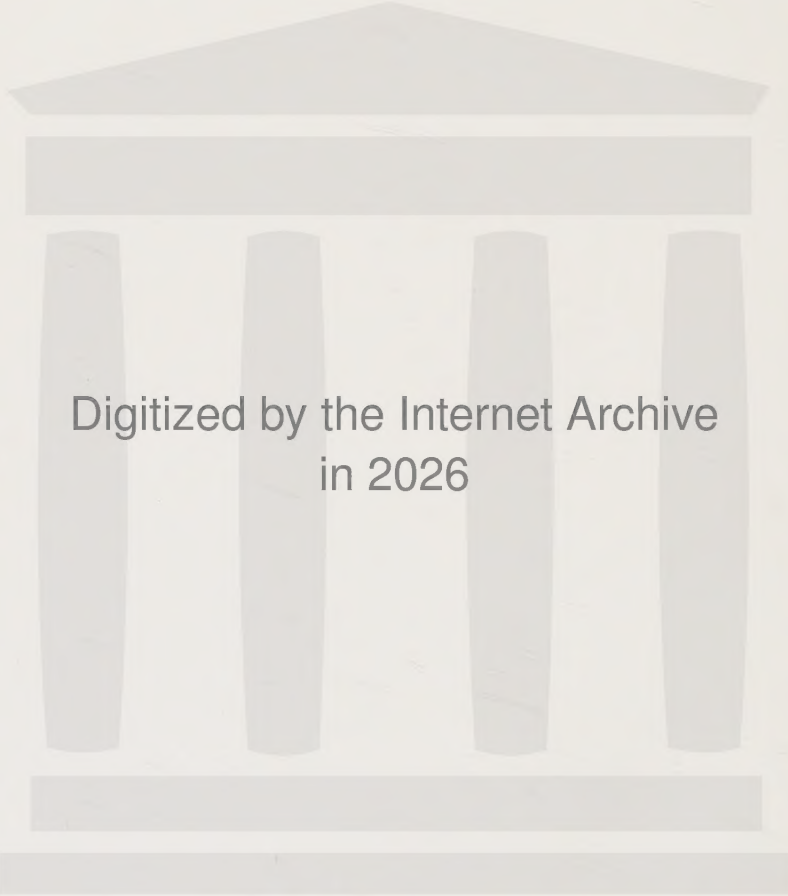
HAN WEN-TON

MEMBRES DU JURY :

Président	MM. de MENTHON, professeur.
Assesseurs	MARCHAL, agrégé.
	TEITGEN, agrégé.

NANCY
IMPRIMERIE GEORGES THOMAS
Angle des rues de Solignac et Henri-Lepage
1936

*Thèse Nancy
1936*



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE NANCY - FACULTÉ DE DROIT

Le Crédit Agricole en Chine

et

Les Amendements proposés

THÈSE

POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE NANCY

(Mention Sciences économiques)

présentée et soutenue le vendredi 20 novembre 1936, à 15 h. 15

PAR

HAN WEN-TON

MEMBRES DU JURY :

Président	MM. de MENTHON, professeur.
Assesseurs	MARCHAL, agrégé.
	TEITGEN, agrégé.

NANCY
IMPRIMERIE GEORGES THOMAS
Angle des rues de Solignac et Henri-Lepage

1936

* 39077.

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen: M. SENN (*, ☞, ☛ I).

Assesseur du Doyen: M. HENRY (*, ☛ I).

Doyens honoraires: MM. F. GÉNY (C *, ☛ I), MICHON (*, ☛ I).

Professeurs honoraires:

MM. MAY (*, ☛ I).

ROLLAND (☛ I).

MOREL (*, ☛ I).

GÉNY (C *, ☛ I).

RENARD (☛ I).

MICHON (*, ☛ I).

Maître de conférences honoraire: M. MÉLIN (☛ I), docteur en droit.

MM. SENN (*, ☞, ☛ I), professeur de Droit romain.

HENRY (*, ☛ I), professeur de Droit criminel.

KRÖLL (☛ I), professeur d'Histoire du Droit.

LALOUËL (☛ I), professeur de Droit international public.

LESCOT (☛ I), professeur de Droit commercial.

SIMONNET (☛ I), professeur de Droit civil.

VOIRIN (☞, ☛ I), professeur de Droit civil.

TROTABAS (☞, ☛ A), professeur de Droit administratif et de Législation financière.

F. de MENTHON (☛ A), professeur d'Economie politique.

DURAND, agrégé de Droit privé.

MARCHAL, agrégé d'Economie politique.

TEITGEN, agrégé de Droit public.

GROS, docteur en droit, chargé de cours de Droit public.

VINCENT, docteur en droit, chargé de cours de Droit privé.

HUGON, docteur en Droit, chargé de cours d'Economie politique.

ROSAMBERT, docteur en droit, chargé d'enseignement de Droit civil de capacité.

LAPOINTE (☛ I), secrétaire.

La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions particulières du candidat.



INTRODUCTION

ÉTUDE ÉCONOMIQUE DE LA VIE DES PAYSANS CHINOIS

« Comme l'agriculture constitue la première industrie de la nation et qu'elle fait vivre l'immense majorité de ses habitants, comme la consommation des classes agricoles est presque l'unique marché des produits de toutes les autres, son malaise est une calamité qui doit attirer l'attention de tous... ».
(Rapport de la Chambre des députés espagnols).

La Chine, plus que tout autre pays, est un pays essentiellement agricole; la population rurale représente 85 % de la population totale: 50 % du revenu total de l'Etat vient de l'impôt agricole: deux tiers de l'exportation du pays sont des produits agricoles. Comme M. André SIEGFRIED l'a dit: « le socle de la société française demeure toujours paysan » (1). La Chine est véritablement dans le même cas.

Mais, malheureusement, la plupart des paysans sont dans une situation très pénible, surtout depuis une dizaine d'années. Nous pouvons l'observer dans les trois points suivants:

(1) André SIEGFRIED, *Tableau des Partis en France*, p. 13.

PREMIÈRE OBSERVATION :
LA RÉPARTITION DE LA TERRE

Le Ministère de l'Agriculture nous a donné en 1917 des chiffres précis sur la répartition des foyers agricoles en Chine. La population agricole est formée pour moitié de cultivateurs indépendants, pour 28 % de fermiers et de 22 % de cultivateurs à la fois indépendants et fermiers. A cette époque, le nombre des petits agriculteurs indépendants était assez nombreux, la vie des campagnes était encore paisible. Plus tard, l'expropriation des petits paysans s'est accélérée. D'après le rapport de 1927, fait par le Comité agraire du Comité Central du Wu-Han du Kuo-Ming-Tang, le nombre des agriculteurs ne possédant pas de terre s'est considérablement accru. Il a estimé que les agriculteurs propriétaires, depuis un méou (2) jusqu'à la très grande propriété représentent 150.000.000 de personnes; mais les fermiers, journaliers et vagabonds, s'élèvent à 186.000.000. C'est-à-dire que les derniers occupent plus de la moitié du nombre.

D'après ses recherches, M. CHANG-CHEN-YU nous donne trois conclusions :

1° Dans la Chine du Sud, surtout dans les provinces Hou-Nan, Tché-Kiang, Kouang-Tong, Fou-Kien, les fermiers sont plus nombreux que les propriétaires; ils représentent 80 %.

2° Dans la Chine du Nord, les fermiers ne sont pas si nombreux, parce que la population est moins dense qu'en Sud.

(2) Soit un hectare 29,024.

3° Dans la totalité de la Chine, les fermiers forment environ de 40 % à 50 % de la population agricole (3).

Ce dernier chiffre est, à mon point de vue, tout à fait raisonnable.

DEUXIÈME OBSERVATION :

LES RECETTES DES AGRICULTEURS

D'après les investigations des professeurs J.-B. TAYLER et C.-B. MALONE sur les conditions économiques rurales en Chine, sous la direction de la Commission du Comité International de Secours aux victimes de la famine, la somme nécessaire de l'existence d'une famille agricole est de 150 yuans (4) (yuan, unité monétaire de la Chine, d'une valeur approximative de 6 francs, suivant le cours du change).

Combien d'agriculteurs peuvent gagner 150 yuans ?

Nous manquons de statistiques complètes pour toute la Chine, nous n'avons que quelques documents locaux.

D'après les investigations faites dans quatre provinces par M. S.-C. LEE, les recettes de 50 % des agriculteurs de la province Kiang-Sou, et Ngan-Houei, de 80 % de la province Hopei, de 64 % de la province Tche-Kiang, n'atteignent pas 150 yuans (5).

(3) CHANG CHIN-YU : « La difficulté économique des paysans chinois », *The eastern miscellany*, p. 13, n° 9, V. 29.

(4) J.-B. TAYLER and C.-B. MALONE, *The Study of chinese rural Economy*, p. 42-43, série B, n° 1. Chine international Femine Relief, Commission publication.

(5) S.-C. LEE : « La pauvreté des paysans chinois », *The Eastern Miscellany*, vol. 32, n° 19, p. 78.

Les provinces indiquées sont plus riches en comparaison des autres régions, c'est-à-dire que les *situations des autres provinces* sont encore plus mauvaises.

La Commission du Comité International aux Victimes de la Famine a estimé que les agriculteurs qui cultivent 10 méous de la terre ne font des recettes que de 151 yuans au maximum; la somme moyenne dans toute la Chine est environ de 75 yuans par an pour dix méous.

En cas de culture des terres entre 15 et 25 méons, on gagne au maximum 240 yuans, en moyenne 160 yuans. Mais ces sommes ne sont pas les recettes nettes, il faut en déduire les dépenses nécessaire pour les champs, les redevances pour le propriétaire, s'il s'agit d'un fermier.

M. BACKER a calculé que la stricte subsistance d'une famille agricole en Chine demande au moins vingt-et-un méous de terre (6). Ce calcul est d'accord avec celui de MM. TABER et MALONE, comme nous venons de l'indiquer. Beaucoup d'économistes ont prouvé qu'il est exact (7).

Le Ministère de l'Agriculture a publié un tableau en 1919 qui nous apprend que 36 % de foyers paysans n'occupent pas 10 méous de terre; 26 % occupent de 11 à 29 méous, 3 % occupent plus de 100 méous de terre.

Ces statistiques nous enseignent qu'il y a un minimum de 50 % de foyers paysans qui cultivent moins de 21 méous de terre.

(6) O.-E. BACKER, *Agriculture and the Future of the China*. Foreign Affairs, 1927.

(7) Comme M. TANG CHI-YU et M. SI SU-CHIN.

D'après les chiffres donnés par le Bureau statistique du Gouvernement National en 1931, les cultivateurs dans onze provinces cultivent les terres avec une moyenne inférieure à 21 méous. C'est Kouang-Tong (12 méous), Kiang-Si (13 méous), Kiang-Sou (18 méous), Ngan-Houei (20 méous), Hou-Nan (12 méous), Fou-Kien (14 méous), Chantoung (19 méous), Yunan (20 méous), Tché-Kiang (13 méous), Hou-Pé (15 méous), Kwai (19 méous).

Nous avons dit que chaque foyer paysan a besoin au moins de 21 méous de terre pour maintenir exactement sa stricte subsistance. Si une famille cultivait un champ de moins de 21 méous, il est évident qu'elle ne pourrait vivre exclusivement des produits de ce champs. Si elle possède un champ de 21 méous, la stabilité lui manque quoi qu'elle puisse y trouver le strict nécessaire dans les années normales. Elle ne possède aucune épargne, lorsqu'un événement arrive nécessitant des dépenses imprévues (disette, maladie, décès, incendie, etc.), il lui faut alors emprunter pour faire face à ces dépenses.

Pour préciser nos idées, nous pouvons les résumer comme il suit :

1° Les foyers paysans qui cultivent moins de 10 méous de terre représentent 42 % de la totalité, savoir 24.940.000 foyers (152.460.000 paysans). Ceux qui cultivent une étendue supérieure à 10 méous de terre et inférieure à 30 méous, représentent 27 %, savoir 16.038.000 foyers (98.010.000 paysans).

2° Les recettes des foyers paysans qui cultivent

moins de 10 méous de terre sont de 75 yuan, pour plus de 10 méous, mais moins de 25 méous, elles sont de 160 à 170 yuans. Quand on est fermier, il faut payer encore 5 yuans par méou comme redevance pour le propriétaire, donc les fermiers ne gagnent presque rien et sont obligés d'emprunter pour maintenir leur train de vie.

3° La somme nécessaire à l'existence d'une famille de cinq personnes est de 130 à 150 yuans. D'après ces chiffres, les foyers paysans qui cultivent moins de 25 méous de terre sont très pauvres et très misérables, ceux-ci représentent 63 % de la totalité des paysans, soit environ 228.600.000 de personnes.

TROISIÈME OBSERVATION : LE STANDARD DE LA VIE DES PAYSANS

C'est un aperçu de la pauvreté des paysans chinois sous un autre aspect, mais il est très difficile à établir à cause du manque de statistiques complètes à ce sujet.

D'après les recherches de M. S.-C. LEE, les dépenses des paysans se répartissent comme il suit :

Les dépenses d'alimentation représentent 62, 66 % ; les dépenses de vêtement représentent 7,96 ; les dépenses de location d'habitation 4,45 % ; les dépenses pour le combustible représentent 9,65 ; les dépenses diverses 15,28 % (8).

(8) S.-C. LEE : « La pauvreté des paysans chinois », *The Eastern miscellany*, vol. 32, n° 19.

Il est évident que les paysans chinois sont très pauvres, puisque les dépenses d'alimentation occupent 62,66 %, représentant les trois cinquièmes de la totalité; elles sont le double de celles des paysans danois, plus d'un tiers de celles des paysans américains. Les dépenses des divers ne représentent que 1,5 % chez les paysans chinois, tandis que chez les paysans américains les dépenses d'alimentation ne représentent que deux cinquièmes, et les dépenses diverses, un quart (9). Avec cette comparaison, nous constatons que la vie des paysans chinois est de condition très difficile et très pénible.

Après ces trois observations indiquées, nous pouvons dire:

1° Plus de la moitié des paysans dans toute la Chine, ne possède pas de terre, et vivent dans une situation très misérable;

2° 42 % des cultivateurs propriétaires possèdent en terre moins de 21 méous, et sont réduits au minimum nécessaire à leur subsistance;

3° plus de 20 % des cultivateurs propriétaires manquent de sécurité dans leur situation quoi qu'ils puissent y trouver le strict nécessaire dans les années normales; mais ils ne possèdent aucune épargne, lorsqu'un événement arrive nécessitant des dépenses imprévues (disette, maladie, décès, incendie), il leur faut emprunter pour faire face à ces dépenses.

Par conséquent, les paysans chinois sont presque tous obligés d'avoir des dettes; dans la région de l'ouest, les emprunteurs paysans représentent 68 %,

(9) Y.-G. Buck, *Chinesse Farm Economy*, p. 391.

dans la région nord, 57 %, dans la région centrale 62 %, dans la région est, 66 %, dans la région ouest-sud 59 %, dans la région est-sud 60 %. Dans toute la Chine, les débiteurs agriculteurs occupent un nombre moyen de 62 % de la totalité (10).

Qui prêtait aux paysans dans le passé, et à présent ? Dans quelle mesure, les paysans peuvent-ils obtenir les capitaux dans des conditions favorables ? Ce sont les questions que nous étudierons dans les chapitres suivants.

(10) *La Nouvelle Agricole*, 1933.

CHAPITRE PREMIER

LES SYSTÈMES PRIMITIFS DU CRÉDIT AGRICOLE EN CHINE

*« Cette histoire a toujours très mal fini
pour l'emprunteur. De tout temps, elle
a eu pour résultat de le dépouiller
de sa terre... »* (G. GIDE)

*« ...Bien souvent le paysan ne travaille
pas pour son propre compte, mais pour
le plus grand profit de l'usurier qui
lui a avancé quelque argent... »*
(LOUIS DURAND)

Avant d'avoir implanté le nouveau système du crédit agricole dans le domaine rural de la Chine, il a existé différentes formes primitives pour fournir des capitaux nécessaires aux agriculteurs, quand ils en ont besoin. Ces formes là sont irrationnelles et ont donné beaucoup de mauvais résultats. Nous allons les exposer de la manière suivante :

SECTION I

Doué-gine-Houé (usuriers en groupe)

Dans sa thèse, M. CHIANG-SHANG-YE (I) appelle ce système : « les caisses locales établies par les grands

(I) *Les coopératives de crédit agricole*, thèse soutenue (II juillet 1931 à la Faculté de Droit de Nancy).

agriculteurs » (2). A mon point de vue, il est plus précis de le considérer comme un établissement organisé par plusieurs usuriers ayant pour but d'exploiter les profits au moyen de prêts d'argent aux petits paysans. M. CHIANG explique ces organisations et leur fonctionnement de cette façon (3):

« L'organisation de Doué-gine-Houé est une société par actions. Les actionnaires sont plutôt de grands agriculteurs. Le capital de la société varie entre mille et dix mille yuans. La valeur de chaque action est de cent yuans.

« Réunis en assemblée générale, les actionnaires nomment les administrateurs de la société qui comprend: le directeur, le vice-directeur, le secrétaire, et le trésorier.

« ... Le prêt est fait à condition que l'emprunt soit garanti par un établissement, une maison de commerce quelconque, et il faut que le directeur accepte cette garantie. Quand le prêt est accordé, le trésorier verse à l'emprunteur le montant du prêt, déduction faite de 2 yuans pour cent, c'est ce qu'on appelle les frais de commission. S'il fait un emprunt de cent yuans, en réalité il ne reçoit que 98 yuans; la durée du prêt varie de quatre mois à un an.

« Pour le remboursement on emploie une méthode curieuse. Pour faciliter le remboursement du capital, le paysan emprunteur doit rembourser chaque jour une partie de sa dette et de l'intérêt de 20 % pendant la durée du prêt.

(2) *Les coopératives de crédit agricole*, p. 31.

(3) *Les coopératives de crédit agricole*, p. 32.

« ... Voici un exemple : un paysan a emprunté une somme de 100 yuans à la Société, si la durée de ce prêt est de 100 jours, le paysan devra payer chaque jour 1,20 yuans, jusqu'au centième jour ; il est alors entièrement libéré de sa dette ».

Ces organisations se sont très répandus surtout dans le sud de la Chine, bien que le nom soit différent suivant la localité (4).

Elles sont, à mon avis, tout à fait impraticables à trois points de vue :

1° Le taux de l'intérêt est déjà très élevé, mais plus encore les frais de commission, les agriculteurs ne peuvent pas supporter cela ;

2° Les agriculteurs ne sont pas comme les ouvriers qui ont des recettes tous les jours. Comment les premiers peuvent-ils rembourser chaque jour une part du capital et des intérêts ? En autre terme, cette organisation ne convient pas à la société rurale ;

3° La somme est très petite, et la durée est très courte.

SECTION II

Usurier individuel

M. A.-G. BOYAZOGLU nous dit avec beaucoup de raison que le domaine rural est très propice pour l'usurier qui exploite le profit (5). Et comme M. Schonberg dit : « un petit paysan peu expérimenté en affaires et d'une solvabilité peu connue a-t-il besoin d'un prêt pour sa culture ? Aussitôt il tombe dans les mains de

(4) *Hebdomadaire économique*, n° 132, 3 octobre 1925.

(5) ALEXAN J. DER BOYAZOGLU, D. Sc., *Agricultural crédit*, p. 190.

gens qui ont pour profession d'exploiter par l'usure la misère et l'inexpérience des populations rurales (6). M. Louis DURAND ajoutait : il en est de même en Italie, en Suisse, et en général dans tous les pays agricoles » (7). Naturellement, la Chine ne fait pas exception : l'usurier jouait et joue encore un grand rôle dans le domaine du crédit agricole. Il a encore beaucoup d'influence dans tous les coins de la campagne ; cependant l'établissement moderne du crédit agricole a déjà commencé à se développer (8).

Les usuriers sont des grands propriétaires fonciers, des agriculteurs riches, des commerçants aisés, ou des officiers en retraite qui profitent de leurs épargnes, ou de leurs influences de crédit pour prêter aux paysans en gagnant des bénéfices extraordinaires pour la raison que les débiteurs très pauvres et ignorants sont pressés d'avoir de l'argent pour s'offrir le nécessaire.

Les formes du prêt sont de trois sortes : soit en argent, soit en nature, soit en instruments aratoires. Le taux de l'intérêt est sans doute épouvantable. D'une façon générale, il n'est pas moins de 50 % et parfois même va jusqu'à 900 % (9). Donc l'emprunteur foncier n'arrive jamais à rembourser sa dette et dans ce cas celle-ci s'accumule, pendant que les intérêts pèsent de plus en plus lourdement sur le budget familial du paysan.

(6) Gustav SCHONBERG, *Handbuch der Politischen Ökonomie; Volkswirtschaftslehre*, 2^e éd., vol. 2, p. 124.

(7) L. DURAND, *Le crédit agricole en France et à l'étranger*, p. 51.

(8) Nous allons l'expliquer dans le chapitre suivant.

(9) Il y a beaucoup d'exemples. On peut voir M. FONG HO-FA, *La collection des documents au sujet d'économie rurale*.

Le prêt en nature a pour but de procurer des céréales à l'emprunteur, soit pour les semences, soit pour sa nourriture, mais le taux d'intérêt est plus élevé que celui du prêt en argent (10).

En ce qui concerne le prêt en instruments aratoires, c'est un cas tout à fait spécial, soit à cause de perte d'instruments ou de bétail du fait de la guerre civile, soit qu'il les a vendus, à cause de sa pauvreté et qu'il n'a pas d'argent pour en acheter.

Les paysans pauvres ne possèdent pas toujours les instruments et le bétail nécessaire. Lorsqu'ils se trouvent dans un cas de besoin, ils n'ont d'autre moyen que de s'adresser aux usuriers et ils payent des locations bien chères comme dans les emprunts d'argent (11).

Quant à la garantie, elle peut consister soit dans le crédit personnel, soit dans l'engagement de la terre ou de la maison. Forcément si la somme du prêt en argent est assez élevée, la garantie est toujours en terre, soit dans le cas où le prêteur a le droit de faire cultiver la terre sans payer de fermage et en plus le droit de récolter les produits comme intérêts du prêt, soit que l'emprunteur garde la terre en la donnant en gage nominale au prêteur.

Ce système n'a évidemment aucune raison d'exister. Nous pouvons citer un passage de M. GIDE à ce sujet (11).

« Le paysan de Kabylie, autrefois et aujourd'hui encore, emprunte sous ces deux formes, ou bien arrivé

(10) Comme note 9.

(11) G. GIDE, *Les associations coopératives agricoles*, p. 48.

à la fin de l'année, il a mangé tout son blé et il faut bien qu'il en emprunte pour faire son pain ; ou bien il emprunte du blé pour semer et s'assurer la récolte de l'année prochaine. Il est évident que dans le premier cas, il n'y a guère de chance qu'il puisse rembourser, dans le second cas, s'il a la chance d'une bonne récolte, il le pourra. Toutefois, même sous cette seconde forme, le prêt sur terre est encore un prêt extrêmement dangereux. L'expérience de tous les siècles a montré que l'emprunteur avait toutes les peines du monde, même à payer l'intérêt, et n'arrivait presque jamais à rembourser le capital, en sorte que tôt ou tard, sonnait pour lui l'heure de l'expropriation ».

Il est très exact que ce système favorise l'expropriation de la terre, c'est pourquoi RAIFFEISEN considérait la question de l'usure comme la partie la plus importante de la question sociale.

SECTION III

Le mont-de-piété

Les monts-de-piété en France, sont des établissements publics qui sont créés pour venir en aide aux pauvres. Mais, au contraire, les monts-de-piété en Chine sont tenus par des commerçants qui poursuivent des buts lucratifs et qui profitent de la situation des pauvres pour les exploiter.

Quand le paysan est à court d'argent, il va au mont-de-piété pour en obtenir et remet en gage des objets mobiliers, bijoux, meubles, vêtements, outils aratoires, produits agricoles.

Des experts de cet établissement estiment la valeur de l'objet offert en gage par l'emprunteur, et le mont-de-pitié lui avance une somme comprise entre $1/4$ et $2/5$ de l'évaluation, suivant la nature de l'objet qui sert de gage. L'emprunteur reçoit un titre (la reconnaissance) qui lui permettra de retirer son gage quand il pourra rembourser, la somme prêtée et l'intérêt.

La durée des prêts est généralement de six à dix-huit mois, parfois de deux ans. Si à l'échéance du terme, l'emprunteur est incapable de rembourser le montant de sa dette, les objets remis en gage peuvent être vendus aux enchères publiques par le mont-de-pitié.

Le taux d'intérêt de ces emprunts est assez élevé, il varie de 30 à 50 % (12).

D'après les investigations économiques des foyers paysans dans la banlieue de Nanking, la plupart des agriculteurs vont au mont-de-piété dans les mois de février, mars et avril pour mettre en gage des objets immobiliers (13). On constate que les récoltes ne sont pas suffisantes pour vivre dans les dits mois, où que les provisions sont épuisées, il n'y a pas d'autre moyen que de demander l'assistance du mont-de-piété pour obtenir quelque argent afin de continuer à subsister.

Les monts-de-piété ont été établis depuis la dynastie Song (1173). Ils ont joué de grands rôles pour fournir des capitaux aux petites et aux moyennes classes dans les campagnes ainsi que dans les villes.

(12) FONG HO-FA, *Sociologie rurale*, p. 325.

(13) CHANG CHIN-GU, *Les difficultés économiques des paysans chinois*.

Les capitaux du mont-de-piété sont souvent fournis par les grands propriétaires terriens. On dit toujours dans la société chinoise que le mont-de-piété est l'entreprise la plus profitable et la plus sûre. Mais au point de vue de l'emprunteur, c'est l'établissement le plus usurier.

1° L'évaluation de la valeur de l'objet offert en gage est faite d'après l'estimation subjective de l'expert, celui-ci donne son chiffre toujours beaucoup plus bas que la valeur réelle des objets. Les emprunteurs ne peuvent rien discuter et doivent accepter ce qu'il a dit. Au cas d'impossibilité de remboursement de la dette quand l'échéance arrive, les emprunteurs éprouveront de grandes pertes;

2° Le taux d'intérêts est trop élevé et la durée du terme n'est pas assez longue. Par conséquent, les agriculteurs sont toujours dans l'impossibilité de retirer les objets en gage.

Avec cette combinaison, il est de toute évidence que le mont-de-piété réalise de trop beaux bénéfices et ceci aux dépens de l'emprunteur.

SECTION IV

Le crédit mutuel

Depuis la dynastie des Song (960-1276), le système du crédit mutuel a existé. Quoique les méthodes employées soient primitives et imparfaites et que leur organisation ne soit pas si complète que celle de la Société Coopérative Moderne, ce système est très

répandu dans les localités rurales sous des noms différents, avec une organisation plus ou moins identique. Nous prenons d'abord deux exemples importants, et puis nous ferons notre critique :

I. — PIAO-HWEI

« L'organisateur initial recrute parmi ses amis ou voisins dix ou douze adhérents ; ceux-ci paient chaque mois un droit de dix yuans, par exemple, qui sont versés à l'organisation, lequel bénéficie de la première mensualité. A périodes fixes, l'organisateur réunit tous les membres de la Société pour déterminer l'emploi des sommes versées chaque mois. Elles sont attribuées à celui qui veut payer un intérêt plus élevé que les autres ».

« A chaque période, l'organisateur doit rembourser une partie de la valeur des mensualités qu'il a encaissées jusqu'à la dernière période. Par exemple, un paysan qui a besoin de 200 yuans organise un piao-huoui dans lequel il y a dix membres. Chacun de ces membres prête 20 yuans au paysan organisateur. Chaque mois il y a une réunion générale des membres pour déterminer l'emploi des avances. A la fin du dixième mois la société est dissoute. Le paysan organisateur doit payer 20 yuans chaque mois pour rembourser sa dette ».

« Le premier mois chaque membre écrit sur un papier l'intérêt qu'il peut payer, par exemple un intérêt de 10 %. Si les autres membres ne veulent payer qu'un inférieur à 10 % c'est celui qui offre de payer l'inté-

rêt de 10 % qui aura la préférence et c'est à lui qu'on fera le prêt. Ce système de l'attribution au plus offrant est une sorte d'enchère. Le paysan reçoit cent-quatre-vingt-deux yuans, déduction faite de 18 yuans d'intérêt pour les neuf membres. Il doit payer 20 yuans chaque mois et ne reçoit pas d'intérêt. Le deuxième mois, il n'y a que neuf membres, la méthode pour déterminer le bénéficiaire est la même que le premier mois, mais les membres qui peuvent participer diminuent, celui qui obtient le prêt paie moins d'intérêts. Comme au neuvième mois il n'y a plus que deux membres en concurrence, le bénéficiaire paie l'intérêt à un membre seulement; alors que le premier mois il doit payer un intérêt à tous les membres. Au dernier mois le bénéficiaire gagne davantage, il reçoit la somme nette de 200 yuans, il ne paie d'intérêt à personne, et il a reçu l'intérêt de tous. Cette société est très avantageuse pour l'organisateur, parce qu'il fait un emprunt sans payer d'intérêt » (14).

II. — TCHI-YIEN-HWEI

« Lorsqu'un agriculteur se trouve en difficulté économique et veut se procurer de l'argent, il organise une société de crédit mutuel avec des amis ou des voisins. Chacun de ses membres doit payer chaque mois un droit de 10 yuans, par exemple, qui sont versés à l'organisateur, lequel bénéficie de la première mensualité. Puis, à périodes fixes, l'organisateur convoquera tous les membres de la société en réunion et l'emprun-

(14) Copié textuellement sur la thèse de M. CHANG SHANG-YI, p. 65.

teur sera déterminé par tirage au sort. Chaque membre, y compris l'organisateur, ne gagne qu'une fois. A partir de la deuxième séance, ceux qui n'ont pas encore gagné ne paient que 8 yuans, et ceux qui ont déjà gagné doivent payer 10 dollars. A la dernière séance, tous les membres paieront 10 yuans car ils ont tous gagné. La société est dissoute lorsque tous les membres de la société ont gagné une fois.

L'organisateur ne versera que la somme convenue sans intérêt, mais il sera responsable du versement de chacun des membres » (15).

Voici notre critique :

Mérites du système. — A mon point de vue, il y en a cinq.

1° Son origine (16) et son organisation ont l'esprit de solidarité, s'accordant avec les principes de coopération. C'est pourquoi on dit que ce système est une société coopérative de crédit avec la forme chinoise (17);

2° Il est très utile pour faire face aux dépenses de mariages, de funérailles et d'autres très nécessaires;

3° L'intérêt n'est pas lourd, l'organisateur initial ne paie presque pas;

4° Les membres qui assistent ces organisations avec l'idée d'aider leurs amis, forment en même temps

(15) M. SHAO SUI-CHU, *La question agraire en Chine*, thèse de Nancy, p. 138.

(16) Elle a pour origine le fait qu'un de ces savants en difficulté économique, demanda à six autres de lui accorder un prêt. Ce savant organisa ainsi une société mutuelle.

(17) FONG HO-FA, *Sociologie rurale*, p. 329.

une sorte de caisse d'épargne, ils peuvent avoir une grande somme d'argent dans un délai déterminé pour faire face aux dépenses, ce qui leur était impossible avant ;

5° Ces systèmes possèdent l'avantage d'encourager l'épargne, de former le capital créateur et surtout ils augmentent le sentiment mutuel d'humanité dans la société.

Ses inconvénients ne manquent pas non plus ; nous allons essayer de les énumérer dans l'ordre suivant :

1° L'inconvénient capital est, à mon avis, que ce système ne peut pas être employé par tous. Le paysan pauvre est dans l'impossibilité de l'organiser parce qu'on n'a pas confiance en lui, ou alors il ne connaît pas de personnes ayant de l'argent pour l'assister.

2° La somme réunie seulement entre quelques amis n'est sans doute pas si grande, et ce système n'a pas la capacité juridique, comme la Société Coopérative Moderne, pour demander du crédit à des banques ;

3° Ce système n'est ni réglé, ni protégé par la loi. C'est pourquoi il y a des organisateurs initiales, peu scrupuleux qui trompent ceux qui ont trop de confiance en eux et qui font perdre de l'argent par suite d'interruptions de ces organisations (18).

4° La classe ayant des pouvoirs emploie cette organisation au moyen de son influence pour réunir une grande somme d'argent et prêter à ceux qui sont pauvres dans le but de faire des profits.

(18) D'après le rapport d'investigation rurale.

En résumé, ce système n'est pas mauvais, bien qu'il n'ait pas une grande influence pour sauver le domaine agricole et le tirer des difficultés économiques. A cause de son manque de personnalité juridique il engendre les inconvénients que nous venons d'expliquer.

SECTION V

Le magasin de monnaie

Le magasin de monnaie est une institution primitive et financière de la Chine. Il a une longue histoire, mais il exerce encore une grande influence dans la société chinoise, surtout dans la campagne, quoique la banque moderne y soit déjà implantée depuis quarante ans (19).

Il possède le caractère de la société en nom collectif, « être constitué par un petit nombre de membres qui répondent personnellement et solidairement de tout le passif social, solidairement en ce sens que les créanciers peuvent demander à l'un quelconque des associés le paiement de la totalité de leurs créances (20) ».

Ses opérations essentielles sont : le dépôt et le prêt, comme la banque commerciale, mais la différence qui existe entre eux, c'est que le crédit personnel domine en premier ordre, dans les opérations du magasin de monnaie.

Les banques modernes ont été établies dans les grandes villes, mais les magasins de monnaie ont pénétré dans tous les coins du pays, même dans les

(19) La banque moderne a commencé à s'établir en 1897 en Chine.

(20) P. REBOUD, *Précis d'Economie politique*, t. I, p. 197.

communes de la campagne. Leurs capitaux et leurs organisations ne sont pas si importants que ceux des banques modernes. Ils n'ont pas de succursales, ils sont toujours isolés, mais ils sont plus accessibles aux clients et restent ouverts tout le temps, même le dimanche et le soir. La somme prêtée n'est pas limitée, elle peut-être grande ou petite, et la garantie d'un gage n'est pas exigée comme dans la banque moderne. La formule de prêt est beaucoup plus simple, mais le magasin de monnaie ne favorise pas les paysans pauvres et n'a pas de relation avec eux. Les opérations faites dans la campagne, n'existent que pour les grands propriétaires terriens et les agriculteurs riches.

On peut dire que le magasin de monnaie est un établissement d'usuriers, il exploite les paysans pauvres indirectement, parce que les propriétaires de la campagne empruntent souvent de l'argent aux magasins de monnaie et reprêtent aux paysans pauvres en réalisant des profits.

A côté du magasin de monnaie, les magasins ordinaires font souvent du crédit aux paysans, soit en argent, soit en marchandise. La condition et le taux d'intérêt sont épouvantables.

Le prix des marchandises à terme est toujours augmenté, 30 % sur le comptant (21). Mais les paysans sont obligés de supporter cette exploitation, parce qu'ils manquent d'argent pour acheter leur nourriture, quand ils ont achevé leurs provisions.

(21) D'après les investigations rurales de Tche-Kiang, faite par C.-P. CHIANG.

D'après les statistiques, les paysans qui achètent des marchandises à crédit occupent cent pour cent dans quelques communes (22). C'est comme à Albano en Italie, les paysans qui avaient besoin de maïs pour leur nourriture, ne pouvaient en acheter à crédit qu'en s'engageant à payer 24 francs à trois mois, le sac de maïs qui ne valait que 12 francs au comptant (23).

« Quand les paysans demandent un emprunt d'argent près des magasins ordinaires, non seulement ils doivent payer le taux d'intérêt le plus élevé, mais encore, ils ne peuvent plus aller acheter le nécessaire dans un autre magasin. Ils sont obligés de subir des majorations de prix ou de se contenter des plus mauvaises denrées que le fournisseur leur fait passer sans qu'ils osent se plaindre » (24).

SECTION VI

Effets des systèmes indiqués

D'après les analyses des sections ci-dessus, les cinq formes primitives du crédit agricole sont, soit impraticables, soit pleines d'inconvénients.

Le « magasin de monnaie » (25) ne procure des avantages qu'au grand propriétaire foncier, la classe la plus riche à la campagne.

Le crédit mutuel ne fait que donner un peu de secours aux 20 % des cultivateurs propriétaires qui

(22) M. SUI, *Les investigations du prêt agricole*.

(23) L. DURAND, *Le crédit agricole*, p. 124.

(24) GIDE, *Cours d'économie politique*, p. 500.

(25) Voir Section V.

ont le strict nécessaire dans les années normales (26). Pour la moitié des paysans sans terre et pour les 42 % des cultivateurs propriétaires (27) pas d'autre moyen que de demander du secours aux usuriers, soit en groupe, soit individuellement. Du fait qu'ils ont contractés ces prêts d'usuriers, tout le gain des agriculteurs devra être consacré au paiement des intérêts, et si le montant de leur dette ne peut être remboursé, leurs terres leur seront enlevées. La plupart de ces emprunteurs n'ont pu se libérer de leurs dettes, comme le montre l'expérience, l'expropriation des agriculteurs en a été la conséquence fatale, les paysans indépendants deviennent des fermiers, ils tombent journaliers, et de journaliers finissent vagabonds.

Voici les effets les plus directs et les plus remarquables que donnent ces systèmes dans la société rurale.

I. — CONCENTRATION DE LA TERRE

M. GIDE nous a dit que l'heure de l'expropriation sonne tôt au tard pour l'emprunteur. En d'autres termes, la concentration de la terre est le résultat inévitable du système usurier. Un japonais qui a étudié spécialement la question de la terre à l'égard de la Chine nous donne la statistique suivante (28):

(26) Voir Introduction.

(27) Voir Introduction.

(28) CHANG CHEN-LOUI, *La question économique rurale en Chine*, p. 84.

	Fermiers	Cultivateurs à la fois cultivateurs et fermiers	Cultivateurs propriétaires
	—	—	—
1928	28 %	23 %	49 %
1929	31 %	23 %	46 %
1930	31 %	23 %	46 %
1931	32 %	23 %	45 %

Il constate que, pendant quatre années, les cultivateurs propriétaires ont diminué de 40 à 45 %. Les fermiers ont augmenté de 28 à 32 %.

Un économiste chinois très connu, M. CHEN-HAN-SEN, nous donne un résultat de l'analyse des professions diverses des plus grands propriétaires (29).

Dans la Chine du sud, parmi 161 des plus grands propriétaires, il y a 44 officiers civils ou militaires (ce nombre représente 27,34 %) 69 usuriers (42,86), 36 commerçants (22,36), 2 industriels (7,44 %). Dans la Chine du nord, parmi 213 des plus grands propriétaires, il y a 122 officiers civils ou militaires (ce nombre représente 57,28 %), 60 usuriers (28,17 %), 31 commerçants (14,55 %).

D'après ce tableau, nous pouvons comprendre que la plupart des grands propriétaires proviennent directement ou indirectement d'usuriers.

(29) CHEN HAN-SEN, *La question terrain de la Chine*.

II. — PAUVRETÉ DES PAYSANS

Nous n'avons pas besoin de donner beaucoup d'explications à ce sujet, parce qu'il est évident que les paysans deviendront plus pauvres et plus malheureux, par suite de leur exploitation par les usuriers.

La première preuve c'est que, les paysans propriétaires deviennent de plus en plus des fermiers, soit qu'ils sont expropriés par l'usurier, soit qu'ils sont vendus par eux-mêmes à vil prix pour rembourser leurs dettes. Les statistiques l'ont déjà montré auparavant.

La deuxième preuve c'est que les paysans réduisent leurs vivres au strict nécessaire (30).

La troisième preuve enfin, c'est l'aggravation du phénomène de l'exode rural.

Les économistes divisent les causes qui provoquent le phénomène de l'exode rural en deux catégories; les causes économiques et les causes sociales (31).

Mais, le cas de la Chine est tout à fait exceptionnel, la cause capitale ou unique consiste dans la pauvreté qui oblige les paysans malheureux à quitter la campagne. Quand on n'a pas de quoi manger, il est naturel de s'en aller vers un autre endroits, pour chercher à gagner sa vie.

On a analysé les raisons de l'exode de la campagne. Parmi onze cents quarante-neuf foyers paysans dans

(30) Voir Introduction.

(31) Em. VLIEBERGH, *Eléments d'économie rurale non technique*, p. 455.

la province de Chantoung, la cause pour mille foyers paysans a été celle de la pauvreté (32).

Nous ne pouvons donner la statistique complète au sujet de l'exode rural que par les quelques chiffres suivants (33):

Voici la proportion du départ des paysans dans quelques communes: dans la province de Kiang-Sou, le pourcentage d'une commune (Wo-Kiang) est de 4,88 %; dans une commune de Ngan-Honéi (SO-Chu) il est de 3,02 %; dans une commune de Chantoung (Igua) il est de 8,70 %; dans une commune de Hopéi-Shan) il est de 8,72 %; enfin dans une commune du Tchikiang, il est de 7,88 %.

Pour le Centre de la Chine, la moyenne est de 3,85 % et pour le Nord de la Chine de 5,49 %.

Cette statistique fait constater que la question du paupérisme à la campagne est très grave...

Nous avons énuméré trois faits pour constater la pauvreté des paysans. D'après mon avis, une des causes les plus importantes réside dans le prêt usurier.

III. — LA DIMINUTION DE LA PRODUCTION

E. JOUZIER dit: « Les capitaux sont plus utiles en agriculture que dans beaucoup d'autres industries (34). Il est bien rare que la valeur de tous ces capitaux ne soit pas plusieurs fois supérieure à celle

(32) *I-Z-Pao*: Journal chinois, 4-10-1935.

(33) *L'Avenir*: Publication mensuelle.

(34) E. JOUZIER, *Economie rurale*, p. 83.

des produits vendus annuellement, et il est fréquent qu'elle la représente au moins quatre fois (35).

C'est une vérité. Le cultivateur doit se procurer pour exécuter ses travaux avec fruit, des machines plus ou moins compliquées, des bestiaux, des fourrages, des pailles, des semences, des engrais, des provisions pour fournir l'alimentation aux hommes qui cultivent, pour faire face à des engagements divers ou même à l'imprévu.

Mais alors, le cultivateur chinois en devenant de plus en plus pauvre, à cause de son exploitation par l'usurier manque de capitaux suffisants; non seulement il est dans l'impossibilité d'améliorer l'agriculture, mais aussi il lui est difficile de maintenir sa ferme dans de bonnes conditions. Les champs cultivés par les moyens traditionnels, sans employer les machines nécessaires, sans acheter des engrais chimiques en quantité suffisante pour amender le fonds et nourrir les plantes. Il est ainsi tout à fait naturel que la production soit diminuée.

Le Gouvernement national a publié en 1928 une statistique de l'importation des principales denrées étrangères, elle nous dit qu'en 1927, le blé importé se monte à 1.690.255 pieuls, le riz 21.091.693 pieuls, le coton 2.415.482 pieuls. En 1931, qui fut pour les agriculteurs chinois de la plupart des provinces une année d'abondance, l'importation des denrées étrangères, quoique restreinte fut encore très considérable. Le blé importé s'élève à 5.204.788 pieuls, le riz 10.704.810 pieuls, le coton 4.652.726 pieuls. La Chine

(35) E. JOUZIER, *Economie rurale*, p. 84.

est un pays purement agricole et cependant elle importe, une quantité de plus en plus grande de denrées alimentaires étrangères. Cette situation ne manque pas d'être très inquiétante.

Pour la conclusion de ce chapitre, nous nous permettons d'introduire un extrait de l'ouvrage de M. HO-MAI-MINE, ex-membre du Parlement, parlant des inconvénients dans les systèmes, primitifs et de la nécessité de les transformer, voici ce qu'il dit (36) :

« ... Selon l'enquête faite au début de la République, le total des emprunts avec hypothèques de terres dépassait 232.000.000 yuans; même si le taux d'intérêt n'est que de 15 % le montant total d'intérêt doit dépasser 34.000.000 yuans; comme les prêteurs demandent très souvent un intérêt plus élevé et quelquefois, après un délai plus court que celui verbalement accordé, ils demandent le remboursement de la dette et ne consentent le renouvellement des prêts aux emprunteurs, que s'ils veulent payer un intérêt encore plus élevé, ce taux d'intérêt doit être compté approximativement à 20 %.

« En prenant comme base cet intérêt approximatif, le total des intérêts dont nous venons de parler dépasserait: 46.000.000. L'effet de cet abus sur l'économie rurale est très grave. Les emprunteurs doivent consacrer tout leur gain au paiement de cet intérêt. Beaucoup de désastres financiers sont dus à l'obligations de payer des intérêts trop élevés.

(36) HO-HAI-MINE, *La politique sociale de la Chine*, 1920. Cet extrait est traduit par M. S.-Y. CHIANG,

« Les emprunteurs paysans ne peuvent pas rembourser la somme originale empruntée et ils sont obligés de vendre leur terre ou de se déclarer en faillite. De cette manière, les produits de l'industrie des régions rurales sont absorbées par les capitalistes de villes, ce qui entraîne la décadence des campagnes. Ceci est désastreux pour les conditions économiques et politiques du pays. Si cette détresse n'affectait que les grands propriétaires fonciers, nous ne nous en occuperions pas, mais, comme ce sont les classes moyennes et inférieures constituant la majorité de la population, qui souffrent de cet état de choses, c'est un danger qui menace la nation et auquel il faut trouver un remède.

« D'après une autre investigation du début de la République, nous trouvons dans l'enregistrement des transferts de terres que 78 % de ces transports comprenaient la vente des propriétés à des prix inférieurs à leur valeur réelle. C'est une preuve évidente que les petits paysans ont besoin d'argent et aussi que les classes moyennes et inférieures qui ne produisent pas en quantité suffisante sont grandement menacées... »

CHAPITRE II

NOUVEAU SYSTÈME

LA SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE DE CRÉDIT

(Analyse du Code de coopération du 1^{er} mars 1934)

« Après des milliers d'années d'exploitation du paysan par l'usurier après que des générations de pays ont été expropriées et ruinées, il y a une forme d'association qui est apparue comme le salut. c'est le Crédit mutuel ».

(Charles GIDE).

Les systèmes primitifs ont donné beaucoup de mauvais résultats dans le domaine agricole; ce que nous avons montré dans le chapitre précédent. C'est une tendance tout à fait naturelle et indispensable que les dits systèmes soient remplacés par d'autres. Voici que le système allemand de la coopération de crédit agricole est importé en Chine.

SECTION I

Aperçu historique sur le développement des sociétés coopératives de crédit

D'après l'avis de M. CHANG-YUAN-SIEN, chef du département de la coopération dans le ministère d'in-

dustrie, le développement du mouvement coopératif en Chine peut être divisé en cinq périodes (1), mais à mon point de vue il est plus exact de le diviser en trois.

I. — PREMIÈRE PÉRIODE RECHERCHES ET TENTATIVES

L'Université de Pékin, vers la fin de la dynastie de Tsing, créa une chaire de coopération pour étudier sa doctrine. C'est la première fois qu'on entend prononcer ce nom, mais elle n'avait aucune relation avec le mouvement actuel (2).

Depuis l'établissement de la République Chinoise en 1911, quelques étudiants qui avaient fait leurs études à l'étranger soutinrent lors de leur retour en Chine, que le système de la Société Coopérative de Crédit est très favorable pour améliorer les conditions économiques de la population rurale chinoise qui est exploitée par des usuriers et éprouve de grandes difficultés financières.

Parmi lesdits étudiants, M. SIH-SIEN-CHOU (1878-1927) était le plus connu, il était comme le « pionnier de Rochdale » de la Chine.

Il avait étudié spécialement le système de crédit coopératif du type Raiffeisen et du type Schutze-Delitzsch en Allemagne. Il croyait fermement que le système du crédit coopératif est le seul moyen d'émancipation du paysan chinois.

(1) *Construction rurale*, n° 22 (*Ta-Kon-Pao*, 24-11-1933).

(2) Ce nom commence à se vulgariser au Japon en 1899, puis il est implanté en Chine vers 1910.

En 1911, il retourna en Chine, où il fut professeur à l'Université de Fuh-Tan à Changhaï et commença à faire de la propagande pour ses croyances parmi les étudiants de ladite Université. En 1919, il organisa dans la même ville, la « Banque Coopérative d'Épargne ». C'est le premier établissement moderne de crédit coopératif.

En 1920, il organisa une « Association des coopératives » et publia la même année une revue dénommée *Hebdomadaire Populaire*. Pendant ce temps, la coopération commence à s'organiser dans quelques grandes villes.

Il faut signaler aussi qu'une Commission Internationale de secours pour la famine joue un rôle très important dans l'histoire du développement du crédit coopératif en Chine.

Le but de ladite commission est de secourir les victimes de la famine. Mais en 1921, il y eut de bonnes récoltes, la Commission cessa alors son travail, mais elle laissait un fonds d'environ trois millions de yuans. Elle décida de développer avec cette somme le crédit agricole à la campagne. Elle organise un comité de coopération rurale, ayant pour but d'abord, de faire des enquêtes sur la vie économique rurale de certaines régions, et puis d'étudier les divers systèmes coopératifs des pays étrangers et finalement d'adopter le système « Raiffeisen » comme s'adaptant le mieux aux conditions économiques de la Chine.

A côté de M. SIH-SIEN-CHOU, et de ladite commission, il y a aussi des professeurs des Universités, des journalistes, des membres du Parlement et des Insti-

tuts agricoles qui ont ardemment propagé la coopération du crédit agricole.

Malheureusement le Gouvernement de ce moment, envisagea ce mouvement comme une manœuvre suspecte et ne mit en avant que des obstacles (3). Par conséquent, dans cette période, bien que le mouvement coopératif ait commencé partout, le progrès alla très lentement. Pendant sept ans de 1917 à 1924, la Société Coopérative n'a augmenté que de 1 à 25 unités. En 1926, le nombre des sociétés avait doublé (4). Le monde apprécie de plus en plus les avantages de la coopération.

DEUXIÈME PÉRIODE ENCOURAGEMENT DU GOUVERNEMENT

Cette période est caractérisée par l'initiative que le Gouvernement a prise d'encourager le mouvement coopératif.

Depuis le succès de la Révolution de 1927, Kua-Ming-Tang (Le Parti Nationaliste) a pris le pouvoir en établissant le Gouvernement national d'après la doctrine du docteur SUN-YAT-SEN (5) et en considérant la coopération comme une des œuvres les plus importantes du gouvernement ainsi que du parti.

Dans les provinces comme Kiang-Sou, Hou-Pei, Tché-Kiang, Hon-an, etc., les lois coopératives ont

(3) D'après le rapport de *La Commission internationale de secours aux victimes de la famine*, n° 19.

(4) D'après le rapport du Bureau central des statistiques.

(5) SUN-YEN-SEN (1866-1925) est le fondateur du parti. Son ouvrage principal est *Sen-Mien-Cho-I*, traduction française par Pascal M. d'Elia S.-G. Edition 1930.

été publiées et des bureaux des œuvres coopératives ont été établis au sein des gouvernements provinciaux avec le but d'encourager et de diriger le mouvement coopératif.

Surtout grâce à l'établissement des banques des paysans en juillet 1928, dans la province du Kangu et en septembre de la même année dans la province Tché-Kiang. Le mouvement coopératif de ces deux provinces a fait un formidable progrès. Les sociétés coopératives de crédit agricole ont beaucoup augmenté.

L'éducation coopérative a été faite même très attentivement pour le public; les gouvernements provinciaux de Kiang-Sou, de Tché-Kiang, et l'Hôtel de Ville de Changhaï ont continuellement établi des écoles coopératives pour l'enseignement des élèves destinés à devenir directeurs dans les sociétés coopératives.

En 1928, l'Association des Coopérateurs Chinois a envoyé un de ses membres, M. S.-M. CHIANG, en différents pays d'Europe pour étudier spécialement la question coopérative. La même année, le parti du Kuo-min-Tang a envoyé aussi M. CHOU en Europe pour observer les œuvres coopératives des différents pays et pour assister, en même temps à l'assemblée du Comité central de l'Alliance coopérative internationale.

D'après les documents du Bureau central des statistiques nous savons que les sociétés coopératives étaient jusqu'à 1927 au nombre de 584, les membres étaient 14.000, la majorité se trouvant dans la province de

Ho-péi. En 1928, elles augmentaient de 23 %; en 1929, de 12,2 %, en 1930 de 52 %, en 1931 de 40 %.

On a estimé (6) qu'en 1931 il y avait 1576 sociétés coopératives qui se distribuaient par moitié dans la province de Kiang-Sou pour un tiers dans la province de Tché-Kiang et pour 40 % dans la province de Chantoung. Parmi toutes les sociétés coopératives, les sociétés de crédit représentaient 87 %, les sociétés de production 5 %, les sociétés de consommation 3 %, et les autres 3 %.

TROISIÈME PÉRIODE PROSPÉRITÉ EXTRAORDINAIRE

Cette période est caractérisée dans le fait que le mouvement coopératif est plus prospère que jamais.

La cause unique de ce phénomène, c'est la décadence exceptionnelle de l'agriculture. La crise a éclaté parce que la Chine est un pays principalement agricole. L'agriculture étant de plus en plus en décadence, le pouvoir d'achat des paysans est profondément diminué, la situation économique de toute la Chine fait preuve d'un état de détresse profonde. Le Gouvernement et le public se sont inquiétés et ont discuté et étudié cette grave question. Les conclusions sont presque partout les mêmes, à savoir que la coopération agricole serait un des plus puissants facteurs pour améliorer l'agriculture chinoise. Quelques professeurs étrangers sont du même avis (7). Donc, l'œuvre de

(6) Le Bureau central des statistiques.

(7) Comme M. J.-B. CONDIFFE, professeur à l'Université de Michigan, il donne le même avis dans son ouvrage: *L'Economie chinoise d'aujourd'hui*, et comme M. K.-L. BUTTERFIELD, directeur de l'Université de Massachussets, défend la même thèse.

coopérative doit être plus que jamais développée dans toute la Chine.

Maintenant, nous pouvons énumérer quelques-unes des œuvres les plus importantes.

1° En 1934 (1^{er} mars), le gouvernement central a promulgué le code de coopération ;

2° La même année, beaucoup de gouvernements provinciaux créent des écoles différentes pour éduquer des gérants, des employés, des contrôleurs, des administrateurs. Dans l'université, de Tché-Kiang et dans l'Ecole centrale des Sciences politiques, on a établi un collège où une branche spéciale apprend aux étudiants la science de la coopération ;

3° En 1935, les quatre provinces établissent ensemble une banque des paysans en Han-Koa, pour aider le développement des sociétés coopératives ;

4° Quelques banques commerciales, les plus puissantes, ont décidé avec une partie de leurs fonds de faire spécialement des avances aux sociétés coopératives rurales ;

5° « L'Assemblée Nationale des Etudes des Œuvres coopératives » a été provoquée par le Ministère de l'Industrie pour inviter les représentants des gouvernements provinciaux, les représentants des différentes sociétés coopératives, et les spécialistes, afin de discuter en son ensemble la question du développement de la coopération ;

6° Une bibliothèque spéciale pour la coopération a été établie à Nanking, capitale de la Chine.

C'est une vérité que M. C. GIDE a dit dans son ouvrage éminent : « l'association a toujours été le

résultat de la souffrance, de la misère et de la faiblesse ». C'est quand le paysan se sent misérable et qu'il a de la peine à vivre, c'est alors qu'il est plus naturellement porté à s'associer (8). Voilà la cause véritable et unique du développement de la coopération en Chine avec une rapidité extraordinaire.

SECTION II

Analyse de l'organisation interne de la Société Coopérative de Crédit

C'est ainsi que, pas à pas, par une évolution que je n'ai fait qu'esquisser, on est arrivé à la promulgation du Code de la coopération, le 1^{er} mars 1934, au nom du gouvernement central; avant celle-ci, il y avait les lois des coopératives publiées par quelques gouvernements provinciaux et la constitution modèle de la Société coopérative de Crédit agricole (9) publiée par le Comité international de Secours aux Victimes de la famine, mais elles sont moins importantes. Nous allons analyser et expliquer ces questions d'après ce nouveau code.

1° *Les membres.* — Nous étudions d'abord la question des membres; ceux-ci ont beaucoup d'importance dans la société coopérative de crédit agricole qui n'est pas une organisation capitaliste, mais une

(8) C. GIDE, *Les associations coopératives agricoles.*

(9) On peut voir, CHIANG-SHANG-YI, *Les coopérations de crédit agricole en Chine* (thèse de Nancy). Son analyse et son explication sont d'après cette constitution modèle.

association de membres. « Il suffirait d'une seule brebis galeuse dans notre association pour ruiner tout le troupeau » (C. GIDE). Donc, l'admission des membres est soumise à des restrictions rigoureuses. Les conditions des membres sont réglées dans le Code comme il suit (10):

a) Etre de nationalité chinoise et avoir au moins 20 ans;

b) Exercer une profession légitime.

La personne publique peut être membre dans la société coopérative à responsabilité limitée ou garantie. Le membre de la société coopérative à responsabilité illimitée ne peut pas entrer dans une autre société à même responsabilité (11).

Dans les conditions suivantes, on ne peut pas être membre dans une société coopérative (12):

a) Condamné à la perte des droits civiques;

b) Frappé de faillite;

c) Fumeur d'opium.

Les formalités pour l'entrée des membres sont ainsi réglées (13):

Le nouveau membre peut être admis sur la présentation de deux membres de la société ou sur la présentation d'une lettre, et accepté dans les cas ci-dessous:

a) En cas de demande pour entrer dans la société coopérative à responsabilité limitée ou garantie, il faut être accepté par le comité exécutif et celui-ci doit faire un rapport à l'assemblée générale de la société;

(10) Code de coopération, art. 10, ch. 3.

(11) Code de coopération, art. 11, ch. 3.

(12) Code de coopération, art. 12, ch. 3.

(13) Code de coopération, art. 13, ch. 3.

b) En cas de demande pour entrer dans la société coopérative à responsabilité illimitée, il faut d'abord être agréé par les Comités de la Société (comité exécutif et comité de surveillance ensemble) et puis admis, par un vote réunissant les trois quarts des voix en faveur du candidat.

Un des cas ci-dessous est considéré comme faisant perdre la qualité de membre (14):

- a) Perte de la nationalité chinoise;
- b) Un des cas suivants: perte des droits civiques, faillite, usage de l'opium;
- c) Mort;
- d) Sortie volontaire;
- e) Expulsion de la Société.

Les associés ne peuvent demander à démissionner que trois mois avant la fin de l'année sociale (15).

Les membres démissionnaires peuvent être réadmis selon des conditions à fixer pour le nouveau membre (16).

L'expulsion de n'importe quel membre doit réunir les trois quarts des voix des membres présents, des comités exécutif et de surveillance (17).

A côté de l'étude juridique, nous allons faire un peu d'étude statistique; il est très nécessaire, à mon point de vue, de comprendre la situation actuelle des coopératives de crédit.

D'après les statistiques de 1932, la totalité des membres des coopératives était de 151.212, les mem-

(14) Code de coopération, art. 23, ch. 3.

(15) Code de coopération, art. 24, ch. 3.

(16) Code de coopération, art. 26, ch. 3.

(17) Code de coopération, art. 25, ch. 3.

bres des coopératives de crédit se montaient à 84.672, représentant 56 % de toutes les sociétés (18). En 1934, la totalité des membres se chiffre à 357.521, les membres des coopératives de crédit étaient de 304.226, représentant 54,6 % de toutes les sociétés (19). Comme les professions des membres des coopératives de crédit, la majorité est agricole, représentant 89,66 % (20). Pour l'âge des membres, la majorité relative est de 31 à 40 ans, représentant 35,05 % (21). Les sexes des membres: les membres masculins, dans la société coopérative de crédit, représentent 99 %; les femmes ne représentent que 1 % (22).

2° *Les parts de la société coopérative.* — Les parts de coopérative sont comme des actions de société ordinaire, mais il y a une grande différence au point de vue du caractère. « Elles (les parts) ne doivent jamais rapporter de dividende, mais seulement un intérêt. Non seulement ces parts ne sont pas cotées en bourse, mais elles ne peuvent être aliénées qu'avec le consentement de la société elle-même » (23).

Nous allons passer en revue la question de la « part » (24).

L'article 15 du Code des Coopératives dit: « La

(18) Le Bureau central des statistiques.

(19) Les statistiques du Laboratoire central d'agriculture.

(20) Le Bureau central des statistiques.

(21) Le Bureau central des statistiques.

(22) Le Bureau central des statistiques.

(23) Ch. GIDE.

(24) CHANG, *Le mouvement des coopératives en Chine*, p. 157.

valeur minimum de chaque part est de deux yuans, et la valeur maximum de vingt yuans. »

Avant la promulgation de cet article, les lois coopératives des provinces différentes réglaient la valeur minimum de chaque part à un yuan (24).

Les statistiques nous montrent que les sociétés coopératives de crédit dont la valeur minimum de la part est d'un yuan, représentent 26,46 % ; celles dont la valeur minimum de la part est de deux yuans, représentent 41,44 %. Il est très rare que la valeur de la part soit supérieure à six yuans (25).

Le membre doit souscrire au minimum une part de la société, et au maximum 20 % des parts totales.

Cette limitation est très importante pour la société coopérative, elle caractérise une grande différence avec les entreprises commerciales.

D'après les statistiques, le nombre de membres qui souscrivent une part représente 60 % (26). Ceci montre que les paysans chinois sont très pauvres.

La part d'un membre ne peut être donnée en gage ou en cession sans le consentement de la société coopérative (27).

Les associés démissionnaires peuvent demander tout ou partie de leurs versements, d'après le statut de la société. La valeur de leurs parts est fixée d'après le dernier bilan de la société (28).

Le bénéfice net sera réparti comme il suit : 20 % pour le fonds de réserve légal, 10 % pour le fonds

(25) D'après les statistiques du Bureau central.

(26) D'après les statistiques du Bureau central.

(27) Code de coopération, art. 18, ch. 3.

(28) Code de coopération, art. 27, ch. 3.

œuvres sociales, 10 % pour les administrateurs et les employés, à titre de remerciement (29).

3° *Gestion des sociétés coopératives de crédit.* —

La société est dirigée par les organes suivants (30):

- a) L'assemblée générale des membres;
- b) Le comité exécutif;
- c) Le comité de surveillance;
- d) Le comité auxiliaire.

A) L'assemblée générale se réunit obligatoirement au moins une fois par an (31). Elle est convoquée par le comité exécutif (32). En cas de nécessité, elle peut être convoquée n'importe quand, sur la demande du comité exécutif ou d'un quart des membres de la société (32). Elle doit être notifiée, sept jours avant la réunion, à tous les membres, et la notification doit indiquer les causes de convocation et les propositions à étudier (33).

Dans l'assemblée générale, chaque membre n'a qu'une voix (34), et en plus 50 % des membres sont nécessaires pour former le quorum de l'assemblée générale (35). Les membres qui ne peuvent pas se présenter à l'assemblée générale peuvent se faire représenter par un délégué, mais un délégué ne peut pas représenter en même temps deux membres (36).

(29) Code de coopération, art. 20, ch. 3.

(30) Code de coopération, art. 43, ch. 5.

(31) Code de coopération, art. 44, ch. 5.

(32) Code de coopération, art. 45, ch. 5.

(33) Code de coopération, art. 44, ch. 5.

(34) Code de coopération, art. 47, ch. 5.

(35) Code de coopération, art. 46, ch. 5.

(36) Code de coopération, art. 48, ch. 5.

Cela va de soi que l'assemblée générale des membres est l'autorité la plus puissante pour décider et exprimer la volonté de la société.

Le comité exécutif (ou comité de direction) est un organe administratif et permanent de la société. Le nombre des membres exécutifs est de trois au moins, élus parmi les membres à l'assemblée générale (37). La durée du mandat des membres exécutifs est d'un an à trois ans (38). Tous les membres sont éligibles comme membres exécutifs, sans aucune restriction de qualité.

Les fonctions du comité exécutif n'ont pas été réglées en détail dans le Code de coopération. Voici l'article : « Le comité exécutif exerce sa charge d'après le code coopératif, d'après le statut de la société » et le quorum de l'assemblée générale. Les membres du comité élisent un ou plusieurs des leurs pour représenter la société vis-à-vis des tiers (39).

La charge de chaque membre du comité exécutif comprend généralement une personne comme président, pour contrôler toutes les affaires de la société, une autre comme secrétaire, et une autre est désignée comme trésorier.

Pour assurer la bonne marche de la société, le comité exécutif peut nommer les employés.

Les services de tous les membres exécutifs ne sont pas complètement gratuits. Ils sont gratifiés à titre de remerciement, pour le cas où il y a des bénéfices nets, d'après le dernier bilan.

(37) Code de coopération, art. 29, ch. 4.

(38) Code de coopération, art. 30, ch. 4.

L'assemblée ordinaire des membres exécutifs a lieu une fois au moins par mois pour décider des questions importantes (40).

Le comité de surveillance. — Il consiste dans une organisation d'inspection et de surveillance de la part de tous les membres, pour l'état des affaires de la société et leur gestion par le comité exécutif. Ses fonctions sont réglées de la façon suivante (41):

1° Vérifier les comptes chaque trimestre.

2° Inspecter l'état et la marche des affaires.

3° Inspecter les livres de correspondance, les procès-verbaux des séances du Conseil d'administration, et toutes les écritures de la Société.

4° Représenter la Société quand celle-ci fait un contrat avec les administrateurs, ou bien quand il arrive des procès entre la société et les administrateurs.

Ils peuvent convoquer l'assemblée générale des membres dans un cas nécessaire pour l'exécution des affaires (42).

Un membre du comité de surveillance ne peut pas être en même temps membre exécutif ou administrateur de la Société (43).

Les services des membres du comité de surveillance sont gratuits (44).

(39) Code de coopération, art. 31, ch. 4.

(40) Code de coopération, art. 43, ch. 5.

(41) Code de coopération, art. 36, ch. 4.

(42) Code de coopération, art. 36, ch. 4.

(43) Code de coopération, art. 37, ch. 4.

(44) Code de coopération, art. 38, ch. 4.

Le comité de surveillance doit être composé au moins de trois personnes (45); celles-ci sont élues parmi les membres, à l'assemblée générale. La durée du mandat est d'un an à trois ans (46). L'assemblée des membres de surveillance doit être convoquée une fois par mois au moins (47).

Il faut signaler qu'une assemblée spéciale composée des membres des deux comités, doit avoir lieu une fois au moins tous les trois mois, pour décider les affaires importantes de la société. Les employés peuvent assister à cette assemblée pour présenter leurs avis.

Les comités auxiliaires. — Pour aider la bonne marche de la Société, on peut établir des comités auxiliaires dans certains cas nécessaires, comme le comité d'éducation coopérative, le comité d'estimation de crédit; celui-ci a pour but d'examiner le degré de solvabilité des sociétaires.

SECTION III

Etude sur les opérations de la Société Coopérative de Crédit Agricole

Nous avons mentionné, dans le chapitre précédent, que la société coopérative de crédit, en Chine, est établie d'après le système Raiffeisenien. Ce système se caractérise par la prépondérance de la coopérative

(45) Code de coopération, art. 29, ch. 4.

(46) Code de coopération, art. 30, ch. 4.

(47) Code de coopération, art. 43, ch. 5.

de crédit et d'épargne. Cependant elle tend à laisser les opérations économiques à la charge de petites coopératives spéciales, distinctes, mais subordonnées à la coopérative de crédit (48).

Jadis, l'opération de la société coopérative de crédit agricole en Chine était presque unique; c'était les prêts aux membres, pas de comptes de dépôts, pas d'opérations économiques. A cause de l'encouragement du public, les opérations s'étendent peu à peu depuis quelques années.

Voilà les statistiques. En 1933, dans 2.423 sociétés coopératives de crédit, 91 sociétés font aussi des opérations de production, 26 sociétés font à la fois des opérations de consommation, 129 sociétés font des opérations d'utilisation, 58 sociétés font des opérations de transports et de ventes, 39 sociétés font des opérations diverses (49).

Les chiffres des affaires des sociétés coopératives de crédit ne sont pas considérables. D'après les statistiques de 1933, faites par le Bureau central, le chiffre des affaires, en moyenne pour chaque société, est de 806 yuans. Les sociétés dont les chiffres sont inférieurs à 500 yuans représentent 60 % du nombre total des sociétés.

1° *Les dépôts.* — Le dépôt d'épargne est une opération importante pour la société coopérative de crédit; elle a pour but d'élever les conditions économiques

(48) GROMOSLAV MLADENATZ, *Histoire des doctrines coopératives*, p. 101.

(49) D'après les statistiques du Bureau central.

des membres, d'encourager l'économie de ceux-ci, de constituer des fonds pour les prêts et de faire circuler les capitaux ruraux dans les régions de la campagne.

Mais, en Chine comme en France, avant 1909, « la moitié des sociétés n'avaient point de comptes de dépôts, et même celles qui en avaient ne réunissaient entre elles toutes qu'une misérable somme » (50).

Nous manquons de statistique récentes à ce sujet, mais nous apercevons, par les divers rapports, que les sociétés coopératives de crédit n'ont généralement presque pas de dépôts d'épargne. Les causes en sont très apparentes :

A) La plupart des paysans, qui vivent dans des situations bien pénibles, n'ont aucune réserve à déposer.

B) Les associés ne connaissent pas le sens véritable de la coopération. Ils entrent dans la société n'ayant pour but que d'obtenir des emprunts avec un intérêt moins élevé. S'ils avaient des réserves, ils aimeraient mieux être petit usurier dans la campagne plutôt que de mettre leur argent dans la société.

2° *Les prêts.* — Les prêts sont la seule opération de la société de crédit dans la Chine actuelle. Nous les étudierons en sept paragraphes.

A) *D'où proviennent les fonds pour faire les prêts.*

— En général, les fonds viennent, d'une part, de la société elle-même, et, d'autre part, ils sont fournis par le public. Les « parts » que les membres doivent

(50) C. GIDE, *Les Associations coopératives agricoles*, p. 80.

souscrire (nous l'avons expliqué dans la section précédente) constituent les fonds de la société. En 1933, les fonds de toutes les sociétés se montent à 495.333 yuans. Chaque société possède en moyenne 204,43 yuans. Cette somme est sans doute trop petite pour faire des prêts. La réserve, le dépôt d'épargne de la société peuvent, en principe, être employés pour les prêts aux membres, mais ces sommes ne sont pas bien importantes non plus, parce que l'histoire de la société coopérative de crédit ne date que de peu de temps et que les membres sont bien pauvres. Donc, les fonds pour les prêts aux membres doivent être demandés au public. En Chine, actuellement, les institutions qui fournissent les capitaux aux sociétés coopératives sont au nombre de trois: les banques des paysans, les banques commerciales et une institution philanthropique, comme le Comité international de Secours aux Victimes de la famine. Les statistiques nous montrent que les banques des paysans fournissent une plus grande somme que les autres, les capitaux aux sociétés coopératives de crédit représentant 58,5 %, et que les banques commerciales fournissent aussi une somme considérable représentant 19,6 %, que les capitaux fournis par le Comité international de Secours s'élèvent à 16 %. Il y a encore 5,9 % des capitaux fournis par les divers organes publics, comme les gouvernements provinciaux, les écoles publiques, etc... (51).

(51) Le rapport des Laboratoires centraux d'agriculture de l'année 1935.

B) *Conditions à remplir pour obtenir les prêts.* — Les prêts ne sont faits qu'aux membres de la société. L'emprunteur doit remplir une demande pour prêt en indiquant son nom, son adresse, sa profession, la durée et le montant du prêt, la garantie offerte pour ce prêt et la date du remboursement, etc... Si les conditions sont acceptées, le comité exécutif examine les questions suivantes :

a) Solvabilité; b) l'emploi de l'emprunt pour la production; c) bonne garantie; d) accord par moitié des membres exécutifs, la demande est acceptée, et la somme sera payée par le comptable. Mais aucun membre ne peut obtenir un deuxième prêt tant que tous les membres n'ont pas reçu le premier.

C) *La garantie du prêt.* — Il y a trois formes de prêts pratiquées dans les sociétés coopératives en Chine, ce sont : le prêt sur crédit personnel, le prêt avec deux garants et le prêt sur hypothèque. Le premier prêt est celui qui est consenti sans aucune autre garantie que la bonne foi de l'emprunteur. C'est le trait caractéristique du prêt dans la société coopérative. Le second prêt est celui qui n'est consenti que sur la garantie d'une ou de deux personnes, qui doivent être aussi membres de la société, et qui sont solidairement responsables de la totalité de la dette. Le troisième est le prêt sur hypothèque; ce peut être : a) une valeur immobilière comme des terres, des maisons, des forêts, ou bien une hypothèque sur la propriété d'un tiers, s'il y consent; b) une valeur mobilière, comme des instruments agricoles, des bes-

tiaux, des objets précieux, ou bien des récoltes pas encore à maturité.

Depuis quelques années, le prêt sur le crédit personnel diminue de jour en jour sous le prétexte de la difficulté de retrouver les capitaux. Nous donnons ci-dessous les statistiques les plus importantes.

Dans la province de Kiang-Sou, le prêt sur hypothèque représente 55 %, le prêt sur les récoltes représente 20 %, le prêt sur le crédit personnel représente 10 %, le prêt sur les bestiaux représente 10 %, et les divers 5 %.

Dans la province de Tcheng-Kiang, le prêt sur hypothèque représente 20 %, sur la récolte 30 %, sur le crédit personnel 50 % (42).

Les prêts faits par le Comité international des Secours aux Victimes de la famine sur la garantie par hypothèque, sont des terres qui occupent plus de 96 % de toutes les garanties matérielles (53).

D) *Le montant des prêts.* — Nous manquons de statistiques totales sur la moyenne du montant des prêts faits aux membres dans les sociétés coopératives en Chine, nous ne pouvons que prendre les statistiques de la province de Ho-Pé comme exemple.

En 1928, les membres qui ont fait des demandes inférieures à 20 yuans sont de 1.036 et représentent 75,29 %; cela fait une somme d'argent de 15.502,76 yuans, représentant 55,50 %. Les membres qui

(52) D'après les rapports des gouvernements provinciaux de Kiang-Sou et Tcheng-Kiang.

(53) M. P.-S. FON, *L'observation du crédit agricole de Ho-Pé.*

demandent de 20 yuans à 150 yuans sont de 340, représentant 24,71 %; la somme d'argent est de 13.088 yuans, représentant 45,78 %.

Cette statistique nous montre que la plupart des prêts ont été inférieurs à 20 yuans dans l'année 1928.

En 1931, les membres qui ont demandé moins de 20 yuans étaient de 1.498, représentant 59,50 % des emprunteurs; la somme d'argent était de 21.622 yuans, représentant 31,71 % du capital emprunté. Les membres qui ont demandé de 20 à 150 yuans étaient de 1.201, représentant 44,46 %; la somme était de 46.410,17 yuans, représentant 68,06 % du capital emprunté.

Cette statistique nous fait voir aussi que le montant des prêts consiste encore dans des sommes plus élevées.

E) *L'emploi de l'emprunt.* — « Le prêt est un instrument dangereux quand il est placé dans des mains inexpérimentées; c'est comme un revolver donné à un enfant » (54): Donc, l'emploi de l'emprunt fait à la société est soumis à un contrôle très rigoureux. Le prêt n'est consenti que pour la production, par exemple, pour acheter des engrais, des semences, des bestiaux ou des instruments agricoles.

Dans la province de Kiang-Sou, l'emprunt pour la production représente 82 %, pour la consommation domestique il représente 15 %, pour les divers 3 %, pour remboursement des anciennes dettes, 10 % (55).

Voilà les statistiques les plus complètes.

(54) C. GIDE, *Les Associations coopératives agricoles*, p. 98.

(55) CHENG, *Le mouvement coopératif en Chine*, p. 232.

En 1931, les sociétés coopératives de crédit, sous le contrôle du Comité international de Secours aux Victimes de la famine, font des prêts dans les conditions suivantes :

La somme pour les capitaux circulants, comme l'achat des engrais, des semences, de la nourriture, etc..., représente 26 % de tous les prêts.

La somme pour le remboursement des anciennes dettes représente 26,05 % de tous les prêts.

La somme pour les capitaux mobiliers vivants ou morts (cheptel mort ou vivant), comme achat de machines, d'instruments, de bestiaux, représente 16,64 % de tous les prêts.

La somme pour les capitaux fonciers, comme les travaux d'établissement et d'aménagement, les terrassements, les drainages, les bâtiments, les chemins, les clôtures, etc... représente 12,66 % de tous les prêts.

La somme des dépenses de mariages et de funérailles représente 2,78 % de tous les prêts.

La somme pour l'emploi divers représente 7,91 % de tous les prêts (56).

Il est inutile de montrer davantage de statistiques ; nous pouvons conclure que le prêt, bien qu'il soit limité en principe pour la production, est employé aussi pour le remboursement des anciennes dettes se montant à une somme assez importante. Ce phénomène est le résultat de l'exploitation économique de la population agricole.

(56) CHENG, *Le mouvement coopératif en Chine*, p. 234.

F) *La durée du prêt.* — On divise les prêts en trois catégories :

a) Le prêt à court terme : Il est consenti pour une durée de quelques mois, un an au plus, pour acheter des engrais, des semences, ou bien pour payer les salaires, les frais de culture, en attendant la vente de la récolte ;

b) Le prêt à moyen terme : Il est destiné à des opérations agricoles, qui dépassent une année, jusqu'au terme maximum de cinq ans, et ayant pour but, par exemple, d'élever un bœuf ou d'acheter une machine ;

c) Le prêt à long terme : Il comporte une beaucoup plus longue durée ; son but est de permettre au travailleur rural de sortir du prolétariat pour devenir propriétaire (57).

La plupart des prêts consentis par les sociétés, en Chine, à leurs membres, sont faits pour une durée de six mois à un an.

Voici encore quelques statistiques.

Les prêts faits pour une durée d'un à six mois, dans la province de Tcheng-Kiang, occupent 50,89 % de tous les prêts ; la somme des capitaux pour ces prêts représente 63,99 %, alors que ceux faits de six mois à un an n'occupent que 49,11 %, et la somme des capitaux s'élève à 36,09 % (58). Les prêts faits pour moins de six mois, dans la province de Ho-Pé, comprennent 16,27 %, ceux de six mois à un an

(57) On peut voir les explications de M. C. GIDE dans : *Les Associations coopératives agricoles*, p. 85-87.

(58) Le rapport du gouvernement provincial.

occupent 61,23 %, ceux de un an à un an et demi 4,64 %, ceux de un an et demi à deux ans 13,05 %, ceux de deux ans à trois ans 3,93 %, ceux de trois ans à quatre ans 0,88 % (59).

Ces chiffres nous montrent que la plupart des prêts des sociétés coopératives en Chine sont à court terme.

Ce phénomène s'explique très facilement par l'insuffisance des capitaux des sociétés. Ceux qui font des avances aux sociétés coopératives sont les banques paysannes ou les banques commerciales; les premières ne peuvent pas faire de crédit à long ou à moyen terme aux sociétés, parce qu'elles n'ont pas beaucoup de capitaux; les deuxièmes ne veulent faire le crédit à court terme que d'après le principe des banques commerciales; nous allons l'expliquer dans le chapitre suivant.

G) *Le taux d'intérêt.* — Le but de la société coopérative est d'éviter aux paysans l'exploitation de l'usurier; son intérêt pour un prêt doit être sans doute moins élevé que celui versé aux prêteurs professionnels.

Voilà les statistiques du taux de l'intérêt faites par les sociétés coopératives dans 14 provinces (60):

(59) P.-S. Fou, *L'observation du crédit agricole dans la province de Ho-Pé.*

(60) D'après les statistiques de toutes les sociétés coopératives du pays, faites par le Laboratoire central d'agriculture.

Taux d'intérêt	Pourcentage
Inférieur à 8 %	9
8 % à 10 %	23
10 % à 12 %	32
12 % à 15 %	21
Supérieur à 15 %	15

Les prêts faits avec un intérêt de 8 % à 12 % occupent la moitié de tous les prêts. Ceci montre que le taux de l'intérêt pratiqué par les sociétés en Chine est encore très élevé.

La cause en est bien simple. La société n'a pas non plus de capitaux, elle doit payer aussi des intérêts à ceux qui lui font des avances, comme la banque paysanne ou commerciale.

Voici le taux d'intérêt que les sociétés paient (61):

Taux d'intérêt	Pourcentage
Inférieur à 6 %	5
6 % à 8 %	35
8 % à 10 %	52
10 % à 12 %	4
12 % à 15 %	2
Supérieur à 15 %	2

(61) D'après les statistiques de toutes les sociétés coopératives du pays, faites par le Laboratoire central d'agriculture.

Il est évident que le taux d'intérêt demandé par la société de crédit ne peut pas descendre au-dessous de celui qu'elle doit payer.

C'est une question de capitaux.

Malgré cela, le taux d'intérêt demandé par les sociétés est considéré encore comme le salut, parce que généralement les paysans des provinces du Nord payaient un intérêt, pour les prêts, se montant à 25 %, et à 20 % pour les paysans des provinces du Sud. Depuis l'organisation de la société coopérative, la situation de la population rurale est sans doute bien meilleure qu'auparavant.

CHAPITRE III

NOUVEAU SYSTÈME

LES BANQUES DES PAYSANS ET LES GRENIERS AGRICOLES

« Pendant la première moitié du XIX^e siècle, on essaya bien de créer des institutions de crédit agricole, mais on se borna à copier l'organisation des banques commerciales et industrielles et les tentatives échouèrent ».

(L. TARDY.)

SECTION I

Les banques de paysans

La banque des paysans a pour fonction d'aider à la création des associations coopératives agricoles et d'assurer leur développement dans les campagnes. Comme M. E. JOUZIER dit dans son ouvrage: « La création des banques agricoles complète l'ensemble des mesures destinées à rendre aux cultivateurs le crédit plus facile » (1). Donc, ces banques ont été créées continuellement dans les provinces et, grâce à elles, les sociétés coopératives se sont bien dévelop-

(1) E. JOUZIER, *Economie rurale*, p. 477.

pées. Nous allons maintenant passer en revue les banques des paysans et les sociétés coopératives dans diverses régions.

I. — LA BANQUE DES PAYSANS DE KIANG-SOU

Cette banque fut créée en 1928. Ses fonds sont constitués par les produits des centimes additionnels de l'impôt foncier. On estime qu'elle peut obtenir 10.829.807 yuans, mais en réalité elle n'a levé que 2.580.000 yuans, à cause de la pauvreté des paysans (2). A côté de l'impôt foncier, elle a environ 4.500.000 yuans de dépôts pour constituer ses fonds (3).

La banque générale a son siège à Cheng-Kiang, capitale de la province de Kiang-Sou. En 1935, elle avait 39 succursales dans les différents districts de la province.

Toutes les succursales sont dirigées et surveillées par la banque générale qui a un directeur, élu par le comité de contrôle, celui-ci a un pouvoir complet et la direction du gouvernement provincial.

Ses opérations: Au début, les opérations de cette banque consistaient exclusivement à faire des avances aux sociétés coopératives agricoles, mais, après deux ans d'expérience, les dirigeants ont trouvé qu'il faudrait que celle-ci, outre le financement des sociétés coopératives agricoles, fasse des avances à d'autres personnalités. Maintenant, cette banque fait des avances dans les conditions suivantes:

(2) Rapport de la Banque des paysans de Kiang-Sou de 1933.

(3) D'après son rapport de 1933.

1° *Prêt aux sociétés coopératives*

La banque fait des avances aux sociétés coopératives de crédit, de production, d'achat, de transport, de consommation, organisées par douze agriculteurs. D'après les statistiques de 1933, les sociétés coopératives de cette province, encouragées par cette banque, étaient au nombre de 1.039, les membres étaient de 32.640, les avances que faisaient cette banque atteignaient 1.237.407 yuans (4), représentant 50 % du total de ces prêts.

2° *Prêt collectif*

La banque fait des avances à de petits groupes de sept cultivateurs qui sont responsables tous solidaiement. Ce mode de prêt est très commode pour l'octroi du crédit agricole avant le développement des associations coopératives agricoles. La somme est limitée à 50 yuans pour chaque personne, et la durée ne peut dépasser un an. Ce prêt représentait 5,19 % en 1932, 5,46 % en 1935.

3° *Prêt au chef de la campagne (4 bis)*

La banque fait des avances aussi aux chefs des campagnes qui veulent prendre la responsabilité, sans rémunération, de demander du crédit à la banque agricole pour les paysans, ceux-ci n'ayant pas la capacité d'organiser le groupe ou la société coopérative de crédit. En théorie, ce système n'est pas mauvais, mais, en réalité, il arrive souvent que des gens

(4) Rapport de cinq ans de la Banque agricole de Kiang-Sou, p. 16.

(4 bis) Le chef de la campagne est celui qui est le plus riche et le plus instruit dans la campagne,

malhonnêtes profitent du crédit de la banque pour exploiter les paysans ignorants. Actuellement, la banque fixe la limitation de ce prêt.

4° *Prêt individuel*

Les agriculteurs peuvent emprunter en leur nom personnel jusqu'à 50 yuans. Ces prêts se font sans gage, mais il faut qu'ils soient garantis par des magasins ou des habitants riches. Actuellement, la banque donne aussi une limitation à ce genre de prêt, parce que si les prêts étaient trop nombreux, ils donneraient des difficultés à la comptabilité et mettraient, à l'avenir, des obstacles au bon développement des coopératives.

5° *Prêt à une organisation publique*

La banque fait des avances aux organisations publiques. Par exemple quand le gouvernement provincial, la maison communale, le laboratoire agricole ont besoin de crédits pour faire face à des dépenses concernant les opérations agricoles. Mais depuis 1922, ces prêts ont été supprimés par le Comité de contrôle sous prétexte d'utiliser seulement les fonds pour les agriculteurs proprement dits (5).

Genres de prêts. — On peut les diviser en trois sortes :

- a) Prêt de crédit personnel;
- b) Prêt en gage;
- c) Prêt en nature.

(5) CHENG, *Le mouvement coopératif en Chine*, p. 530.

Les derniers sont plus développés que les premiers, parce que le prêt du crédit personnel n'est pas très sûr pour les banques, avec la condition des agriculteurs très pauvres. Le prêt en nature est préférable au prêt en argent ; il empêche les agriculteurs de faire des dépenses avec le crédit pour des cas improductifs.

Taux de l'intérêt. — Pour les sociétés coopératives, le taux de l'intérêt est au maximum de 10 %. Pour les autres prêts, le taux de l'intérêt ne peut pas être inférieur à celui de la société coopérative qui fait des avances à ses membres (6).

La durée du prêt. — La durée, au maximum, est de deux ans. A l'ordinaire, elle est d'environ un an (7).

Tendance de l'opération de la dite banque

Si nous observons les opérations de la dite banque depuis quelques années, nous y trouvons trois tendances :

1° *Le développement des prêts en gage mobilier.* — Le prêt du crédit personnel n'offre pas de sécurité et le prêt en gage immobilier est très difficile pour les fermiers qui ne possèdent pas de terre, donc la banque développe le prêt en gage mobilier ; savoir : les produits agricoles, les instruments aratoires, les couvertures et les vêtements, les bijoux et les bestiaux (8).

(6) D'après le statut de *La Banque agricole de Kiang-Sou*.

(7) D'après le rapport de 1929.

(8) D'après ses statuts.

2° *Développement du prêt en nature.* — Pour empêcher les dépenses improductives, la banque prête des machines, des semences, etc... au lieu de faire un prêt en argent. Elle a essayé ainsi avec de bons résultats dans quelques succursales de la banque agricole.

3° *Développement d'encouragement de la coopérative de transports.* — La banque a pris récemment l'initiative d'encourager l'établissement des coopératives de transports parce qu'elle pense que la coopération des transports est très importante pour les agriculteurs. D'abord, les sociétés coopératives réunissent les produits agricoles, ensuite la banque paie d'avance 70 % du prix total des produits et prend la responsabilité du transport et de la vente.

II. — BANQUE DES PAYSANS DE TCHÉ-KIANG

Dans la province de Tché-Kiang, le système de la banque n'est pas le même que celui de Kiang-Sou. Il n'existe pas de banque générale pour gouverner ses succursales. Les banques des paysans de chaque district sont indépendantes. Si les capitaux associés des agriculteurs atteignent 50.000 yuans, on organise une « banque des paysans » (9) dans ce district. Si les capitaux dépassent 5.000 yuans, on crée une caisse de prêt (10). Les fonds nécessaires sont fournis

(9) Depuis 1934, on a organisé 11 banques de paysans dans différents districts de cette province. Les capitaux totaux sont de 788.702,57 yuans.

(10) Depuis 1934, on a créé 43 caisses de prêt dans différents districts; les capitaux sont de 1.091.410 yuans.

par les produits d'une surtaxe foncière. Le gouvernement provincial a versé, au lieu d'établir spécialement une banque générale, une somme de 500.000 yuans comme actionnaire à une banque commerciale, nommée « Banque d'Agriculture et d'Industrie », située à Hang-Chou, la capitale du Tché-Kiang; cette somme, en partie, est destinée à financer les associations coopératives agricoles jusqu'à 380.000 yuans du versement. Donc l'organisation, ici, des banques des paysans n'est ni uniforme, ni concentrée comme dans le système de Kiang-Sou.

En principe, toutes les banques de cette province n'accordent des avances qu'aux associations coopératives agricoles, et ces avances ne sont faites qu'aux deux conditions suivantes : a) l'association qui demande des avances doit avoir auparavant des statuts approuvés; b) les sociétés coopératives sont solidairement responsables. Mais, en effet, dans des cas exceptionnels, les banques font des avances particulières aux agriculteurs, parce que la coopérative de crédit n'est pas encore très populaire dans la campagne.

Le genre du prêt est divisé en trois espèces :

a) *Le prêt du crédit personnel.* — Il est limité, d'après les règles de la banque, à une certaine somme, soit 500 yuans au maximum pour chaque société coopérative ou bien alors à une somme équivalente à la somme, aux parts et aux réserves de la société qui emprunte. Par suite de ses multiples inconvénients, ce genre de prêt est très peu employé.

b) *Le prêt en gage*. — Il se divise en mobilier et en immobilier. Pour le premier, le prêt ne peut pas dépasser 60 % du prix de l'estimation totale. Pour le deuxième, le prêt ne peut dépasser 70 % du prix estimé.

c) *Le prêt en garantie*. — Ici l'emprunteur doit être garanti par un magasin de monnaie ou des commerçants riches. Les gérants sont chargés de la responsabilité solidairement.

D'après les statistiques, nous savons que le prêt en gage est beaucoup plus répandu que le prêt au crédit. Par exemple, de 1929 à 1933, les avances qu'il a faites la banque en Han-Chou, avec le gage sont de 557.394.67 yuans, mais le prêt de crédit n'a réuni que 132.396.31 yuans; il représente un quart des prêts totaux (11).

Le taux de l'intérêt dans les banques est variable suivant la condition et la durée, mais à l'ordinaire, le maximum est de 10 %. Le taux de l'intérêt des sociétés coopératives du crédit est de 10 à 15 %.

La durée du prêt dépend de son genre. La durée du prêt en gage est plus longue que celle du prêt en garantie, mais celle-ci est plus longue que le prêt du crédit. Ordinairement, la durée la plus longue est de trois ans, la plus courte n'est que de six mois.

Le remboursement se fait soit en une fois, soit en plusieurs fois, à des dates déterminées; ce dernier moyen s'applique dans les cas où la durée du prêt est assez longue.

(11) D'après le rapport de *La Banque agricole et industrielle*.

III. — LA BANQUE DES PAYSANS CHINOIS

Historique. — Cette banque fut créée en 1933 par les gouvernements provinciaux des provinces de Kiang-Si, Ngan-Honéi, Hou-Pé et Hou-Nan; elle a pour but de fournir aux agriculteurs de ces provinces dévastées par les communistes, les capitaux d'exploitation nécessaires à la reprise des cultures. Son ancien nom était « la Banque des paysans des quatre provinces ». Depuis 1935, par suite de l'extension de ses fonctions à d'autres que les dites provinces, elle a été dénommée comme elle l'est actuellement; jusqu'à la fin de l'année 1934, ses succursales ont été établies dans les territoires de quatorze provinces.

Organisation. — C'est une société anonyme par actions. L'assemblée des actionnaires élit quinze membres qui ont acheté plus de cent actions chacun, en vue d'organiser le comité exécutif d'où sortent un directeur et un sous-directeur; en plus, elle élit cinq membres pour organiser le comité de surveillance (12).

Capitaux. — Les capitaux totaux sont de 100.000 yuans; chaque action est de 100 yuans. Le ministre des Finances achète 25 % des actions, et les gouvernements provinciaux en relation doivent acheter au moins 25 millièmes des actions. Le reste des actions peut être acheté par des citoyens chinois. Mais jusqu'à la fin de l'année 1933, elle n'a reçu des capitaux que pour une somme de 2.500.000 yuans. La somme des dépôts est assez considérable. En 1933, elle se montait

(12) Le statut de la Banque des paysans chinois.

à 8.300.454,19 yuans, parmi lesquelles la plupart provenait d'organisations publiques et d'autres banques (13).

Opérations. — Ses opérations sont réglées de la sorte (14):

a) Avances aux coopératives agricoles et aux unions des sociétés coopératives;

b) Entreprise appelée « le grenier agricole » et avances pour perfectionner les instruments aratoires et les produits agricoles;

c) Prêts du crédit en gage mobilière ou immobilière et prêt du crédit en garantie;

d) Escompte et réescompte des lettres de change d'agriculture;

e) Emission des bons agricoles et des billets courants des paysans;

f) Réception des dépôts et des épargnes;

g) Change intérieur;

h) Achat ou vente de valeurs mobilières;

i) Avances aux œuvres pour la multiplication des produits agricoles;

j) Avances aux travaux d'irrigation et de précautionnement contre la famine;

k) Les autres opérations que doit faire encore la banque agricole.

Le taux de l'intérêt et la durée. — Le taux de l'intérêt est différent selon les circonstances. La Banque prend le taux minimum comme mesure; le taux du

(13) Le rapport des 1^{re} et 2^e années de la Banque des paysans chinois.

(14) D'après son statut, ch. 2, n° 5.

prêt en gage mobilier est de 10 % aux sociétés coopératives; celles-ci demandent net 11 % d'intérêt aux membres, 12 % pour les non-membres. La durée dépend du caractère du prêt; la durée maximum est de cinq ans, mais à l'ordinaire elle est de six à dix mois.

Quelques statistiques (15). — Les avances aux sociétés coopératives, en 1933 (pendant les six premiers mois), étaient de 85.821 yuans; pour le deuxième semestre de la même année, il allait jusqu'à 741.337,24 yuans, c'est-à-dire que pendant six mois la somme du prêt a augmenté huit fois. En 1934, la somme du prêt augmente jusqu'à 1.880.374,25 yuans.

En 1935, le prêt pour chaque société coopérative est en moyenne de 754,26 yuans; pour chaque membre, c'est une moyenne de 16,83 yuans.

A côté du prêt des sociétés coopératives, elle fait aussi des avances aux monts-de-piété; en 1934, elle l'a fait pour une somme de 390.087 yuans.

SECTION II

Les avances aux agriculteurs faites par les banques commerciales

Les banques commerciales qui font des avances aux agriculteurs sont des facteurs importants pour le développement des coopératives agricoles dans la période actuelle en Chine. L'auteur ne veut donner que des faits dans cette section; on trouvera les cri-

(15) *Le mouvement coopératif en Chine*, p. 550.

tiques les plus importantes dans le chapitre suivant (16).

Depuis 1931. — « La Banque de commerce et d'épargne de Changhaï », « La Banque de la Chine ». « La Banque King-Chen » et les autres banques commerciales ont fait de plus en plus des avances à la campagne, surtout aux sociétés coopératives agricoles. En l'année 1933, « le département du prêt agricole » a été établi au sein du bureau général de la Banque du commerce et de l'épargne de Changhaï, ayant pour but de s'occuper spécialement des affaires du prêt agricole. Un organe semblable se trouvait par suite dans les autres banques commerciales. En 1935, cinq banques commerciales ont organisé ensemble, à côté de leurs départements particuliers, l'association pour faire des avances en groupes à la campagne. Donc, les anciens systèmes du crédit agricole, comme l'usurier individuel, l'usurier en groupe, le mont-de-piété, le magasin de monnaie, etc. ont été éliminés de plus en plus.

Parmi les banques commerciales qui font des avances à des sociétés coopératives, la plus forte et la mieux organisée est la « Banque de commerce et d'épargne de Changhaï » (en abréviation : Banque de Changhaï), qui est aussi l'initiateur des autres banques pour étendre les opérations à la campagne.

Elle a établi au sein de son bureau général un « département du crédit agricole » qui se divise en trois parties (17), savoir : la coopérative de transport

(16) Dans le chapitre 4.

(17) D'après les statuts de cette banque.

des produits agricoles, la coopérative du crédit le grenier agricole, puis la partie générale. Un directeur et un sous-directeur prennent les responsabilités de ce département. En outre, « une commission du crédit agricole », organisée par cinq membres qui ont étudié spécialement cette question et ont l'expérience, exerce le pouvoir supérieur pour approuver les projets et juger les affaires les plus importantes au sujet du prêt agricole.

Donc, « le département du prêt agricole » n'est qu'un organe exécutif qui est dirigé par la commission susdite. La comptabilité du département est absolument à part, à côté des autres opérations de la banque.

Les opérations du département du prêt agricole se divisent en quatre (18):

- a) Prêt de transport des produits agricoles;
- b) Prêt en avance sur la récolte;
- c) Prêt avec le gage des produits agricoles;
- d) Prêt en gage sur objets immobiliers d'agriculture.

Les institutions auxquelles il est permis de prêter sont les suivantes (19):

- a) Coopérative de transport;
- b) Coopérative du crédit et de production;
- c) Grenier agricole.

L'utilisation du prêt que les coopératives demandent à cette banque est limitée comme il suit (20):

- a) Achat d'engrais et de semences;

(18) N° 4 du statut du département du prêt agricole de cette banque.

(19) N° 1 du statut du département du prêt agricole de cette banque.

(20) N° 3 du statut du département du prêt agricole de cette banque.

- b) Achat de bestiaux et d'instruments aratoires;
- c) Dépenses de transformation des produits agricoles;

d) Pour les dépenses concernant la production agricole.

La somme et la durée sont réglées aussi dans son statut. La somme du prêt pour les dépenses de transformation et de transport des produits agricoles ne peut pas dépasser 40 % des frais totaux d'estimation (21). La somme du prêt en avance sur la récolte ne peut pas dépasser 20 % de la valeur totale d'estimation. La durée du prêt pour les sociétés coopératives est au maximum d'un an. Le prêt en gage avec les produits agricoles est de six mois (22).

La garantie est sévèrement réglée. Dans le prêt aux sociétés coopératives, sauf pour le gage mobilier ou immobilier et les garants personnels, tous les membres de la société sont responsables solidairement (23). Le prêt du crédit agricole doit avoir la garantie d'un commerçant riche ou d'une institution publique, les garants prennent la même responsabilité avec les emprunteurs (24).

D'après les statistiques, le montant des prêts que cette banque avait fait en 1933 aux coopératives de transports s'élevait à la somme de 428.642,42 yuans. Aux coopératives des greniers agricoles, la somme était de 237.251,16 yuans. Aux coopératives de crédit, elle était de 306.432,96 yuans. Les avances totales

(21) N° 5 de son statut.

(22) N° 11 de son statut.

(23) N° 8 de son statut.

(24) N° 6 de son statut.

qu'elle a faites en cette année s'élevaient à 1 million 22.596,54 yuans. La somme qui retourna dans cette banque dans la même année était de 485.692,13 yuans (25).

Ces statistiques nous montrent deux points caractéristiques :

1° Le prêt le plus important est celui du transport des produits agricoles ; il représente 43 %.

2° La durée est très courte, puisque la somme est revenue vite en caisse.

En plus des opérations indiquées, elle essaie d'établir « le Bureau de gage des agriculteurs » qui exerce les mêmes fonctions que le mont-de-piété.

Nous signalons une autre banque comme exemple, c'est la « Banque de la Chine » (aussi une banque commerciale). Elle n'a pas de département spécial, comme la Banque de Changhai que nous avons indiquée, qui n'a que cinq commissaires pour s'occuper des affaires du prêt agricole (26). Ses opérations se divisent en trois :

1° Prêt en gage des produits agricoles, comme coton, soie, riz, blé, tabac, thé, etc. La somme totale de ces prêts en l'année 1933 s'élève à 1.950.000 yuans parmi lesquels le prêt du coton occupe un cinquième.

2° Prêt de petites sommes pour les agriculteurs. Ce prêt est aussi garanti avec les produits agricoles, mais la somme peut descendre jusqu'à un yuan. Le taux de l'intérêt de ce prêt est très bas. En 1933, il y

(25) *Le rapport du prêt agricole de 1933*, publié par la Banque de Changhaï.

(26) *Le rapport de 1933 de la Banque de la Chine.*

avait quatorze mille cinq cents foyers paysans qui avaient obtenu ce prêt.

3° Prêt des sociétés coopératives. Elle fait aussi des avances aux sociétés coopératives, mais souvent indirectement, c'est-à-dire qu'elle fait des avances à des institutions publiques qui transmettent la somme à des sociétés coopératives (27).

A côté des banques particulières qui font des avances aux agriculteurs, il y a encore une « association du prêt agricole » organisée par dix banques commerciales sous prétexte de développer l'agriculture. L'ensemble des capitaux est de trois millions de yuans, l'association est gouvernée par un comité qui est dirigé par les représentants des banques assistantes. Son opération capitale est de prêter aux coopératives de transport de coton dans les six provinces de Chan-toung, Hanou, Kiang-Hou, Hou-Pé, Chen-Si, Ho-Pé.

SECTION III

Le système du Grenier agricole

L'origine du système du Grenier agricole est très ancienne. Avant la dynastie Hen (102 B. C.), il était déjà établi d'une part, pour niveler le prix des céréales, d'autre part, pour se précautionner contre la famine, par le moyen d'achats des céréales à la hausse de prix pendant les années d'abondance. On emmagasinait l'excédent de récolte dans les greniers en attendant de les vendre à un prix plus bas que celui du cou-

(27) Le rapport de 1933 de la Banque de la Chine.

rant, ou bien on les distribuait gratuitement à la population pauvre pendant l'année insuffisante. Les capitaux et les greniers sont fournis par le Gouvernement. C'est plutôt une institution philanthropique. Après des milliers d'années, au début du XIX^e siècle, ce système est tombé en désuétude, à cause du « pourri » de la politique et des difficultés de finance du Gouvernement (28).

En 1931, il y a eu de bonnes récoltes qui ont provoqué une très forte chute des prix des céréales dans les provinces du centre. Les agriculteurs, au lieu de profiter de cette bonne aubaine, ont souffert aussi cruellement qu'au temps de la disette. Dans certaines régions rurales, le prix de vente du riz ne suffisait même pas à rembourser les frais de la production.

Depuis quelques années, les conditions économiques de l'agriculture en Chine sont plus défavorables que jamais; la vie des agriculteurs devient de plus en plus difficile, ainsi que nous l'avons raconté dans le chapitre précédent.

L'Assemblée d'agriculture a été provoquée au mois mai, en 1933, par le gouvernement central, pour discuter le problème agraire qui est d'une brûlante actualité.

Une des mesures adoptées par l'assemblée a été de reprendre le système du grenier agricole. Mais, ces greniers, avec la forme moderne, diffèrent dans leur marché de ceux de l'ancien régime.

Le système moderne a la même fonction que le warrant agricole en France. « Un cultivateur qui vient

(28) Y.-N. SWI, *Grenier agricole*, p. 127.

à peine de terminer la moisson et avait avantage à acheter des animaux, voit ses caisses vides, et, faute de crédit, il ne pourrait y songer qu'après avoir battu son grain et à la condition d'en hâter la vente; du retard apporté dans l'achat du bétail, de la hâte mise à vendre le blé, vont résulter des pertes. Qu'il obtienne un warrant gagé sur sa récolte de céréales, et il pourra, en la négociant, trouver des capitaux, acheter de suite du bétail, différer la vente de ses grains pendant un temps suffisant pour lui permettre d'en tirer le meilleur prix » (29). Donc, c'est un des systèmes de crédit agricole. En même temps, il peut encore fonctionner pour niveler le prix des produits. Au lieu de l'offre considérable abaissant de beaucoup le prix de vente au moment de la moisson, les agriculteurs emmagasinent leurs marchandises dans les greniers afin de réduire les quantités de céréales jetées sur le marché. Comme en France, on encourage le stockage de blé, comme les agriculteurs américains et canadiens ont fait pour empêcher la dépréciation.

Par conséquent, ce système est considéré comme une des mesures propres à résoudre le problème actuel d'économie agricole.

Le projet de la loi du grenier agricole a été rédigé en 1933 et publié, après l'examen du Yuan Législatif, par le Ministère de l'Industrie.

L'article 5 de cette loi règle l'établissement des greniers agricoles pour les questions suivantes :

1° La Société coopérative et l'Union régionale des sociétés coopératives ;

(29) E. GOUZIER, *Economie rurale*, p. 477.

- 2° La Chambre locale d'agriculteur ;
- 3° La maison communale ;
- 4° La personnalité publique qui a pour but d'aider au développement de l'agriculture ;
- 5° L'organisation de ceux qui s'occupent des affaires de la production agricole.

Les opérations du grenier agricole sont réglées comme il est dit ci-après :

« Le grenier agricole a pour but d'emmagasiner et de conserver les produits agricoles » (30).

« Il peut aussi faire des opérations :

a) Emballer les produits agricoles dont en fait le dépôt ;

b) Expédier, transporter et vendre les dépôts ;

c) D'après la quantité des dépôts, émettre les warrants agricoles qui sont négociables ;

d) Faire des avances avec le warrant agricole comme gage (31).

L'opération d'emballage « peut paraître d'importance secondaire, mais elle est de tout premier ordre. Il y a dans l'emballage, une science, un art et une morale...

« Il faut connaître les propriétés de l'objet..., il faut que l'emballage plaise à la vue, comme dans les magasins où l'on met la marchandise dans des boîtes de carton qui ont bonne façon... ; c'est la garantie morale que ces sociétés (greniers) donnent au client et qui est généralement supérieure à celle que peut offrir un individu isolé » (32).

(30) L'article premier de la loi du grenier agricole.

(31) L'article 5 de la loi du grenier agricole.

(32) GIDE, *Les associations coopératives agricoles*, p. 103-104.

L'opération de la charge de la vente est aussi importante. « L'association pourra, mieux qu'un producteur isolé, choisir les marchés favorables et les moments opportuns pour la vente... Le transport est un des gros écueils de la vente des produits agricoles. Il faut pouvoir traiter avec les Compagnies de chemins de fer, ...et peut-être ce qu'il y a de plus important, c'est la suppression des intermédiaires qui sont si onéreux...; on peut en supprimer un certain nombre et c'est autant de gain pour le producteur, ou autant d'économie pour le consommateur » (33).

Donc, le grenier a, à la fois, les caractères des coopératives de crédit, de vente, de transports et de conservation en commun.

Mais, en réalité, aucun des greniers agricoles de tout le pays, pour le moment, n'a complètement rempli les fonctions indiquées par la loi.

Les greniers, dans la période actuelle, sont établis par trois institutions : les gouvernements provinciaux, les banques paysannes, ou les banques commerciales qui s'occupent des avances aux agriculteurs, et les sociétés coopératives de crédit. La plupart des greniers ne s'occupent que du gage des produits agricoles, peu de greniers font à la fois des opérations d'emballage, de transports et de vente en commun.

Le taux de l'intérêt est assez bas, variant de 5 % à 10 %, mais quelquefois il faut payer les frais d'emmagasinage.

Nous allons décrire à titre d'exemple l'organisation d'un grenier très important.

(33) GIDE, *Les associations coopératives agricoles*, p. 103-104.

Le grenier central. — Il a été établi comme un modèle par le Ministère de l'Industrie. Il divise la banlieue de Nanking — capitale de la Chine — en cinq régions. Chaque région établit un grenier central; celui-ci a des petits greniers distribués dans les lieux environnants. L'établissement de petits greniers doit d'abord élire un à trois membres parmi les déposants, comme administrateurs, et puis demander l'autorisation et l'inscription près du grenier central. Chaque région a un comité de surveillance se composant de trois ou cinq prud'hommes de villages (34). Les fonctions importantes de ce Comité consistent dans ceci:

1° Vérifier le moyen de la conservation des produits agricoles;

2° Vérifier les recettes et les dépenses du grenier;

3° Vérifier le taux d'intérêt et le prix de vente des produits;

4° Vérifier la qualification des membres et leur crédit personnel, etc. (94).

La valeur des parts de grenier est de 2 yuans. Chaque déposant doit souscrire au moins une part, mais on ne peut pas souscrire plus de dix parts (35). Quand on demande à faire partie des membres du grenier, on doit verser le quart de la valeur d'une part, et le reste sera payé dans le cours de l'année (36).

Les opérations du grenier sont:

(34) L'article 9 du statut du grenier central.

(35) L'article 11 du statut du grenier central.

(36) L'article 12 du statut du grenier central.

a) L'emmagasiner et la mise en gage des produits agricoles;

b) La vente en commun;

c) L'emballage, la transformation, et le transport des produits agricoles (37).

La distribution des bénéfices nets est ainsi réglée (38):

La réserve légale occupe 20 %;

Les membres reçoivent 60 % au prorata de leurs chiffres d'affaires au grenier;

La rémunération des administrateurs s'élève à 10 %;

Les frais des œuvres sociales s'élèvent à 10 %;

La réserve légale a pour but d'acheter les céréales pour contribuer gratuitement aux victimes de la famine.

Le Bureau général du grenier endosse toute la responsabilité du fonctionnement du grenier (39). Ce directeur est choisi par le Comité central d'administration, ce dernier est organisé par les représentants du Ministère de l'Intérieur et les autres institutions publiques (40).

(37) L'article 4 du statut du grenier central.

(38) L'article 14 du statut du grenier central.

(39) L'article 8 du statut du grenier central.

(40) L'article premier du statut du grenier central.

CHAPITRE IV

APPRÉCIATIONS CRITIQUES SUR LE NOUVEAU SYSTÈME DU CRÉDIT AGRICOLE EN CHINE

*« Discuter, interpréter, adapter, chiffres
et faits agricoles; c'est l'âme de l'éco-
nomiste rural. »*

(Alb. DELOS.)

SECTION I

Le nouveau système n'a pas encore beaucoup d'influence dans le domaine rural

M. CHANG-SHANG-YU a dit dans sa thèse (1):
« Depuis l'établissement des sociétés coopératives de
crédit agricole en Chine, la production des membres
paysans a beaucoup augmenté. Des améliorations ont
été faites dans l'agriculture, de nouveaux instruments
agricoles ont été introduits dans les campagnes, des
terres incultes ont été rendues fertiles; l'irrigation a
été pratiquée, le rendement agricole a été augmenté
et beaucoup d'autres progrès ont été faits dans l'agri-
culture. Les sociétés coopératives, en consentant des
prêts à un taux d'intérêt moins élevé que dans les
banques, avaient encouragé la création des industries
subsidiaries à l'agriculture. De plus, dans beaucoup

(1) La thèse de M. CHANG-SHANG-YU: *Les coopératives du crédit agricole en Chine*, thèse présentée en 1931 devant la Faculté de Nancy; ce passage cité est à la p. 112.

de cas, l'usure a été complètement supprimée... Il nous faut parler aussi du résultat moral obtenu qui est même plus grand que le résultat matériel. Le changement moral amené dans les villages chinois par la coopération de crédit est grand; l'épargne est encouragée; la paresse et le jeu, qui étaient des habitudes désolantes de la vie du village chinois, ont disparu peu à peu ».

Mais, après avoir examiné tous les rapports et les statistiques, nous ne pouvons pas dissimuler que la manière de voir de M. CHANG est par trop optimiste.

Sa thèse a paru en 1931; voilà les statistiques faites en 1934, qui constatent que le nouveau système jouit de peu d'influence dans le domaine agricole où l'usurier domine encore presque partout.

Les statistiques sur les sources des dettes des paysans, d'après les rapports de 22 provinces, 871 communes (2):

Sources des dettes	100
—	—
<i>Anciens systèmes:</i>	
Usuriers individuels	67,6 %
Propriétaires fonciers	24,2 %
Grands agriculteurs	18,4 %
Commerçants	25,1 %
Magasins ordinaires	13,1 %
Magasins de monnaie	5,5 %
Monts-de-piété	8,8 %
<i>Nouveaux systèmes:</i>	
Banque (des paysans et de commerce)	2,4 %
Coopératives du crédit	2,6 %

(2) *La Nouvelle agricole*, n° 11, vol. III.

Ce tableau nous montre que les prêts des paysans avec les anciens systèmes occupent 95 %, les prêts avec les nouveaux systèmes n'occupent que 5 %. En d'autres termes, les prêts des paysans sont encore dans les mains des usuriers.

Quant aux garanties pour les prêts, les statistiques nous montrent que le crédit personnel sans garantie représente 19,8 %, le prêt en gage représente 33,9 %, le prêt hypothécaire représente 46,3 %. C'est contraire à la définition du crédit agricole. Le crédit agricole est parfois considéré comme synonyme de crédit personnel, et pour faire bien ressortir la différence, entre ce crédit et le crédit foncier, on dit aussi que ce dernier s'accorde en raison de ce qu'on possède et le crédit agricole en considération de ce qu'on est » (3). Si le prêt est basé sur une hypothèque, ce n'est pas le crédit agricole.

Quant au taux d'intérêt avec le nouveau système du prêt, les statistiques nous enseignent que le taux de 10 % à 20 % représente 9,4 %, de 20 % à 30 % il représente 36,2 %, le taux de 30 % à 40 % représente 30,2 %, le taux de 40 % à 50 % représente 12,9 %. Il est sans doute certain que le taux d'intérêt du nouveau système est beaucoup moins élevé que celui des usuriers. Mais si nous considérons la caractéristique du crédit agricole, et le taux d'intérêt dans le commerce, nous dirons que le taux des nouveaux systèmes n'est pas encore bien raisonnable.

Quant à la durée du prêt des nouveaux systèmes,

(3) E.-M. VLIEBERGH, *Eléments d'Economie rurale non technique*, p. 240.

les statistiques nous montrent que le prêt de six mois représente 12,6 %, le prêt d'un an 6,47 %, le prêt de deux ans 4,3 %, le prêt de trois ans 5 %, le prêt de plus de trois ans représente 11,3 %. Il est bien évident que les crédits à moyen terme et à long terme ne sont pas encore bien développés.

Pourquoi les agriculteurs ne demandent-ils pas leurs prêts aux institutions modernes? Pourquoi les nouveaux systèmes ne peuvent-ils pas s'accorder avec les principes du crédit agricole? A mon point de vue, il y a à ceci trois causes principales:

1°. Les institutions des nouveaux systèmes ont été organisées en présentant certaines imperfections;

2° Le manque de capitaux suffisants pour développer le crédit agricole;

3° Les institutions du nouveau système ne se sont développées que dans quelques communes de provinces. Elles n'ont pas encore pénétré dans tous les coins des villages.

Dans ce chapitre, nous allons étudier deux questions qui sont très importantes pour le développement des institutions du nouveau système.

SECTION II

Les imperfections des Sociétés Coopératives de Crédit de la Chine

En jetant un coup d'œil sur le système du crédit agricole de tous les pays civilisés du monde nous avons constaté que la société coopérative de crédit est l'ins-

trument le plus commode pour atteindre les deux buts suivants :

1° Distribuer les crédits aux agriculteurs.

a) Elle procure aux agriculteurs les moyens d'acheter, dans d'excellentes conditions, leurs matières premières, leurs cheptels, leur outillage et tous les instruments indispensables à leur exploitation ;

b) Elle incite les cultivateurs à améliorer leurs méthodes de culture ;

c) Elle écarte toute spéculation en faisant connaître la solvabilité au point de vue gage des sollicitants et en exerçant un contrôle régulier et constant sur l'emploi des crédits agricoles ;

d) Elle retient les économies locales et en fait bénéficier l'intelligence et le travail.

2° Influencer le développement des qualités intellectuelles et morales des agriculteurs.

a) Elle éveille l'esprit d'initiative et d'association qui fait si souvent défaut dans les campagnes ;

b) Elle inculque aux agriculteurs le sentiment de la solidarité et de la mutualité ;

c) Elle fait l'éducation économique des cultivateurs et leur donne la mesure de leur valeur personnelle par la saine appréciation de leurs qualités morales et de leurs capacités professionnelles ;

d) Elle travaille au rapprochement d'éléments autrefois divisés, resserre les liens de l'amour fraternel entre les membres d'une même localité, et, par conséquent, aide efficacement à la paix sociale (4).

(4) RAYNERI, *Le crédit agricole par l'association coopérative*, p. 29.

C'est pourquoi « le mouvement coopératif représente actuellement une force mondiale. Il n'existe pas de pays, considéré comme civilisé, où la coopération n'ait pris — selon les circonstances locales — un développement plus ou moins important » (5).

La Chine emploie aussi, comme tous les autres pays, la société coopérative de crédit comme instrument pour distribuer le crédit aux agriculteurs, en adoptant le système de Raiffeisen comme type. Pour constater ses imperfections, il est rationnel d'indiquer d'abord les principes essentiels de ce type.

Les caractéristiques du système Raiffeisen sont les suivantes :

- 1° Solidarité de tous les membres de l'association ;
- 2° Admission des sociétaires, soumise à des conditions morales, à une enquête, à un contrôle ;
- 3° Limitation territoriale de la coopérative ;
- 4° Prêts faits seulement aux sociétaires. Ils ne sont faits que pour produire, jamais pour dépenser. Pour ces prêts, ils doivent être établis à long terme, et non gratuitement ; on demande un intérêt, mais modique ;
- 5° Pas de capital, pas de souscription d'action, on n'exige qu'un droit d'entrée ;
- 6° La base financière de l'entreprise est consolidée au moyen du fonds de réserve formé des excédents réalisés par l'entreprise ;
- 7° La coopérative ne poursuit pas l'obtention de bénéfices. Tout excédent réalisé va aux fonds de réserve et aux œuvres sociales ;

(5) GROMASLAV MLADENATZ, *Histoire des doctrines coopératives*, p. 1.

8° La gratuité des fonctions. RAIFFESEN montre que cette disposition de la gratuité des fonctions dans la coopérative est justifiée par trois motifs : la sûreté de la coopérative, le développement de l'esprit de solidarité et des économies de frais généraux ;

9° Les coopératives de crédit font aussi des opérations économiques, l'approvisionnement et la vente des produits ;

10° La permission de l'exploitation est nécessaire ; il est tout naturel qu'on accorde une attention particulière aux petites économies. Economie et zèle sont les deux vertus fondamentales, indispensables au relèvement matériel du peuple ;

11° La centralisation est nécessaire, notamment sur le terrain de l'organisation financière. RAIFFESEN a préconisé la constitution d'une banque centrale qui puisse servir spécialement comme moyen de compensation des fonds disponibles des différentes coopératives affiliées ;

12° La constitution de la société est démocratique ;

13° Pour le taux d'intérêt, il faut distinguer selon que le prêt est fait avec le capital propre de la société, ou avec les capitaux empruntés au dehors. Pour ceux-ci, la société étant obligée de payer un intérêt aux capitalistes prêteurs, elle devra nécessairement demander un intérêt au moins équivalent — et même un peu supérieur — à ses sociétaires emprunteurs. Pour le capital social, elle pourrait le prêter gratuitement (6).

(6) Nous résumons les caractéristiques du système Raiffeisen d'après C. GIDE, *Associations coopératives agricoles*, ch. III, et G. MLADENATZ, *Histoire des doctrines coopératives*, ch. III.

Avec le but du crédit agricole et les principes du système Raiffesen, que nous venons d'indiquer, comme les mesures de critique, nous pourrions conclure tout de suite que les sociétés coopératives de crédit en Chine ont présenté quelques imperfections très graves :

1) *La durée du prêt est trop courte*

Elle est contre le principe de Raiffesen ainsi que contre la caractéristique du crédit agricole : « Les prêts agricoles sont faits à long terme, parce que les améliorations agricoles, qui sont le but de ce crédit, ne se réalisent qu'à la longue » (7). En effet, la plupart des prêts consentis sont faits pour une durée de six mois à un an (8). Comment les agriculteurs peuvent-ils en ce temps améliorer leurs terres ?

2) *Le taux d'intérêt est encore bien élevé*

« L'agriculture laissant d'ordinaire moins de profit que le commerce et l'industrie, il faut absolument qu'elle puisse obtenir du crédit à un taux modéré » (9). Mais la moitié de tous les prêts de la société coopérative de crédit en Chine se fait à 8 et 12 % (10). Bien qu'il soit moins élevé que celui payé aux usuriers, il est aussi élevé que dans le commerce et l'industrie. Cela n'est pas raisonnable.

(7) GIDE, *Associations coopératives agricoles*, p. 57.

(8) Voir p. 58.

(9) Em. VLIEBERGH, *Eléments d'Economie rurale non technique*, p. 257.

3) *La garantie exigée du prêt est très sévère*

Le crédit agricole est considéré comme synonyme de crédit personnel. « L'épine dorsale de la société est la solidarité qui suffisait, sans gage, sans hypothèque, sans capitaux même, pour permettre d'emprunter sur le marché des milliards » (9). Mais dans la Chine actuelle, le prêt sur hypothèque, fait par la société coopérative de la province de Kiang-Sou, par exemple, représente 55 % (10). C'est déshonorer ce beau mot de crédit.

4) *Le montant des prêts est trop peu élevé*

Nous avons dit dans le chapitre III que le montant des prêts faits par la société coopérative en Chine pour chaque sociétaire se monte en majorité à la somme de 20 yuans (11). Que peut-on faire avec une somme aussi petite? Pour acheter les instruments d'exploitation, pour améliorer les méthodes de culture, c'est bien peu!

5) *L'emploi de l'emprunt
n'est pas assez rigoureusement surveillé*

On peut abuser de toute bonne chose, et aussi du crédit. C'est pourquoi l'emprunt n'est permis et réglé par RAIFFENSEN, que pour produire, jamais pour dépenser. Mais la société en Chine n'a pas rigoureusement exécuté ce principe (12). C'est un danger!

(10) Voir p. 54.

(11) Voir p. 56.

(12) Voir p. 57.

6) *La valeur minimum
d'une part de la société est en dehors de la portée
de souscription des paysans pauvres*

« La coopérative, dans la conception de RAIFFEISEN, n'a pas de capital propre formé de parts sociales souscrites et versées par les associés, de sorte que tout habitant qui a besoin des services de l'entreprise commune et qui satisfait aux conditions de moralité imposées par la coopérative, peut y entrer » (13). Mais le Code de la coopération en Chine décide que la valeur minimum de chaque part est de deux yuans, et que chaque membre doit souscrire au moins une part. Deux yuans, c'est une grande somme pour les paysans pauvres ! Les véritables pauvres ne peuvent jamais entrer dans la société, parce que la qualité d'associé, d'après cette règle, est réservée seulement à ceux qui ont de l'argent en poche. C'est contre le principe de RAIFFEISEN ainsi que contre le but de la coopérative.

7) *L'estimation du crédit personnel est souvent fixée
d'après l'importance de la propriété de la personne*

Chaque société coopérative a un comité d'estimation du crédit qui a pour but d'examiner le degré de solvabilité. Ce comité estimant la solvabilité des membres prend souvent comme experts de la propriété ses propres membres. C'est-à-dire que la demande de prêt est accordée plus facilement pour les paysans riches

(13) Citation empruntée à l'ouvrage de MLADENATZ, p. 98.

que pour les paysans pauvres. Ce n'est pas juste du tout.

Suite de ces imperfections. — La société coopérative présente souvent deux phénomènes très peu raisonnables et assez inquiétants :

1° Les gens pauvres sont souvent dans une situation soit qui ne permet pas l'entrée dans la société, soit qui n'admet pas de faire le prêt, soit qui n'accorde celui-ci que pour une petite somme insuffisante pour améliorer leurs entreprises. Donc, ils ont encore besoin d'aller trouver les usuriers.

2° Les gens assez riches, ce sont les agriculteurs qui possèdent de la terre en assez grande quantité et qui ont de l'influence dans la campagne ; ceux-là profitent de l'argent de la société au lieu d'entreprendre l'amélioration de l'agriculture : ils reprêtent aux gens pauvres et gagnent sur la différence de taux de l'intérêt.

Le bourgmestre de la commune de Chen-Kiang a dit à un journaliste : « Le Comité international de secours aux victimes de la famine a fait cette année trente mille yuans d'avances aux agriculteurs de ma commune, mais la société étant occupée par des gens peu scrupuleux, les agriculteurs véritables ne profitent pas de ces avantages, ils tombent dans la misère » (14).

Voici un autre rapport :

« Il y a des agriculteurs peu scrupuleux, mais très forts au point de vue de la situation financière et

(14) CHEN-GA-YA, *Voyage dans quatre provinces.*

sociale, qui empruntent de l'argent au nom de la société coopérative à des banques paysannes, mais ils emploient ces sommes empruntées à prêter aux agriculteurs pauvres sous des conditions très peu raisonnables. Donc, la société coopérative, dans ce cas, deviendrait comme un nouvel instrument des usuriers » (15).

Comme RAIFFEISEN l'a dit : « Ce crédit n'aurait donc pas d'utilité, mais bien des inconvénients, et il pousserait de cette manière les gens dans les bras des usuriers ».

A côté des imperfections que nous venons d'indiquer, il y a encore quelques questions à voir, à l'égard de l'organisation de la société coopérative. A savoir :

1° *Le manque d'administrateurs capables dans la campagne en ce moment où l'instruction n'est pas encore universelle.* — Ceci empêche beaucoup le développement et le progrès des coopératives de crédit.

2° *Le manque de capitaux de la société elle-même.* — La société n'a pas beaucoup de dépôts d'épargne parce que les membres sont très pauvres; elle n'a pas non plus de réserve légale parce que l'histoire de la société date de très peu de temps; le nombre des membres n'est pas grand, les parts sont peu importantes. Par conséquent, la société elle-même n'a presque pas de capitaux propres; elle ne peut que, soit demander des secours aux banques paysannes, mais

(15) TU AI-SEN, *Le crédit agricole en Tcheng-Kiang*. Shun-Pao yuch kan (issued monthly), vol. IV, n° 9.

celles-ci n'ont pas beaucoup de capitaux non plus, soit demander des prêts aux banques commerciales, mais celles-ci ont beaucoup d'inconvénients. Nous allons les expliquer tout de suite. Donc, à cause du manque de capitaux, la société ne peut pas développer ses affaires et les membres sont dans l'impossibilité de bénéficier autant qu'ils le voudraient des avantages des prêts.

3° *Le manque de membres.* — Le caractère des cultivateurs chinois est presque le même que celui des cultivateurs français. « Nos cultivateurs sont, en effet, traditionalistes, ils travaillent comme ils ont vu travailler. Bon nombre d'agriculteurs ne voient pas d'un très bon œil de nouvelles institutions qu'ils ne connaissent guère et dont ils se méfient » (16). En Chine, plus encore qu'ailleurs, les cultivateurs ont été exploités depuis longtemps par la « politique pourrie » ; ils sont méfiants envers tous, ils sont moins disciplinés et par suite plus rebelles aux associations. Donc, le nombre des membres de la société est restreint, parce que beaucoup de cultivateurs ne veulent pas faire partie d'une société coopérative de crédit.

Naturellement, la société ne peut pas bien se développer dans ce cas.

4° *Le manque d'union régionale.* — L'union régionale occupe une place très importante dans le développement des coopératives. Elle a pour but d'amener des relations plus étroites entre les sociétés, d'organi-

(16) Jean AUVRAY, *La loi du 5 août 1920 sur le crédit agricole.*

ser les nouvelles sociétés dans la région afin d'universaliser le mouvement coopératif, d'évaluer le crédit maximum des sociétés et de garantir leurs dettes, d'inspecter les affaires des sociétés et leur donner des conseils, de servir d'intermédiaire entre le Comité central et les sociétés. En conséquence, ses fonctions importantes sont : 1) La propagande du mouvement coopératif ; 2) L'inspection des affaires des sociétés pour leur donner des conseils sur la direction, la vérification de leurs comptes et amener la conciliation dans les discussions qui pourraient s'élever ; 3) L'évaluation du crédit maximum des sociétés ; 4) Le service de la garantie, mais, en Chine, l'union régionale n'est pas encore très développée. Cela va sans dire que son absence est un obstacle à la formation des sociétés coopératives de crédit.

Toutes ces imperfections que nous venons de passer en revue, sont autant d'entraves à la formation des sociétés coopératives. Il faudrait écarter ces obstacles, suivre la bonne voie, ce que nous allons étudier dans le chapitre suivant en présentant les amendements souhaitables.

SECTION III

La question de la banque commerciale qui fait des avances aux agriculteurs

« L'expérience a appris que ces établissements (les banques ordinaires) ont porté peu de fruits au point de vue du crédit agricole. »

(Em. VLIEBERGH.)

Beaucoup d'économistes croient, suivant le mot célèbre de DUPIN, « il n'y a pas de crédit agricole, il n'y a que le crédit ». Comme M. COLSON, dans son magistral cours d'économie politique (livre IV^e), que des institutions de crédit agricole ne sont pas nécessaires, il s'exprime ainsi :

« Sans doute il serait très désirable que le petit cultivateur put donner quelques élasticités à son fond de roulement en se créant sans charges excessives un petit découvert entre le moment où il a besoin d'acheter ses semences et des engrais, une vache, etc... et la vente de la récolte ; on ne saurait trop louer les hommes qui cherchent à fonder des institutions de crédit mutuel propres à lui en faciliter les moyens. Mais, à défaut d'institutions spéciales, les procédés auxquels recourt le commerce et que nous allons exposer, lui sont dès à présent ouverts. Il suffirait de légères modifications dans les lois pour lui en rendre la pratique facile... » (17).

(17) Citation empruntée à l'ouvrage de M. COLSON,

M. COLSON renvoie l'agriculteur, pour ses besoins de crédit, aux banques ordinaires. Mais d'autres économistes sont opposés à ce procédé. Par exemple, M. Em. VLIEBERGH a exprimé son idée d'une façon précise :

« Les banques industrielles et commerciales proprement dites ne connaissent guère la situation de l'agriculture, ni des cultivateurs, dont les besoins sont tout autres que ceux des industriels et des commerçants » (18).

M. Jean AUVRAY a examiné les différentes institutions bancaires ; il en a conclu que les agriculteurs ne trouveront que bien difficilement du crédit dans les banques ordinaires : « Ce ne peut être la banque d'émission qui prête aux agriculteurs puisqu'elle doit surveiller jalousement son encaisse métallique et avoir un portefeuille qui se renouvelle constamment ».

« La banque de dépôts, pas plus que la banque de France, ne peuvent faire d'avances aux agriculteurs ; l'argent qu'elles ont dans leur caisse leur vient de déposants qui, à chaque instant, peuvent venir réclamer leur avoir. Il leur faut donc, pour remplir leur but, posséder un portefeuille à brève échéance essentiellement monnayable, faire des opérations de rapport à quelques semaines, ou des avances sur gages facilement réalisables, comme les avances sur titres. En un mot les opérations de longue durée leur sont interdites » (19). Puis, il a exposé encore les difficultés de la banque ordinaire :

(18) Em. VLIEBERGH, *Economie rurale non technique*, p. 259.

(19) Jean AUVRAY, *La loi du 5 août 1920 sur le crédit agricole*, p. 12.

« Si l'on se place sur le terrain pratique, l'on aperçoit qu'il est bien difficile pour un directeur de succursale d'une grande banque d'accorder du crédit à des cultivateurs. Ce directeur a, en effet, sa clientèle de commerçants avec laquelle il travaille et qu'il a cataloguée suivant leurs qualités, mais quant aux cultivateurs qui sont éparpillés dans tout le département et qui n'ont besoin de crédit que par intermittence, il ne les connaît pas. Voudrait-il travailler avec eux, les frais d'enquête mangeraient une grande partie des bénéfices que l'opération pourrait fournir. Enfin, il faudrait recourir aux longues et coûteuses opérations de procédure civile pour poursuivre un débiteur récalcitrant » (20).

Après avoir lu d'excellentes observations de M. Jean AUVRAY, nous nous permettons d'exposer trois questions pour les étudier minutieusement :

1° Pourquoi les banques commerciales font-elles des avances aux agriculteurs dans le moment actuel en Chine?

2° Y a-t-il avantage pour les agriculteurs?

3° Les banques commerciales peuvent-elles résoudre la question du crédit agricole?

Nous avons expliqué que la banque commerciale, d'après son principe, ne peut pas, aussi ne doit pas faire des avances aux agriculteurs. Mais, en effet, la plupart des banques commerciales au moment actuel en Chine, font des prêts dans le domaine rural.

A mon point de vue, ce phénomène peut être expliqué parce que des capitaux ont été concentrés de la

(20) Jean AUVRAY, *La loi du 5 août 1920 sur le crédit agricole*, p. 15.

campagne à la ville, depuis quelques années. Donc, les banques commerciales ayant en caisse trop de capitaux, n'ont pas le moyen de les employer, par suite de la crise. Cette circonstance les oblige à faire des avances aux agriculteurs pour faire fructifier des sommes d'argent trop abondantes.

Voici quelques statistiques parmi les plus importantes et les plus précises.

Changhaï est une ville centrale au point de vue de la finance et de l'économie de toute la Chine. En 1928, les capitaux réserves sont d'environ 140.000.000 de yuans. En 1933, ils augmentent du triple, c'est-à-dire que dans cette dernière année il y a 450.000.000 de yuans en caisse dans les banques de Changhaï (21).

Les dépôts de trente-sept banques commerciales de Changhaï, en 1928, étaient de 1.081.106.000 de yuans, mais en 1932, ceux-ci ont augmenté de 1.870.104.000 de yuans (22). D'où viennent tous ces dépôts?

La circulation des capitaux en Chine a un cours toujours identique dans l'année normale. C'est aux mois d'avril, mai, juin et aux mois de septembre, novembre et décembre que les capitaux s'écoulent des villes à la campagne, parce que les agriculteurs gagnent de l'argent après avoir vendu leurs produits. Durant les six mois qui restent, les capitaux s'écoulent de la campagne à la ville, parce que c'est la période où les agriculteurs achètent les marchandises qui leur sont nécessaires, aux marchés des villes. Suivant cette

(21) D'après l'estimation d'un journal financier.

(22) D'après l'*Annuaire des Banques*, 1937.

formule, les capitaux sont distribués réuilièrement entre les villes et les campagnes.

Mais depuis quelques années la formule n'est plus appliquée. Les capitaux sont toujours restés dans les villes, ils ne retournent plus à la campagne, pour les causes suivantes :

1° Les propriétaires riches emploient leur argent, au lieu d'intervenir à la campagne, soit à acheter des bons d'Etat, soit à les déposer dans les banques commerciales des grandes villes ; d'une part, parce que la chute du prix des produits agricoles donne peu de profit, et d'autre part, parce que, à cause du manque de sûreté dans la campagne depuis quelques années, les propriétaires résident toujours en ville.

2° Les revenus des agriculteurs diminuent plus que jamais, soit à cause de la baisse du prix de vente qui ne peut pas rembourser le prix de revient des denrées, soit parce que la quantité des produits diminue pendant les années de disette ; mais la consommation des agriculteurs ne peut pas descendre au-dessous d'un certain minimum et ils ont encore besoin de dépenser auprès des marchands de la ville. Dans ce cas, les capitaux de la campagne s'exportent plus qu'ils ne s'importent.

Ces deux causes influencent la concentration des capitaux dans les banques commerciales des grandes villes.

Mais comment les banques commerciales emploient-elles ces capitaux ? Par suite de la crise, le commerce marche très mal. Tous les mois il y a des usines ou des magasins qui se déclarent en faillite. Le montant des

prêts au commerce faits par la banque est beaucoup moins important que les dépôts qu'elle reçoit (23). C'est pourquoi il y a des banques commerciales qui font des spéculations ou bien achètent des bons d'Etat pour faire fructifier leurs capitaux. Mais ces opérations ne sont pas de toute sécurité. Par exemple, la Banque de Chine (banque commerciale) a perdu 4.600.000 yuans pour avoir spéculé sur des valeurs mobilières en 1927; la Banque de Communication a perdu 3.280.000 yuans, et la Banque Ta-Tan est tombée en faillite pour cette même cause. Donc, les banquiers intelligents commencent à proposer des avances aux agriculteurs pour les raisons ci-après :

Premièrement: pour ouvrir une nouvelle voie de profit à leurs capitaux.

Deuxièmement: pour augmenter le pouvoir d'achat des agriculteurs, c'est indirectement encourager la prospérité du commerce.

Pour la deuxième question, nous devons savoir s'il y a des avantages pour les agriculteurs à ce que les banques commerciales consentent des avances dans le domaine rural.

Nous répondons absolument « non ».

Premièrement: le but des banques commerciales est d'avoir des profits. La sûreté des capitaux est un principe des plus importants. Donc, toutes les banques

(23) D'après la statistique, en 1927 les dépôts des banques commerciales augmentent de 7 % sur l'année précédente, mais les prêts faits n'augmentent que de 5,6 % (*Journal économique*).

de ce genre aiment mieux faire des prêts à la campagne où la situation économique n'est pas très mauvaise, surtout si elles font des avances aux agriculteurs qui sont assez riches. Par conséquent, les endroits où les agriculteurs sont les plus riches obtiennent plus facilement les avances faites par les banques commerciales. Mais ce sont les localités où les agriculteurs sont pauvres qui ont le plus besoin de crédit, par contre, aucune banque commerciale ne veut leur faire des avances. Quelle situation contradictoire!

Nous allons montrer un exemple: Les coopératives de crédit sont bien développées dans les provinces suivantes: Kiang-Sou, Tcheng-Kiang, Chantoung, Ngan-Houei, Ho-Pé et Kiang-Si.

Dans la province de Kiang-Sou, il y a 1.897 sociétés de crédit qui sont ainsi réparties: Tan-Young, 159; Kan-Zin, 143; Cho-Shen, 125; Chin-Kiang, 80; Yiang-Nin, 80; Lou-Kao, 80; Sou-Kiang, 80. Dans la province de Tcheng-Kiang, il y a 670 sociétés coopératives de crédit ainsi réparties: 90 à Kan-Sin, 88 à Chun-Te, 76 à Hen-Shen, 62 à Te-Chin (24). Ces provinces et ces communes indiquées (excepté les provinces de Kiang-Si et de Ngan-Honeï qui sont dans un cas exceptionnel) sont dans une situation assez tranquille au point de vue social et assez aisée au point de vue économique.

Deuxièmement: question de la durée du prêt.

Une des caractéristiques du crédit agricole est la

(24) *La campagne de Chine*, revue mensuelle, vol. I, n° 2, p. 6.

durée du prêt plus longue que dans le commerce et dans l'industrie.

M. Louis DURAND a dit dans son ouvrage :

« Certains amateurs et parmi eux M. M. SCHULZE-DELITZSCH, considèrent qu'il n'y a pas de différence entre le crédit agricole et le crédit commercial. C'est une erreur que nous devons combattre.

« Il est incontestable qu'un crédit aussi court serait le plus souvent absolument inutile aux agriculteurs...

« ...L'agriculteur qui a emprunté pour payer ses semences ne pourra évidemment rembourser le prêteur que lorsqu'il aura recueilli les fruits de son opération, c'est-à-dire après sa récolte; il en est de même du prix des engrais.

« Si l'agriculteur a emprunté pour le capital fixe, les délais qui lui sont nécessaires sont encore bien longs.

« ...Il faut donc que l'échéance du prêt soit calculée d'après l'emploi auquel sera affecté le capital emprunté, comme le dit fort bien M. Léone WOLLEMBERG : « pour correspondre vraiment aux besoins de ceux qui y recourent, le crédit doit se conformer à la durée nécessaire à la reproduction du capital dans leur industrie. Or, la circulation de l'argent employé dans l'agriculture est beaucoup trop lente pour que les termes ordinaires du crédit personnel soient suffisants ».

« KNIES fait la même observation; il a dit : « Pour être utile au paysan, le crédit exige une telle extension, le débiteur est-il obligé plus tôt au remboursement? Il devra, pour le faire, recourir à un nouvel

emprunt, quand et comme il lui sera possible, et généralement à de plus dures conditions ».

« Le temps nécessaire pour cela varie naturellement suivant l'opération; s'agit-il d'achats d'engrais, de semences ou d'autres dépenses analogues à la charge du capital circulant, il suffira de fixer l'échéance après la récolte; c'est donc un terme de quelques mois, tout au plus d'une année. S'agit-il, au contraire, d'outillage, de cheptel mort ou vif, de dépenses à la charge du capital fixe, le terme doit être beaucoup plus long, car ce capital fixe ne se réalise pas en argent, et l'on ne peut compter, pour le remboursement, que sur le bénéfice qu'il procure » (25).

D'après la règle que nous ont montrée beaucoup d'autorités du crédit agricole, nous pouvons conclure tout de suite que les avances faites par les banques commerciales ne procurent guère d'avantages aux agriculteurs. La durée maximum du prêt n'est pas de plus d'un an, et nous avons expliqué dans le chapitre III qu'il est impossible pour les agriculteurs d'acheter de l'outillage, du cheptel mort ou vif, de dépenser pour les améliorations foncières.

Troisièmement: la question du taux d'intérêt.

Comme M. Louis DURAND a dit: « Il est un point sur lequel tout le monde est d'accord; il faut à l'agriculture un taux aussi minime que possible » (26).

La raison en est bien simple. Le profit en agricul-

(25) Citation empruntée à l'ouvrage de M. Louis DURAND, *Le crédit agricole en France et à l'étranger*, p. 92 et 97.

(26) L. DURAND, *Le crédit agricole en France et à l'étranger*, p. 102.

ture est moins élevé que celui du commerce et de l'industrie. Le taux d'intérêt pour le crédit agricole ne doit pas être le même que celui pour le commerce. Il faut à l'agriculture un taux de faveur. Comment peut faire la banque commerciale?

Dans la Chine actuelle, le taux d'intérêt demandé par la banque commerciale pour l'agriculteur est toujours plus élevé que pour le commerce, parce que, d'une part, le remboursement du prêt agricole n'est pas aussi rapide que dans le commerce; d'autre part, parce que les sommes demandées sont très petites, les frais pour faire l'enquête ou pour faire conserver les produits en gage sont coûteux. Donc le taux d'intérêt demandé pour l'agriculteur est généralement de 11 % à 13 % (17). C'est avantageux pour la banque commerciale elle-même, mais cela ne laisse aucun bénéfice pour l'agriculteur. Comment peut-on employer dans l'agriculture des capitaux qu'on paie plus cher qu'ils ne rapportent?

Quatrièmement : la question des garanties.

Pour défendre la sûreté de leur capitaux, les banques commerciales exigent toujours des garanties pour les prêts, soit sur la propriété foncière, soit sur les produits agricoles. C'est non seulement contre le principe du crédit agricole, mais aussi c'est exploiter la liberté des agriculteurs qui ne peuvent plus vendre leurs produits ce qu'ils veulent (28).

(27) Voir chapitre IV.

(28) C.-F. Strickland, un coopérateur anglais, critique avec la même idée cette question, au cours d'un voyage en Chine.

De tout ceci, nous concluons que les avances faites par les banques commerciales n'ont pas beaucoup d'avantages pour les agriculteurs :

1° Parce qu'elles ne cherchent qu'à réaliser des profits, ainsi elles ne peuvent pas tirer de la difficulté véritable les paysans pauvres ;

2° La durée de leurs prêts est très courte ;

3° Le taux d'intérêt qu'elles demandent est très élevé pour les agriculteurs ;

4° La demande de garantie d'un gage mobilier et immobilier est contraire au principe du crédit agricole.

CHAPITRE V

LES AMENDEMENTS PROPOSÉS AU CRÉDIT AGRICOLE EN CHINE

« Je reconnais d'avance qu'il m'a été impossible de donner la solution des graves problèmes qui se rapportent au crédit agricole, ...et je serai satisfait si, pour prix de mes fatigues, on veut bien reconnaître que j'ai cherché la vérité de bonne foi... »

(Louis DURAND.)

SECTION I

L'intervention de l'Etat est nécessaire et indispensable dans le crédit agricole

Pourquoi l'Etat doit-il intervenir dans le crédit agricole?

Pour répondre à cette question, il faut comprendre d'abord les caractères spéciaux du crédit agricole qui diffèrent de ceux du commerce et de l'industrie. Nous allons essayer de les énumérer de la manière suivante:

1° Le facteur de la nature prédomine dans la production agricole. Le danger des mauvaises saisons est difficile à prévoir. A ce point de vue, le crédit agricole n'est pas si sûr que celui du commerce et de l'industrie.

2° Les profits provenant de l'agriculture ne sont pas aussi considérables que ceux du commerce et de l'industrie. Donc, le taux d'intérêt pour les capitaux agricoles doit être nécessairement aussi bas que possible.

3° La durée de reconstitution des fonds agricoles est plus longue que celles des fonds de commerce et d'industrie, donc, la durée du prêt ne peut pas être la même dans les deux cas.

4° Les agriculteurs, surtout les fermiers, n'ont pas grand'chose à offrir comme garantie.

5° Les diverses sommes demandées sont petites et nombreuses.

6° Les demandes d'emprunts varient selon les saisons. Le besoin de crédit est très variable entre la saison de production et la morte saison ; mais le crédit commercial est toujours le même.

7° Les agriculteurs sont souvent dans une situation fâcheuse quand ils se trouvent sur le marché financier, à cause de leur ignorance de la question.

Par suite de ces caractères spéciaux, le crédit agricole ne peut se faire vraiment dans des conditions favorables que par l'Etat.

Comme dit M. JOUZIER : « Quelle que soit la forme sous laquelle il se présente, le crédit obéit sensiblement aux mêmes lois. Il y a pour les capitaux, comme pour toutes choses, un marché unique, sur lequel tous les entrepreneurs et toutes les industries se rencontrent et sur lequel trouve à emprunter celui qui peut assurer au capital une rémunération suffisante » (1).

(1) GOUZIER, *Economie rurale*, p. 469.

C'est pourquoi M. BOYAZOGLU a dit : « Dans le marché financier, la loi de l'offre et de la demande joue un grand rôle. Celui qui paie le taux d'intérêt le plus haut et peut offrir la garantie la plus sûre, emprunte des capitaux plus facilement. Dans ce cas, les agriculteurs ne peuvent que, soit supporter le taux élevé d'intérêt, et les conditions irraisonnables, soit abandonner leur intention d'emprunter » (2).

Alors, où les agriculteurs trouveront-ils le crédit dans des conditions acceptables ?

L'Etat s'est dit : « Il faut que je m'en mêle, sans cela on n'arrivera à rien » (3).

C'est une vérité indiscutable !

Voilà pourquoi dans les différents pays, l'Etat vient toujours intervenir directement ou indirectement sur le développement du crédit agricole. Nous essaierons d'énumérer les diverses formes d'intervention qui existent dans le monde.

I. — ETABLISSEMENT DE L'ORGANE PUBLIC

A côté des organes privés du crédit agricole, les gouvernements ont souvent établi des organes publics pour fournir les capitaux nécessaires. Par exemple, en 1895, le Reichstag a voté une loi créant une « Banque Centrale du Crédit Agricole » (4). En Pologne, la « Banque Agricole d'Etat » et la « Banque d'Economie Nationale » ont été instituées par

(2) Alexan J. der BOYAZOGLU, *Agricultural crédit*, p. 227.

(3) GIDE, *Association agricole du crédit*, p. 74.

(4) Marcel MOLLE, *Les sociétés de crédit agricole et leurs opérations*, p. 56.

l'Etat; la première a été établie par la loi du 5 février 1919; elle est destinée à aider financièrement les petites et moyennes exploitations; la deuxième a été créée par la loi de 1924 et est destinée à aider financièrement les grands propriétaires, les communautés autonomes et économiques (5). La « Banque Agricole de Bulgarie » est aussi une institution nationale, créée par la loi de 1903 et destinée à aider l'agriculture bulgare (avec une tendance à la rationalisation), ainsi qu'à satisfaire les besoins quotidiens qui se manifestent chaque année au premier plan de l'activité rurale (6).

Surtout en France, l'intervention de l'Etat a contribué avec grand succès au développement du crédit agricole; ainsi ce pays nous donne un bon exemple pour soutenir notre thèse. Au sujet de l'établissement de l'organe public, la loi la plus importante est celle du 5 août 1920. D'après cette loi, une nouvelle institution de crédit agricole a été créée: l'« Office National de Crédit Agricole ». Il est le dernier échelon dans l'édifice administratif du crédit agricole. Il a une personnalité juridique et l'autonomie financière. Son rôle est prévu par l'article 35 de la loi et il consiste:

- 1° A gérer la dotation du crédit agricole;
- 2° A gérer les dépôts de fonds reçus par les caisses régionales et qui lui sont confiées;
- 3° A émettre des bons par l'intermédiaire des caisses régionales;

(5) YORDANOVITCH, *L'organisation du crédit agricole*, p. 162.

(6) YORDANOVITCH, *L'organisation du crédit agricole*, p. 221.

4° A gérer les crédits votés en application de la loi du 4 avril 1918 relative à la mise en culture des terres abandonnées, etc... Par la loi du 5 août 1926, le nom est modifié, on dit: « Caisse Nationale de Crédit Agricole », mais les fonctions sont toujours les mêmes (7).

Les exemples indiqués nous montrent que dans les pays où le crédit agricole est bien développé, on a toujours établi des organes publics.

2° LES GOUVERNEMENTS FOURNISSENT LES CAPITAUX

Nous avons dit plusieurs fois que le capital est une question des plus difficiles à résoudre pour le crédit agricole. Rien ne vaut le capital du crédit agricole fourni par l'Etat. Nous pouvons donner quelques exemples ci-dessous.

La France est un bon exemple. En 1897, à l'occasion du renouvellement à la Banque de France de son privilège du droit d'émettre des billets, l'Etat a demandé à cette dernière une nouvelle avance de 40 millions qui devait lui être consentie gratuitement, en plus des avances précédentes, conservées par lui; une redevance annuelle, calculée sur le chiffre des opérations de la banque et dont le montant ne pourrait être inférieur à 2 millions, devait être également versée à l'Etat. Ces fonds étaient réservés à l'organisation du Crédit agricole (8).

(7) Jean AUVRAY, *La loi du 5 août 1920 sur le crédit agricole*.

(8) Marcel MOLLE, *Les sociétés de crédit agricole et leurs opérations*, p. 88.

On peut donc dire qu'en somme le crédit rural est installé en France et que, à la différence des autres pays, il a été créé par l'Etat. L'expérience étatiste a réussi (9).

Un autre exemple est aussi très frappant :

M. le Ministre de l'Agriculture, dans son rapport présenté au Président de la République sur l'exercice du crédit agricole en France, a dit : « Le Parlement a mis à la disposition de la Caisse Nationale de Crédit agricole, par la loi du 15 juillet 1929, une avance de cinquante millions de francs destinés à faciliter l'attribution de prêts à moyen terme ; les ressources de la dotation du crédit agricole ayant été reconnues insuffisantes pour donner satisfaction aux demandes justifiées d'avance à moyen terme des caisses régionales, le Parlement a mis, d'autre part, à la disposition de la Caisse Nationale de Crédit Agricole, par la loi du 4 août 1929, une somme de deux cent cinquante long terme, les ressources de la dotation ayant été également reconnues insuffisantes pour donner satisfaction aux demandes de prêts à long terme » (10).

Ceci nous montre combien le gouvernement et le parlement français prêtent attention à la question du crédit agricole.

Comme en Allemagne, « une faveur plus grande en 1895 est accordée par le Reichstag, grâce au vote de la loi créant une Banque Centrale du Crédit Agricole, au capital de 5 millions, puis de 25 millions de marks, capital en grande partie fourni par l'Etat.

(9) GIDE, *Les associations coopératives agricoles*, p. 79.

(10) YORDANOVITCH, *L'organisation du crédit agricole*, p. 153.

Son but était de faciliter les opérations des banques régionales et locales » (11).

La France et l'Allemagne sont des pays renommés dans le monde pour leur succès du crédit agricole. Ils nous ont donné un bon moyen pour obtenir des capitaux destinés à développer ce crédit.

3° LES PRIVILÈGES ACCORDÉS PAR L'ÉTAT

Les gouvernements accordent souvent des privilèges au crédit agricole pour l'aider à se développer. Nous pouvons en prendre deux exemples.

En France: « Pour stimuler la création des sociétés coopératives de crédit, le Parlement a voulu leur accorder quelques privilèges. C'est ainsi que ces sociétés ne paient pas de patente et qu'elles sont exonérées de l'impôt sur les valeurs mobilières. Une autre formalité leur a été accordée quant à leurs actes de publicité. Alors que la loi de 1867, sur les sociétés commerciales, exigeait le dépôt des statuts au greffe du Tribunal de commerce et à celui de la justice de paix, la loi du 5 novembre 1894 exige seulement que le dépôt de ces statuts soit fait en double exemplaire au greffe de la justice de paix » (12).

En Yougoslavie: « La Banque a le droit d'émettre des actions hypothécaires à base de prêts hypothécaires consentis. Ces obligations sont garanties par l'Etat qui garantit également les dépôts d'épargne confiés à la banque. Les actions et les obligations de

(11) M. MOLLE, *Les sociétés de crédit agricole et leurs opérations*, p. 56.

(12) Jean AUVRAY, *La loi du 5 août 1920 sur le crédit agricole*, p. 29.

la banque sont considérées comme des papiers de valeurs d'Etat et sont exonérées ainsi que les coupons du paiement de tout impôt et taxe. La Banque Nationale et toutes les institutions financières publiques les recevront en lombard et elles seront acceptées à toutes les caisses publiques comme cautionnement, d'après leur entière valeur nominale. La banque jouit de grands privilèges au point de vue de la procédure d'actions envers ses débiteurs. Elle est exonérée du paiement des droits des dépôts d'Etat et des communes, des taxes et sur-impôts, aussi bien sur ses revenus que sur ses biens » (13).

Nous ne voyons pas la nécessité de prendre beaucoup d'exemples, il est suffisant de montrer que des privilèges sont toujours accordés par l'Etat, au crédit agricole, soit pour augmenter ses capitaux par le moyen de l'émission de bons, par exemple, soit pour l'encourager par le moyen de l'exonération d'impôts, etc... Ils méritent, sans hésitation, d'être imités pour développer le crédit agricole dans un pays.

4° DIRECTION ET SURVEILLANCE PAR LE GOUVERNEMENT

L'intervention de l'Etat a pour but de défendre les intérêts généraux d'un pays. Cela va sans dire que l'agriculture occupe une place très importante dans n'importe quelle nation, et que le rôle de l'organisation du crédit agricole ne se borne pas uniquement à libérer les cultivateurs des dettes envers les usuriers,

(13) B. YORDANOVITCH, *L'organisation du crédit agricole*, p. 205.

mais aussi à développer par de puissants moyens la production et le perfectionnement de l'outillage national. Donc le gouvernement est toujours en droit d'avoir sur le crédit agricole un contrôle très sévère. Comme dans la Banque Agricole d'Etat en Pologne, la direction est confiée aux personnes jouissant d'une autorité gouvernementale. Et dans la Banque Agricole de Bulgarie, le personnel de la direction est nommé par décret royal. Dans la Caisse Nationale de crédit agricole en France, les personnalités à la tête de la direction sont choisies parmi des sénateurs, des députés et des représentants des caisses régionales de crédit. En Bulgarie, le budget de la banque est établi par le conseil d'administration et approuvé par le ministre de l'Agriculture et des domaines. Ce dernier surveille et vérifie tous les actes de l'administration centrale de la banque et veille à la stricte observation de la loi et des statuts par l'intermédiaire de deux délégués, dont l'un est conseiller de la Haute Cour des comptes, et l'autre fonctionnaire au Ministère de l'agriculture et des domaines (14). C'est un bon exemple à imiter.

L'intervention de l'Etat pour le crédit agricole est surtout nécessaire dans le domaine rural de la Chine, parce que :

Premièrement, la plupart des paysans ne sont pas instruits, ne possédant même pas l'éducation primaire. Leur ignorance ne leur permet pas de sortir de leurs difficultés financières par leurs propres moyens.

(14) B. YORDANOVITCH, *L'organisation du crédit agricole*, p. 223.

Deuxièmement, ils sont très pauvres. Leur vie est déjà réduite au minimum nécessaire. Si l'Etat ne leur distribuait pas un peu ses faveurs, ils resteraient toujours dans une misérable condition.

Pour développer le crédit agricole dans les campagnes chinoises, l'intervention de l'Etat est indispensable. C'est ma plus intime conviction.

SECTION II

Les propositions sur l'organe central du crédit agricole

I. — NÉCESSITÉ D'UN ORGANE CENTRAL

Presque tous les pays où le crédit agricole a de bons résultats, possèdent un organe central; nous remarquons des exemples comme :

En France: D'abord, par la loi de 1920, l'« Office National de Crédit Agricole » a été établi; puis, par la loi de 1926, on change son nom en celui de « Caisse Nationale de crédit agricole » (15).

En Allemagne: Par la loi de 1895, on a créé la « Banque Centrale du Crédit Agricole » (16).

En Italie: « Istituto Nazionale di Credito per la Cooperazione » a été créé en 1913, puis cet organe a été transformé en « Banca Nazionale del Lavoro e della Cooperazione ». En 1929, le nom a été changé de nouveau, c'est la « Banca Nazionale del Lavoro » (17).

(15) Jean AUVRAY, *La loi du 5 août 1920 sur le crédit agricole.*

(16) L. DURAND, *Le crédit agricole en France et à l'étranger.*

(17) WONG, *Les systèmes du crédit agricole.*

Aux Etats-Unis: En 1933 (27 mars), le président ROOSEVELT a créé un organe central, nommé « Farm Credit Administration » pour contrôler toutes les institutions du crédit agricole (18).

En Pologne, par la loi de février 1919, la « Banque Agricole d'Etat » a été instituée (19).

En Roumanie: Par la loi du 12 mars 1929, la « Banque Centrale coopérative » fut inaugurée (20).

En Yougoslavie: C'est la « Banque Agricole privilégiée » qui est instituée en 1929 (21).

En Bulgarie, ce fut la loi de 1903 qui fonda la « Banque Agricole de Bulgarie » (22).

La création de l'organe central du crédit agricole est très importante pour son développement, parce qu'il est indispensable pour les diverses caisses d'avoir un lien entre elles, et de se venir mutuellement en aide en se fournissant des fonds à un taux modique. Grâce à cette mesure, les sociétés coopératives de crédit allemandes, qui étaient au nombre de 8.069 en 1896, s'élevèrent à 10.580 en 1899. Comme le dit M. Ch. RAYNERI dans son *Manuel des Caisses régionales de crédit agricole mutuel*, « cette institution a été la conséquence d'une œuvre arrivée à un haut degré de puissance, elle constitue un achèvement et non un point de départ » (23). C'est nous donner un bon exemple.

(18) *Les Affaires économiques*, journal chinois.

(19) Joseph VIRION, *Le crédit agricole en Pologne*.

(20) R. POLIN et J.-G. CHARON, *Les coopératives rurales de l'Est*.

(21) R. VORKAPITCH, *Le crédit agricole en Yougoslavie*.

(22) B. YORDANOVITCH, *L'organisation du crédit agricole*.

(23) Jean AUVRAY, *La loi du 5 août 1920 sur le crédit agricole*,
p. 110.

En Chine, le nombre des sociétés a déjà augmenté depuis quelques années, mais, à cause du défaut d'organe central du crédit agricole pour les aider par ses capitaux, pour les diriger dans leur fonctionnement, leurs résultats ne nous donnent pas encore entière satisfaction.

Nous avons bien expliqué que les banques commerciales ne peuvent pas faire des avances aux sociétés coopératives dans des conditions favorables; nous avons vu aussi que les banques des paysans existantes sont établies sur un territoire limité, faute de capitaux suffisants pour aider les sociétés coopératives de crédit. Dans ces deux cas, si nous espérons que les sociétés coopératives arriveraient à un bon fonctionnement, que les difficultés financières des paysans auraient été résolues, nous ne voyons pas d'autre moyen que d'établir un organe central avec des capitaux abondants.

II. — UN ORGANE CENTRAL DU CRÉDIT AGRICOLE EN FORMATION

M. le Ministre d'Industrie WOU TIN-CHAN a proposé, le 13 avril 1936, dans le banquet des banquiers à Changhaï, d'organiser un Office central, nommé « Lon-Pen-Chao » et a demandé des secours financiers aux banquiers du commerce (24).

Le 25 juin de cette année, le statut est publié au nom du ministre d'Industrie avec 19 articles, parmi lesquels les plus importants sont les suivants :

(24) *Journal de la Chine*, 14 avril 1936.

But. — Lon-Pen-Chao a pour but de diriger les produits agricoles et de fournir les fonds pour faire prospérer le domaine rural (25).

Capitaux. — Les capitaux de Lon-Pen-Chao se divisent en deux parties, d'une part, ils sont fournis gratuitement chaque année par une somme de 6 millions de yuans sur le budget du gouvernement; ceci dure cinq ans; d'autre part, les banques qui veulent assister cette organisation versent une somme de 300 millions de yuans pendant cinq années à raison d'un cinquième tous les ans, avec un intérêt de 8 % (26). Le contrat se renouvellera après cinq ans, soit en continuant dans les mêmes conditions, soit en remboursant par amortissement en plusieurs années, soit en émettant des bons pour payer la somme que les banques ont prêtée (27).

L'opération. — Lon-Pen-Chao fait deux opérations importantes (28):

1° Le Département des produits agricoles qui entreprend quatre choses:

- a) Les affaires du grenier agricole;
- b) Les affaires d'achat et de vente des produits agricoles, à la charge du gouvernement;
- c) Les affaires de transport des produits agricoles;
- d) Les affaires de disposition de ces produits qui ont été considérés comme le gage par les agriculteurs; ceux-ci ayant déclaré être dans l'impossibilité de pou-

(25) Article premier du statut de Lon-Pen-Chao.

(26) Articles 4 et 7 du statut.

(27) Article 8 du statut.

(28) Article 5 du statut.

voir rembourser leurs dettes quand les échéances arrivent ;

e) Les affaires que le comité de contrôle a décidé d'entreprendre concernant les produits agricoles.

2° Département du crédit agricole :

a) Aider à établir la société coopérative, le mont-de-piété, la banque des paysans, dans la campagne au moyen de versements d'une partie des capitaux nécessaires à leurs débuts. Mais les conditions et le taux d'intérêt doivent être réglés par le comité de contrôle ;

b) Faire des avances de gages en produits agricoles aux emprunteurs, soit directement aux agriculteurs, soit aux sociétés coopératives, soit aux banques des paysans, soit au mont-de-piété qui ont des gages provenant des paysans en relation de dettes avec eux ;

c) Faire les prêts pour améliorer les terres et les prêts du crédit personnel ; mais les sommes sont fixées d'après les situations, par le comité de contrôle.

d) Les autres placements dans le domaine rural que le comité de contrôle décide de faire.

L'organisation. — Les membres du comité de contrôle sont vingt-trois, dont douze sont des représentants des banques qui ont placé leurs capitaux dans cet établissement, les autres sont nommés par le Gouvernement sur la proposition du Ministre d'Industrie ; ils comprennent le ministre d'Industrie, le ministre d'Intérieur, le ministre des Finances, le ministre des Chemins de fer, le ministre des Communications, le secrétaire général du Conseil national économique, le directeur du département d'agriculture et

du ministère d'Industrie, le directeur du Laboratoire central d'agriculture, le directeur du Bureau d'examen des marchandises exportées de Changhaï.

Le président du Comité de contrôle est élu parmi tous les membres.

Les affaires suivantes sont décidées par le Comité de contrôle :

- 1° Le projet des opérations ;
- 2° Les statuts ;
- 3° L'établissement ou la suppression du bureau secondaire dans les régions et des délégués dans les communes ;
- 4° L'émission des bons ;
- 5° Le budget et le bilan ;
- 6° Les autres affaires importantes (29).

Un directeur général et deux sous-directeurs sont choisis parmi les membres du Comité de contrôle par le ministère d'Industrie. Les directeurs des régions sont nommés par le directeur général (30).

Le directeur général gouverne toutes les affaires de l'Office, dirige et surveille les bureaux des régions et les délégués des communes (31).

Profits et pertes. — D'après le statut, Lon-Pen-Chao, à côté du paiement des intérêts à 8 % pour la somme que les banques ont placée, on prélève des bénéfices nets pour les banques à titre de remerciement, si le dernier bilan réalise des bénéfices (32). La

(29) Article 15 du statut.

(30) Article 16 du statut.

(31) Article 17 du statut.

(32) Article 12 du statut.

somme des bénéfices doit être approuvée par le ministre d'Industrie.

Les bénéfices réalisés de chaque année sont versés comme les capitaux. S'il y avait des pertes dans le dernier bilan, c'est le gouvernement qui les supporterait (33).

III. — NOTRE CRITIQUE SUR CET ORGANE

La nécessité d'un organe central du crédit agricole a déjà été indiquée au commencement de cette section. M. le ministre d'Industrie Wou, qui propose de former cet établissement, mérite des félicitations de la part de tous les paysans. Ceux-ci étant dans une situation financière très pénible, ou sous l'exploitation des usuriers.

Cet organe n'a pas encore commencé ses opérations, on ne saurait prédire si le résultat, publié le 25 juin de l'année courante et que nous venons d'analyser, il y a un point très important sur lequel nous ne pouvons être d'accord avec lui.

C'est la position des banques dans le Comité de contrôle.

Le nombre des membres dans le Comité de contrôle est fixé à 23 par le statut, parmi ceux-ci 12 sont les représentants des banques qui font entrer leurs capitaux dans cette organisation. Ce comité, d'après le statut, plein pouvoir pour décider les opérations et les affaires importantes du Lon-Pen-Chao. Par conséquent, il peut se produire un danger, c'est que les

(33) Article 6 du statut.

représentants des banques dans le comité ne s'occupent que de chercher des bénéfices de Lon-Pen-Chao, et puis qu'elles toucheraient une partie des bénéfices, si ceux-ci venaient à se réaliser dans le dernier bilan.

L'institution du crédit agricole n'est pas une entreprise lucrative, mais les banquiers, comme les négociants en marchandises dans les commerces (34) ne travaillent que pour se faire des profits. Si nous espérons que la situation économique du domaine rural serait sauvée par les banques, nous ferions un rêve absurde.

Les expériences nous ont montré pendant quelques années que le nouveau système du crédit agricole a donné peu de fruits (35). Les avances faites par les organisations différentes du crédit agricoles étaient presque toutes faites dans les campagnes les plus aisées et aux agriculteurs les plus riches. Les régions moins fortunées et les paysans pauvres n'ont eu par là aucun moyen de trouver les capitaux qui leur étaient nécessaires.

Pour remplir cette lacune, il n'y a d'autre mesure que de créer un organe central du crédit agricole muni d'une grosse somme de capitaux, et régi par l'Etat qui en est l'entrepreneur au nom des intérêts collectifs et permanents des groupes qu'il personnifie.

C'est par ce premier point que le statut de Lon-Pen-Chao est contraire à la raison.

Puis, les banques qui placent leurs capitaux dans Lon-Pen-Chao, ont le droit, d'après son statut à une

(34) C. GIDE, *Cours d'Economie politique*, p. 529.

(35) Voir chapitre V.

rémunération d'intérêts pendant la durée du prêt, et au remboursement d'une somme égale, à l'expiration de celui-ci, au montant de l'argent qu'elles ont prêté. La position que les banques occupent dans Lon-Pen-Chao n'est qu'une situation de créanciers et non d'associés de l'entreprise. Non seulement elles ne doivent jouer aucun rôle au point de vue de la direction de l'entreprise, mais elles ne peuvent même pas surveiller efficacement l'emploi des fonds qu'elles ont prêtés(36). Voici, le deuxième point où le statut de Lon-Pen-Chao répugne à la raison.

Et comme ses opérations ne sont réglées dans les statuts que pour faire du crédit à court et à moyen terme, non à long terme, nous ne pouvons pas trouver cela bien. Nous allons en donner de suite la raison.

IV. — NOS PROPOSITIONS DE MODIFICATIONS A L'ORGANE CENTRAL DU CRÉDIT AGRICOLE

Nous ne voulons nous poser que trois questions pour les étudier, mais elles nous semblent de haute importance.

Premièrement: au sujet de l'organisation. Comme bon exemple, nous préférons l'organisation, de la Caisse Nationale du Crédit Agricole. « Elle se compose de quatre éléments qui se partagent sa gestion et son administration. Ce sont: la Commission plénière, le Conseil d'administration, le Directeur, l'Agent comptable ».

(36) P. REBOUD, *Précis d'Economie politique*, p. 202.

« La Commission plénière est formée de trente membres, six membres du Sénat et de la Chambre des Députés, élus à raison de trois pour chacune des deux Assemblées. Douze délégués élus par les Caisses du Crédit Agricole Mutuel. Douze membres sont nommés par décret du Ministre de l'Agriculture ou du Ministre des Finances et choisis parmi les hautes personnalités de l'Administration.

« Son Conseil d'administration comprend seulement sept membres que la Commission plénière est appelée à élire dans ses propres membres. Sur les sept, deux sont obligatoirement des délégués des caisses régionales, les autres pouvant être indifféremment choisis parmi les autres membres.

« Son Directeur général est un fonctionnaire nommé par décret, sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et du Ministre des Finances; il dépend de l'Inspection des Finances et est soumis à la juridiction de la Cour des Comptes (37) ».

Ce genre d'Administration a réalisé une plus large représentation des Sociétés de Crédit et des agriculteurs avec une tentative à pousser de plus en plus ceux-ci à s'administrer et à s'organiser eux-mêmes. Ceci mérite d'être imités dans notre pays.

Donc, nous proposons que le statut, eu égard à l'organisation du Comité de Contrôle de Lon-Pen-Chao en Chine, soit modifié complètement. Il faut supprimer les représentants des banques commerciales, ceux-ci n'ont pas de raison de faire partie du

(37) On peut voir M. MOLLE, *Les sociétés de crédit agricole et leurs opérations*, p. 374.

Comité, ce que nous avons expliqué plus haut; il faut aussi remplacer ceux-ci d'une part, par les représentants des banques de paysans, des greniers agricoles, des unions régionales, des coopératives de crédit, et des associations des agriculteurs; d'autre part aussi par des économistes ruraux, surtout par des spécialistes du crédit agricole.

L'organisation centrale du crédit agricole doit être une entreprise publique, au nom de l'intérêt général. Mais si elle avait une trop grande puissance de la part du Gouvernement, cette organisation serait très probablement tentée de se laisser influencer par la politique. C'est pourquoi nous maintenons que les représentants des associations agricoles diverses, et les savants dans le Comité de Contrôle doivent faire partie de cette organisation. Avec la même raison, nous soutenons aussi que le directeur général, bien qu'il soit nommé par décret sur la proposition du Ministre d'Industrie (38) puisse être révoqué sur la demande du Comité de contrôle.

Deuxièmement: au sujet des opérations.

Au sujet des opérations de l'organisation centrale du crédit agricole, nous ne sommes pas non plus d'accord avec le statut publié par Lon-Pen-Chao; dans celui-ci il ne traite que des opérations de crédit à moyen terme et à court terme, en omettant complètement le crédit à long terme. C'est une question très importante qui est laissée de côté.

Le crédit à long terme a pour but de faciliter au

(38) Le statut de Lon-Pen-Chao, article 17.

fermier l'acquisition d'un morceau de terre et aux petits et moyens propriétaires la reconstruction, l'aménagement et l'amélioration de leurs terres.

Nous avons dit dans l'Introduction — Etude économique des paysans chinois — que les fermiers occupent de 40 à 50 % de toute la population rurale. Ils ne cultivent pas leurs propres terres, mais cultivent à la place des propriétaires; les produits agricoles sont prélevés, en majeure partie, par les propriétaires fonciers. Ce qui reste au fermier suffit à grand'peine à son entretien et à celui de sa famille. C'est injuste » (39).

Si nous passions en revue l'histoire de la Chine ainsi que celle de l'étranger, nous saurions tout de suite que la cause de la misère des agriculteurs et des désordres sociaux qu'elle engendre, devrait être exclusivement recherchée dans la mauvaise répartition de la propriété foncière. Donc, la question de la répartition des terres doit attirer l'attention de tous et aussi être résolue le plutôt possible.

Comment résoudre cette question grave ? Un des moyens est peut-être celui d'accorder le crédit à long terme aux fermiers, pour rendre ces derniers capables d'acheter la terre.

M. ROCHE-AGUSSOL, professeur de la Faculté de Paris, a dit : « C'est avant tout une classe de paysans propriétaires que l'on veut renforcer là où elle existe déjà, la créer dans les pays où elle n'existait encore que fort peu. En France c'est par des moyens ne sortant pas d'une extrême prudence que l'on encourage

(39) SUN YAT-SEN, *Démisme économique*. Traduction française,

l'acquisition de la terre par ceux qui la cultivent. Le crédit agricole accorde des avances à long terme et à faible intérêt aux cultivateurs de profession qui, démunis de terre, veulent acheter un bien dont la valeur maxima est fixée dans les limites modestes. Dans d'autres pays — les pays balkaniques notamment — moyennant une indemnité parfois assez faible, encore réduite par l'inflation, les grands domaines ont dû abandonner tout ce qui excédait dans leurs superficies, un pourcentage maximum. Les terres ainsi obtenues sont attribuées à bas prix avec de larges facilités de crédit aux cultivateurs... » (40).

Pour ces raisons, nous soutenons que le crédit à long terme est une opération très nécessaire et même indispensable dans une organisation centrale du crédit agricole.

Un bon exemple est celui de la Banque agraire d'Etat en Pologne. Parmi les principales opérations effectuées par cette banque, nous remarquons les suivantes :

- 1° Opérations agraires concernant l'achat, la vente et le morcellement des terres ;
- 2° Opérations de crédit à long terme ;
- 3° Opérations de crédit à moyen terme ;
- 4° Opérations de crédit à court terme.

Ces opérations indiquées sont distribuées dans les départements divers, chacun d'eux à ses attributions propres et a un directeur qui s'occupe de ce que les statuts lui ont confié, ce sont :

(40) ROCHE-AGUSSOL, *Economie et Législation rurales* (Cours de la Faculté de Paris).

1° *Le département agraire*, qui a pour attribution principale le morcellement des grandes propriétés et le paiement de la valeur des terres morcellées aux propriétaires;

2° *Le département du crédit à long terme*, qui a comme attribution d'autoriser les crédits à long terme pour l'acquisition de nouvelles terres;

3° *Le département du crédit à court terme*, qui est destiné à fournir aux cultivateurs, par l'intermédiaire de leurs associations, des crédits à courte échéance relatifs à l'exploitation des terres et à la satisfaction des besoins saisonniers;

4° *Le département de l'émission des lettres de gage*, qui a pour fonction d'émettre les lettres de gages et les obligations;

5° *Le département des fonds administratifs*, qui a pour mission de tenir la comptabilité sur les fonds déjà distribués;

6° *Le département de la liquidation*, qui a pour mission de liquider les créances des banques étrangères;

7° *Le département des rentes*, qui a pour mission d'émettre les lettres de rentes foncières pour le paiement des terres achetées par le gouvernement (41).

En divisant les opérations du crédit agricole comme dans la manière ci-dessus, c'est véritablement raisonnable et pratique. Aux Etats-Unis « Farm Crédit Administration » a pris la même mesure, le

(41) On peut voir B. YORDANOVITCH, *L'organisation du crédit agricole*, p. 163-170, et Joseph VIRION, *Le crédit agricole en Pologne*, p. 156-160.

27 mars 1933, comme la Banque agraire d'Etat » en Pologne, en divisant ses opérations en quatre départements, savoir :

- 1° Le département du crédit foncier ;
- 2° Le département à moyen terme ;
- 3° Le département du crédit de production ;
- 4° Le département des banques coopératives (42).

En comparant les opérations de ces deux organisations centrales du crédit agricole, on constate que la banque agraire d'Etat en Pologne ne faisant pas l'opération du crédit à moyen terme, est d'une grande imperfection, parce que le crédit de ce genre, destiné à l'emploi dans l'industrie agricole pour l'élevage, l'horticulture, et pour l'établissement de pépinières, pour l'achat des machines agricoles et pour les impenses agricoles de moindre importance, ne doit pas être laissé de côté.

A part l'opération de liquidation des créances des banques étrangères, qui est un cas spécial à la Pologne, et l'absence de crédit à moyen terme, les autres opérations méritent d'être imitées dans notre pays.

C'est aussi ce que nous proposons.

Troisièmement : au sujet des capitaux.

C'est la question la plus difficile à résoudre.

A BOYAZOGLU a dit dans son ouvrage qu'il y a cinq moyens d'obtenir des fonds pour les institutions du crédit agricole (43), savoir :

(42) CROIWOUCHY, *L'organisation du crédit agricole aux Etats-Unis*, *The Times*, 3-9-1936.

(43) A.-J. BOYAZOGLU, *Agricultural crédit*, p. 219.

- 1° L'aide par soi-même;
- 2° La fourniture par l'Etat;
- 3° Les demandes d'avances aux marchés financiers;
- 4° Le profit net venant de l'Institution du crédit agricole;
- 5° La levée d'impôt spéciaux au nom du développement, du crédit agricole.

« Aide soi-même » (self-help) est un principe important de la coopération. Comme les associations créées par SCHULZE-DELITZSCH étaient basées sur l'aide d'un capital assez important versé par les sociétaires, et aussi d'un fonds de réserve (limité), formé des prélèvements sur le bénéfice net réalisé ». RAUFFEISEN a dit aussi « aide-toi, le ciel t'aidera » (44). « Les leaders de la coopération agricole demandent... de faire les efforts nécessaires pour se créer des capitaux propres par le moyen d'emprunts ou dépôts demandés à leurs membres ou au public » (45). Mais, en Chine, la situation des agriculteurs chinois ne permet pas d'appliquer facilement ce principe à cause de leur pauvreté. La plupart d'eux n'ayant que difficilement des ressources pour leurs besoins, d'où viendrait l'argent pour verser dans les associations du crédit et créer des capitaux propres ?

Quant à la demande d'avances aux marchés financiers pour laquelle nous avons expliqué dans la section première que la loi de l'offre et de la demande joue un grand rôle, le prêt agricole n'est pas aussi intéressant que celui du commerce et de l'industrie, pour le

(44) G. MLADENATZ, *Histoire des doctrines coopératives*, p. 85 et 92.

(45) G. GIDE, *Les associations coopératives agricoles*, p. 80.

prêteur ; donc, le dit prêt d'une obtention difficile sur le marché, ou bien s'il se présente, c'est avec des conditions inacceptables pour les agriculteurs.

Quant au profit net qui paraît dans le dernier bilan pour constituer le capital, c'est une bonne idée, mais cette somme est bien limitée, puisque l'institution ne doit pas poursuivre de profit.

A mon point de vue, les capitaux de l'institution du crédit agricole de la Chine ne peuvent être obtenus que par les moyens suivants :

1° Dotation par l'Etat qui attribuée suivant la loi au crédit agricole ;

2° Levée d'impôts spéciaux sur les grands propriétaires qui possèdent une certaine étendue de champs ;

3° Obligation de dépôts aux banques des paysans Régionales des coopératives et Banques d'Epargne ;

4° Emission de billets d'une loterie nationale à titre de développement du crédit agricole ;

5° Emission des Bons d'agriculteurs.

Les moyens indiqués pour procurer des capitaux en vue de l'organisation centrale du crédit agricole sont bien préférables au fait de s'adresser aux banques commerciales, ce qu'a fait tout dernièrement le Ministre d'Industrie en formant Long-Pen-Chao.

Enfin, nous nous permettons de proposer quelques principes importants pour une bonne organisation centrale du crédit agricole.

1° Elle doit être une entreprise publique ;

2° Elle doit être gouvernée par les spécialistes et les représentants des caisses régionales ;

3° Elle ne doit pas poursuivre de profit ;

4° Elle ne doit pas faire les mêmes opérations que les banques ordinaires;

5° Elle ne doit pas faire directement des avances aux individus ou aux associations locales;

6° Elle doit payer l'intérêt le plus bas possible aux déposants;

7° Elle doit publier son rapport d'exercice au public chaque année;

8° Elle doit aider les agriculteurs avec tous les puissants moyens pour s'organiser, dans le but de développer la production et le perfectionnement de l'outillage national;

9° Elle doit marcher de pair avec la solution des autres questions de la politique agraire;

10° La dernière et la plus importante, c'est qu'elle doit rendre le bien-être à la masse des paysans pauvres.

SECTION III

Les propositions sur les conditions du prêt et sur l'organisation des sociétés coopératives

Nous avons constaté dans le Chapitre IV que la condition du prêt faite pour le moment est contraire au principe du crédit agricole, non seulement ce prêt n'est pas avantageux, pour les agriculteurs, mais quelquefois, il présente des inconvénients. Toutes les raisons de ceci ont été mentionnées dans notre critique maintenant nous ne donnerons que certains principes qui doivent exister.

1° La durée du prêt doit s'adapter à son caractère. Quand un paysan demande des avances pour acheter

une machine, si la durée accordée est de six mois, c'est absurde; même cas quand on fait une demande pour acheter des semences, il faut accorder non six mois mais deux ans.

Nous proposons que le crédit à court terme, à moyen terme et à long terme soit bien réglé.

2° Le montant des prêts doit, d'une part s'accorder avec leurs caractères; d'autre part, les sommes empruntées doivent être assez importantes pour améliorer les champs et acheter des terres. Pour le moment, les prêts sont toujours de 20 yuans; non seulement on ne peut pas avec cette somme, améliorer les champs ou acheter de la terre, mais on ne peut pas non plus acheter un bœuf; ce genre de prêt n'a donc aucun avantage pour améliorer ou augmenter la production.

3° Le taux d'intérêt doit être aussi bas que possible. Cette raison nous l'avons mentionnée plusieurs fois auparavant.

4° La garantie ne doit pas être exigée, puisque le crédit agricole c'est le crédit personnel, et que son but est de sauver les moyens et les petits paysans.

5° Pour la même raison, les avances doivent être faites aux pauvres plutôt qu'aux riches.

6° L'emploi de l'emprunt doit être rigoureusement contrôlé, non seulement pour faire des avances, mais encore dans le but de donner une leçon d'économie.

7° La formule du prêt doit être aussi simple et aussi facile que possible, à cause de l'ignorance des paysans.

Au sujet de l'organisation des sociétés coopératives de crédit, nous proposons que chaque commune pos-

sède une société coopérative; chacune doit faire des opérations, non seulement sur le crédit, mais aussi sur les autres opérations, comme celles de la production, de la consommation, du transport, de la vente, et des autres genres de coopération, selon les besoins de la communauté.

Cette question est toujours très discutée entre les coopérateurs chinois, les uns disent que la Société Coopérative de crédit ne doit faire que ses opérations proprement dites, mais les autres s'opposent à cette thèse, et soutiennent que la société doit faire tout ce que les sociétaires ont besoin pour les communauté.

Les deux raisonnements ont du vrai, mais dans le cas particulier des paysans chinois, la dernière thèse est la plus pratique.

Dans la campagne chinoise, une commune comprend souvent une centaine de foyers de paysans, où la manière de vivre et la coutume sont presque les mêmes, les besoins économiques pour chaque foyer sont à peu près identiques. Si l'on organise uniquement une société coopérative, on ne pourra pas satisfaire les autres besoins; si l'on organise plusieurs sociétés copératives, dans lesquelles chacune fait son opération d'après son caractère propre, c'est presque impossible dans une commune d'une centaine de foyers, où il n'y a pas de gens assez instruits pour être administrateurs, et puis les frais généraux seraient aussi très lourds. Il est beaucoup mieux que dans chaque commune, on organise une société coopérative faisant toutes les opérations d'après les besoins de la communauté. De cette manière, il y aura beaucoup d'avantages, savoir:

1° Satisfaire tous les besoins des foyers dans la même commune;

2° Economiser les frais généraux;

3° Trouver plus facilement des administrateurs capables;

4° Avoir des relations plus étroites, des connaissances plus approfondies et avoir un esprit de solidarité plus grand;

5° Pouvoir établir des œuvres sociales, avec l'appui de la société, dans la commune où elle se trouve;

6° Avoir l'avantage dans un territoire restreint que chaque sociétaire soit surveillé par les autres, ce qui constitue non seulement une association économique, mais encore une association morale; ceci est tout à fait d'accord avec les principes de REIFFEISEN.

La condition pour entrer dans la société doit être aussi modifiée. A mon point de vue, le paysan doit entrer dans la Société avec une valeur en produits agricoles pour sa part, c'est beaucoup mieux que l'entrée avec une somme d'argent. Dans le code de coopération, le nouveau membre doit verser deux yuans au moment d'entrée. Mais deux yuans c'est une grande somme pour les pauvres paysans, quand ceux-ci n'ont pas cet argent dans leur poche ils ne peuvent que contempler l'entrée de la porte de la société. Ce fait est absolument contraire au but de la coopération. Nous devons tous faire partie de la société, surtout les pauvres, puisque la coopérative a pour but de les sauver de leurs difficultés; elle n'est pas un établissement fait pour les riches. La part du sociétaire n'est qu'un témoignage de fidélité à la société; il ne faut pas

à cause de lui limiter l'entrée des pauvres. Nous proposons donc une valeur en produits agricoles, comme part d'entrée dans la société, c'est plus facile pour les paysans pauvres, surtout au moment de la récolte.

A côté de ce que nous avons proposé, il faut signaler aussi plusieurs choses très importantes, elles consistent dans :

- 1° La discipline des administrateurs de la société;
- 2° La propagande de la doctrine de la coopération;
- 3° L'instruction économique et technique chez les paysans;
- 4° L'organisation des unions régionales des sociétés coopératives.

Ce sont les moyens indispensables pour assurer la multiplication et le bon fonctionnement des sociétés coopératives.

CONCLUSION

Une grande misère pour les paysans chinois c'est leur exploitation par les usuriers; elle les rend de plus en plus pauvres, elle les amène à perdre leurs terres, elle conduit aussi à la diminution de la production nationale. Pour arracher à cette misère les paysans chinois, il n'y a pas d'autre moyen que le crédit agricole. Comme M. DURAND disait à ce sujet: « De nombreux moyens ont été proposés; on a songé à demander des lois répressives; on a voulu étendre la définition légale de l'usure aux faits usuriers...; on a imaginé d'autres systèmes, préconisé d'autres procédés, et la Société de Politique sociale allemande a discuté la question sous toutes ses formes dans sa séance du 28 septembre 1888. Mais le seul remède vraiment pratique, c'est le crédit agricole » (1).

Au cours de ces dernières années, la pénible situation des paysans a atteint son degré maximum. On a introduit le crédit agricole dans le domaine de la Chine, mais l'expérience nous montre que le résultat n'est pas encore aussi apparent que nous l'avions espéré.

Il va sans dire qu'étant donné son histoire récente, il ne puisse porter des fruits très nombreux, mais la

(1) L. DURAND, *Le crédit agricole en France et à l'étranger*, p. 124.

voie que ce système est en train de suivre ne nous donne pas de bon espoir, parce que les marchands de capitaux (les banques de commerce) dominent le développement de la situation financière. Nous sommes d'accord avec le D^r A. PAPANASTASSIOU (2) quand il dit: « Si le Crédit Agricole était uniquement entrepris par les banquiers, il serait certainement inutile. Pour arriver au but que nous désirons, il faut établir beaucoup de sociétés coopératives qui pénètrent dans tous les coins du pays et qui sont fondées sur la solidarité des agriculteurs eux-mêmes. En même temps il est nécessaire d'avoir une organisation centrale qui soit une entreprise publique ».

Le crédit agricole ayant ses caractères spéciaux, surtout avec la condition économique et intellectuelle des paysans chinois, il ne peut vraiment se développer qu'avec l'aide de l'Etat. Nous doutons que les difficultés économiques des paysans puissent être supprimées par l'aide des banques commerciales; pour la même raison, nous ne croyons pas non plus que l'organe central du Crédit Agricole donne un bon résultat si il est assisté par les capitaux et les représentants des banques commerciales.

Un autre motif aussi très important qu'il faut signaler ici, c'est le solidarisme. Les paysans pauvres sont vraiment ceux qui, au lieu d'avoir bénéficié de la société naturelle, en ont pâti; tous ceux qu'on appelle si justement « les deshérités... », qui précisément

(2) Le D^r A. PAPANASTASSIOU est un ancien premier ministre de Grèce et le chef du parti des ouvriers et des paysans de ce pays. Il a dit cette parole dans la préface de A. BOYAZOGLU, *Agricultural crédit*.

parce qu'ils n'ont pas reçu leur quote-part dans la masse créée par la coopération sociale, se trouvent constitués créanciers. Il est vrai que ces créanciers ne peuvent être déterminés nominativement, mais ils seront représentés par l'Etat... » (3).

C'est pour une raison fondamentale que nous soutenons la nécessité de l'intervention de l'Etat sur le Crédit Agricole.

Enfin le Crédit Agricole contribuera à libérer les cultivateurs des dettes usuraires, mais son rôle ne doit pas se borner uniquement à cette tâche. Il doit marcher de pair avec la solution des autres questions de la politique agraire. Dans la Chine actuelle, le Crédit Agricole est très nécessaire, non seulement pour supprimer les usuriers, mais aussi pour résoudre quelques questions très graves, dont voici les principales :

1° Avec le Crédit Agricole, arriver au but de rendre propriétaires les fermiers ;

2° Avec le Crédit Agricole, encourager les habitants des provinces surpeuplées au défrichement des terrains restés sans culture ;

3° Avec le Crédit Agricole, accroître le rendement des paysans, ainsi qu'augmenter la production nationale, au moyen du perfectionnement des méthodes traditionnelles de culture, en employant des engrais chimiques, des essences sélectionnées et des machines ;

4° Avec le Crédit Agricole, transformer aussi la vie morale des paysans.

(3) GIDE et RIST, *Histoire des doctrines économiques*, p. 708.

Pour bien établir cette thèse, je dirai quelques mots de la personnalité de RAIFFEISEN.

« Jamais il n'a pensé à lui, mais seulement à son prochain. Ce prochain, c'était pour lui le paysan menacé par l'usurier » (4).

(4) Discours de WIED.

Vu:

Nancy, le 3 novembre 1936,

Le Professeur agrégé,

J. MARCHAL.

Vu:

Nancy, le 5 Novembre 1936.

Le Président de la Thèse,

F. DE MENTHON.

Vu:

Nancy, le 6 Novembre 1936.

Le Doyen de la Faculté de Droit,

F. SENN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER:

Nancy, le 7 Novembre 1936,

Le Recteur,

BRUNTZ.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES I. — DU CRÉDIT AGRICOLE

- DURAND (Louis). — Le crédit agricole en France et l'Etranger, 1891, p. 783. Librairie Marescq Aîné, 20, rue Soufflot, Paris.
- BORISLAV YORDANOVITCH. — L'organisation du crédit agricole, 1931, p. 345. Librairie des Facultés, Paris. (Thèse de la Faculté de Droit de Paris).
- MOLLE (Marcel). — Les Sociétés de crédit agricole et leurs opérations, 1934, p. 397. Les Presses Universitaires de France, Paris. (Thèse de la Faculté de Droit de Paris).
- VASSAL (A.). — Le crédit agricole en France et son avenir, 1928, p. 140. (Thèse de la Faculté de Droit d'Aix-Marseille).
- VEAUX (André). — Le crédit agricole et populaire en France, 1928, p. 114. (Thèse de la Faculté de Droit de Rennes).
- VIRION (Joseph). — Le crédit agricole en Pologne, 1929, p. 186. (Thèse de la Faculté de Droit de Paris).
- RADIVOYÉ VORKAPITCH. — Le crédit agricole en Yougoslavie, 1930, p. 169. (Thèse de la Faculté de Droit de Paris).
- VIDAND (Pierre). — Le développement de la culture moderne et la naissance du crédit agricole mutuel en Guinée française, 1928, p. 120. (Thèse de la Faculté de Droit d'Aix-Marseille).
- DELOS (Alb.). — Réflexions sur le crédit agricole, 1931, Brochure de l'Institut agronomique d'Etat, Gembloux (Belgique).

- SUI YUAN-LAN. — Le crédit agricole au Japon, 1935, p. 250. Changhaï.
- Le grenier agricole en Chine, 1935, p. 251. Changhaï.
- EUYEN HEN-CHUN. — Les opérations du grenier agricole, 1934, p. 633. Changhaï.
- Le principe nouveau du crédit agricole (traduction en langue chinoise), 1936, p. 400. Changhaï.
- WOU SCHING-FOU. — Les systèmes du crédit agricole (traduction en langue chinoise), 1936, p. 325. Changhaï.
- AUVRAY (Jean). — La loi du 5 août 1920 sur le crédit agricole, 1927, p. 164. (Thèse de la Faculté de Droit de Paris).
- BOYAZOGLU (A.-J.). — Agricultural credit (traduction en langue chinoise), p. 425. Changhaï.

OUVRAGES II. — DE LA COOPÉRATIVE AGRICOLE

- GIDE (Charles). — Les Associations coopératives agricoles, 1925, Paris.
- POLIN (Raymond) et CHARON (J.-G.). — Les coopératives rurales et l'Etat en Tchécoslovaquie et en Roumanie, 1934, p. 164. Librairie Félix Alcan.
- DEFREYN-D'OR (Emile). — Manuel des sociétés coopératives, 1935, Paris.
- AUGÉ-LARIBÉ. — Syndicats et coopératives agricoles, 1926, p. 211. Librairie Armand Colin, Paris.
- CHIANG SHANG-YI. — Les coopératives du crédit agricole en Chine, 1931. (Thèse de Nancy).
- NAST (Alfred). — Code de la coopération, 1928, p. 703. *Recueil Sirey*, Paris.
- PIERRE DE GRÈCE (prince). — Les coopératives agricoles danoises et le marché extérieur, 1935. Paris.
- GROMOSLAW-MLADENATZ. — Histoire de doctrines coopératives, 1933, p. 250. Les Presses Universitaires de France, Paris.
- BRUNET (Louis). — La coopération et l'instituteur rural, 1929, p. 170. (Thèse de la Faculté de Droit de Poitiers).

- VARZIM (Abel). — Le Boernbond, 1934, p. 269, Paris. Desclée de Brouwer et C^{ie}.
- BROCARD (Lucien). — La coopération et le mouvement coopératif, Paris, 1927.
- CHANG CHIN-YI. — Le mouvement de la coopérative du crédit agricole en Chine, 1930, p. 340. Changhaï.
- WANG SHEH-YEN. — La coopérative agricole du crédit A. B. C., 1929, p. 105, Changhaï.
- CO SU-SEN. — La coopérative agricole du crédit en Allemagne, 1932, p. 80. Changhaï.
- NEN V.-PEN. — La coopérative agricole, 1936, p. 256. Changhaï.

OUVRAGES III. — DE L'ÉCONOMIE RURALE

- DELOS (Alb.). — Traité d'Economie rurale, 1934. Librairie Agricole, Paris, 2 vol.
- VLIBERGH (Em.). — Eléments d'économie rurale non technique, 1922, p. 545. Imprimerie A. de Bièvre-Brasschaet, Belgique.
- JOUZIER (E.). — Economie rurale, 1928, p. 680. Paris.
- DIVE (Auguste). — Economie rurale, 1932. Sclayn Dint.
- LAUR (Ernest). — Economie rurale de la petite et moyenne cultures, 1926, Lausanne.
- ROCHE-AGUSSOL. — Economie et législation rurales (Cours de la Faculté de Paris), 1933-1934, p. 275. Place de la Sorbonne, n° 3.
- Economie rurale*. — Cours de l'Institut agronomique d'Etat de Gembloux (Belgique).
- TANG et SON. — Economie rurale, 1932, p. 135. Changhaï.
- TCHEN CHENG-LOU. — Le problème d'économie rurale en Chine, 1933, p. 230. Changhaï.
- FONG HO-FONG. — Essai sur l'économie rurale, 1934, p. 320. Changhaï.
- WANG et FONG. — Economie rurale et coopérative agricole, 1936, p. 216. Changhaï.

- FONG HO-FAN. — Documents sur l'économie rurale (2 vol.), 1933, p. 800. Changhaï.
- TCHENG et PANG. — Etude sur l'économie rurale en Chine (traduit de la langue russe), 1930, p. 360. Changhaï.
- TAYLER (J.-B.) and MALONE (C.-B.). — The study of Chinese rural Economy (en langue anglaise). Péping (Chine).
- BACKER. — Agriculture and the Future of the China (Foreign affairs). Changhaï.
- Chinesse Frame Economy (en langue anglaise). Pékin, 1924.
- CHEN HAN-SEN. — La question terrain de la Chine, 1935, p. 250. Changhaï.

OUVRAGES GÉNÉRAUX CONSULTÉS

- GIDE (Ch.). — Cours d'économie politique, 1930, Paris.
- GIDE et RIST (Ch.). — L'Histoire des doctrines économiques, 1926, Paris.
- JOUZIER (E.) et ANTOINE (P.). — Droit administratif rural, 1926, Paris.
- COLSON. — Cours d'économie politique, 1903, Paris.
- SIEGFRIED (André). — Tableau des partis en France, 1930, Paris.
- GONNAND (René). — Histoire des doctrines économiques, 1930, Paris.
- SHAO SUI-CHU. — La question agraire en Chine (Thèse de Nancy), 1934.
- HITIER (Henri) et HITIER (Joseph). — Les problèmes actuels de l'agriculture, 1923, Paris.
- YEN SIN-ZIN. — La sociologie rurale, 1934, Changhaï.
- FONG HO-FAN. — Etude sur la société rurale de la Chine, 1930, Changhaï.
- YUNG KAN-TAO. — La question rurale, 1930, Changhaï.
- SIN YE-CHU. — La question rurale en Chine, 1935, Changhaï.
- CHEN-G.-YA. — Voyage dans quatre provinces. brochure, 1935, Changhaï.

REVUES ET RAPPORTS

- Revue internationale d'agriculture*, Rome.
Revue des études coopératives, Paris.
Revue économique internationale, Bruxelles.
Revue d'économie politique, Paris.
Rapport sur l'exercice 1934 (Boernbond belge).
Prêts agricoles, Caisse générale d'épargne et de retraite en Belgique.
Compte rendu des opérations et de la situation de la Caisse générale d'épargne et de retraite de Belgique. Année 1934.
Rapport sur l'exercice de quatrième année, Banque des Paysans de Kiang-Sou.
Rapport de la Banque des Paysans de quatre provinces.
Rapport sur le prêt agricole de la Banque de commerce et d'épargne de Changhaï.
Rapport sur le prêt agricole de la Banque de Chine.
La Campagne chinoise (revue mensuelle).
L'Economie rurale (revue mensuelle).
La Coopérative (revue mensuelle).
L'Avenir (revue mensuelle), Changhaï.
The Eastern Muscellany, Changhaï.
L'Opinion indépendante, Péking.
La Nouvelle Chine, Changhaï.
Shun Pao Yuch Kan (revue mensuelle), Changhaï.
Le crédit agricole en Chine (publié par la Banque Centrale).
Statut du Bureau national d'agriculture.
Statut de sociétés coopératives du crédit agricole.
Hebdomadaire économique.
I-Z-Pao (journal chinois).
Ta-Kon-Pao (journal chinois).
Rapport du Bureau central des statistiques.
Rapport de la Banque Agricole et Industrielle.
Rapport de 1^{re} et 2^e années de la Banque des Paysans chinois.
La Nouvelle agricole (revue mensuelle).

L'Annuaire des banques.

Journal financier.

Les Affaires économiques (journal chinois).

Code de la coopération de la Chine.

Statut de Lon-Pen-Chao.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION. — <i>La vie des paysans chinois</i>	5
1. La répartition de la terre	6
2. Les recettes des agriculteurs	7
3. Le standard de la vie des paysans	10
CHAPITRE PREMIER. — <i>Les systèmes primitifs du crédit agricole en Chine</i>	13
<i>Section I.</i> — Usuriers en groupe (Doué-Gine-Houé)	13
<i>Section II.</i> — Usurier individuel	15
<i>Section III.</i> — Le mont-de-piété	18
<i>Section IV.</i> — Le crédit mutuel	20
<i>Section V.</i> — Le magasin de monnaie	25
<i>Section VI.</i> — Effets des systèmes indiqués ...	27
1. Concentration de la terre	28
2. Pauvreté des paysans	30
3. La diminution de la production	31
CHAPITRE II. — <i>Nouveau système: La société coopérative du crédit agricole</i>	35
<i>Section I.</i> — Le développement des sociétés coopératives de crédit en Chine	35
1. Première période: Recherches et tentatives	36

	Pages
2. Deuxième période: Encouragement du gouvernement	38
3. Troisième période: Prospérité extraor- dinaire	40
<i>Section II.</i> — L'organisation interne des sociétés coopératives de crédit agricole	42
1. Les membres	42
2. Les parts	45
3. Gestion des sociétés coopératives du crédit	47
<i>Section III.</i> — Les opérations de la société coopé- rative de crédit agricole (Etude juridique et statistique)	50
1. Dépôt	51
2. Prêt (Le fond, condition du prêt, la garantie du prêt, le montant du prêt, l'emploi de l'emprunt, la durée du prêt, le taux d'intérêt)	52
 CHAPITRE III. — <i>Les banques de paysans et les gre- niers agricoles</i>	 63
<i>Section I.</i> — Les banques de paysans	63
1. La banque des paysans de Kiang-Sou.	64
2. La banque des paysans de Tché-Kiang.	68
3. La banque des paysans chinois	71
<i>Section II.</i> — Les avances faites par les banques commerciales aux agriculteurs	73
1. Banque de commerce et d'épargne de Changhaï	74
2. Banque de la Chine	77
3. Association du prêt agricole de dix banques	78
<i>Section III.</i> — Le système du grenier agricole ..	78
1. Historique	78
2. Le grenier central	83

	Pages
CHAPITRE IV. — <i>Appréciations critiques sur les nouveaux systèmes du crédit agricole en Chine</i>	85
<i>Section I.</i> — Les nouveaux systèmes n'ont pas encore beaucoup d'influence dans le domaine rural (Investigation dans 22 provinces, 891 communes)	85
<i>Section II.</i> — Les imperfections de la société coopérative du crédit en Chine	88
1. Le but du crédit agricole	89
2. Les caractères du système Raiffeisen.	90
3. Les imperfections des coopératives de la Chine	92
4. Deux phénomènes inquiétants	96
<i>Section III.</i> — La question de la banque commerciale qui fait des avances aux agriculteurs	99
1. Pourquoi les banques commerciales font-elles des avances aux agriculteurs dans le moment actuel en Chine?	101
2. Est-ce qu'il y a avantage pour les agriculteurs?	104
3. Les banques commerciales peuvent-elles résoudre la question du crédit agricole?	104
CHAPITRE V. — <i>Les amendements proposés sur le crédit agricole en Chine</i> (Etude de droit comparé dans quelques pays importants)	III
<i>Section I.</i> — L'intervention de l'Etat est nécessaire et indispensable pour le crédit agricole.	III
1. Raison: Les caractères du crédit agricole	III
2. Les formes de l'intervention de l'Etat de différents pays	113

	Pages
<i>Section II.</i> — Les propositions sur l'organe central du crédit agricole en Chine	120
1. Nécessité d'un organe central	120
2. Un organe central du crédit agricole en formation : Lou-Pen-Chao	122
3. Notre critique sur cet organe	126
4. Nos propositions de modification à l'organe central du crédit agricole en Chine (L'organisation, les opérations, les capitaux)	128
<i>Section III.</i> — Les propositions sur les conditions du prêt et sur l'organisation des sociétés coopératives de la Chine	137
1. Sur les conditions du prêt	137
2. Sur l'organisation des sociétés coopératives	140
CONCLUSION	143
BIBLIOGRAPHIE	147
